

cahiers

LEON TROTSKY



KHRISTIAN RAKOVSKY (2)

Pierre Broué □ Rako (2^e partie) □ *Ecrits de Rakovsky* □
Lénine: Souvenirs d'un vieux camarade □ Déclaration du 4
septembre 1927 □ Opposition et troisième force □ Intervention
au XV^e Congrès □ Lettres d'Astrakhan à Trotsky □ Lettre à
Valentinov □ Au Congrès et dans le pays

18

juin 1984

Revue trimestrielle ★ Institut Léon Trotsky

cahiers

LEON TROTSKY

N° 18

JUIN 1984

RAKOVSKY
(2^e partie: 1923-1941)

SOMMAIRE

ARTICLE

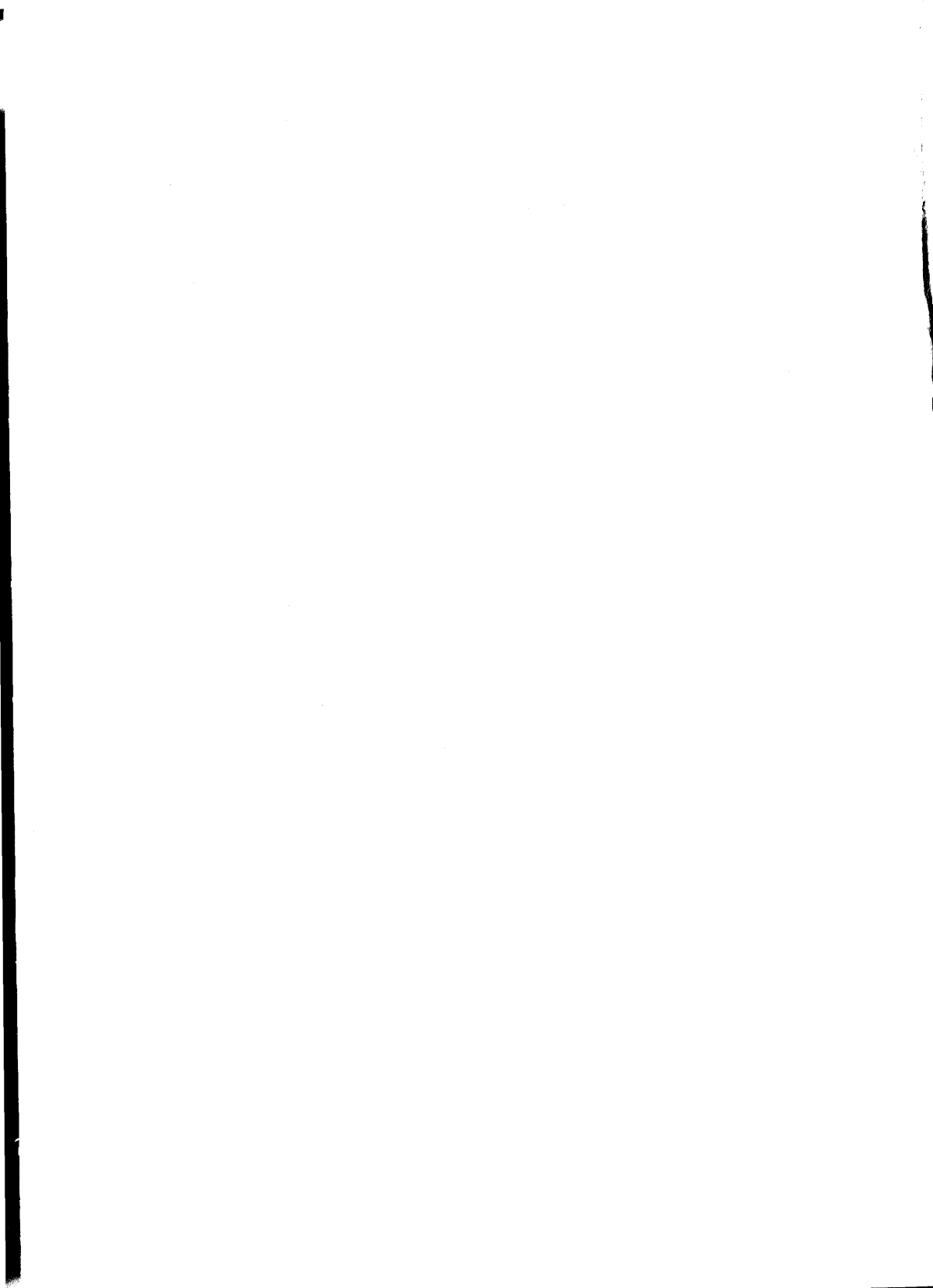
Pierre Broué — Rako (2^e et dernière partie) 3

DOCUMENTS (Textes de Rakovsky)

Lénine: Souvenirs d'un vieux camarade (1924) 24
Déclaration du 4 septembre 1927 28
Opposition et troisième force (8 novembre 1927) 29
Intervention au XV^e congrès (5 décembre 1927) 38
Lettres d'Astrakhan à Trotsky (février-juillet 1928) 44
Lettre à Valentinov (2 août 1928) 82
Au Congrès et dans le pays (27 juillet-7 août 1930) 96

Les départs

William Farrell (1910-1984) 124
Pierre Frank (1905-1984) 124
Iannis Theodoratos dit Mastrovannis (1896-1983) 127



Rako

(Khristian Georgiévitich Rakovsky)

II^e partie: 1923-1941¹

C'est la presse britannique qui est la première à l'annoncer le 6 juillet 1923. Le président du conseil des commissaires du peuple d'Ukraine, l'ami de Trotsky, Rakovsky est nommé ambassadeur à Londres en remplacement de Krassine.

De toute évidence, il s'agit d'une sanction ou plutôt d'une mesure de guerre civile à l'intérieur du parti. La position prise par Rakovsky au XII^e congrès sur la question nationale, les critiques qu'il formule à l'égard de la politique de centralisation bureaucratique et de russification menée par Staline ont décidé ce dernier à l'écarter d'un poste-clé.

Souvent critiqué par Lénine à l'époque de leur collaboration, accusé de mener une politique « gauchiste » à la campagne, puis d'« aventurisme militaire » quand il avait essayé d'aller au secours de la république hongroise des conseils ouvriers, Rakovsky avait pourtant été maintenu à la barre en Ukraine et c'est à lui que Lénine avait confié le soin de corriger, sans aucune autocritique, ses erreurs personnelles, aussi bien que celles qu'ils avaient commises ensemble. En 1923 cependant, les temps étaient changés. Rakovsky venait de s'opposer de front, ouvertement, au commissaire du peuple aux nationalités et secrétaire général du parti. Le premier, il venait de désigner du doigt les dangers encourus par le pouvoir soviétique du fait de l'étroussure bureaucratique de l'horizon de dirigeants désormais dévoués à Staline en qui la bureaucratie se reconnaît. L'Opposition de gauche n'était même pas encore organisée que déjà l'un de ceux qui devaient en être l'âme était mis à l'écart et de fait exilé malgré les honneurs. Rakovsky quittait le territoire de l'Union pour aller servir dans la diplomatie.

1. Nous publions ici la seconde partie de l'étude de Pierre Broué dont la première partie a été publiée dans les *Cahiers Léon Trotsky*, n° 17, pp. 7-35.

La décision, en tout cas, remplit d'aise les terroristes blancs qui venaient précisément d'inscrire à leur tableau de chasse le vieux-bolchevik Vorovsky, abattu à Lausanne.² Les archives policières françaises ont conservé la trace des préparatifs pour assassiner Rakovsky auxquels se consacrent, sous l'autorité de Boris Savinkov, l'ex-terroriste s.r., les colonels Hermann et Andreiev, installés à Berlin. L'homme qui doit l'abattre est déjà désigné, la victime suivante également d'ailleurs : c'est Trotsky qui doit tomber après son ami Rakovsky. Les futurs assassins ne se préoccupent pas trop des réactions de l'opinion en Occident : les classes dirigeantes roumaines, dont la haine ne désarme pas, ont en effet fait condamner Rakovsky à mort, le 21 mars 1921, par la cour martiale du 3^e corps d'armée siégeant à Bucarest.

Diplomate communiste

Dans son étude sur les diplomates soviétiques, Trotsky proteste contre l'assertion qui fait de Rakovsky, dans l'opinion, « un diplomate », alors que sa véritable profession, « au sens bourgeois du terme », fut celle de « combattant politique ». Il précise :

« Khristian Georgiévitch fut avant tout un écrivain, un organisateur, ensuite un administrateur. Il fut un soldat et l'un des principaux fondateurs de l'Armée rouge. Enfin, et seulement ensuite, vient son activité de diplomate ». ³

Il semble d'ailleurs que Rakovsky, qui a excellé dans sa nouvelle profession et pas seulement en portant avec « bon genre » hauts-de-forme et culottes de soie, jaquette et habit de soirée, ait proprement détesté ce travail et l'ait considéré, pendant le temps qu'il lui fut assigné, comme un véritable bannissement du champ d'action dans lequel il se retrouvait entièrement, celui du dirigeant révolutionnaire.

Il faut pourtant admettre que Rakovsky fut un grand diplomate, aussi bien du fait de sa personnalité propre, de ses qualités de caractère et d'intelligence en général que de la compréhension qu'il avait du contexte, des objectifs et des moyens de son action. Sur Rakovsky le diplomate, les témoignages convergent, même quand ils émanent d'ennemis politiques. Le vieil amiral Jaurès assure que l'ambassadeur est « un homme distingué et courtois » jouissant d'une « excellente notoriété et d'un réel prestige ». ⁴ Le journaliste de *L'Echo de Paris* reconnaît « une faconde intarissable » et

2. Les assassins de Vorovsky, d'anciens officiers de l'armée tsariste, qui avaient commis le meurtre à Lausanne, furent acquittés par le tribunal suisse qui eut à les juger. La fille de Vorovsky, Nina Vaclavova, fut, avec Sedov, le fils de Trotsky, l'une des animatrices de l'Opposition de gauche dans les rangs des jeunes.

3. Trotsky, « Notes », Houghton Library, BMSRus 13, 3491.

4. *Bulletin de l'A.T.P.*, 28 septembre 1927.

« beaucoup d'aplomb » au « plus aimable des bolcheviks », « ce condottiere du prolétariat ». ⁵ Celui de *L'Eclair*, Léon Bailly, est visiblement plus impressionné encore :

« M. Rakovsky est grand, très mince, vêtu avec élégance. Il paraît avoir une quarantaine d'années. Il a le masque énergique et le menton volontaire, a parfois des mots brusques qui disent que l'homme est habitué à se battre. La bouche au sourire amer et parfois énigmatique est parfois sans lèvres. Le regard se fait tour à tour dur et profond, impénétrable et enveloppant. La voix est sèche et un peu lente. M. Rakovsky parle un français extrêmement pur ». ⁶

L'ami politique qu'est Bernard Lecache ne paraît pas excessif, décrivant cet homme qu'il considère comme « redoutable » et « charmant » :

« Rakovsky est un homme que l'on croit bien connaître parce qu'il met une coquetterie quasi-féminine à se laisser deviner. On n'échappe pas à sa séduction qui est souveraine. On n'échappe pas non plus à l'orgueil de se croire, après une demi-heure de conversation, hissé à son niveau. Plus on apprend à l'apprécier cependant, plus on pénètre dans son intimité, et plus on aime à s'effacer devant cette intelligence supérieure, lumineuse même ». ⁷

Tout contribue dans la « société » parisienne à nourrir le prestige de Rakovsky, sa réputation de « séducteur » — nourrie de confidences calculées qui viennent de milieux bien informés de Moscou ⁸ — qui va remuer bien des femmes, les rumeurs sur sa fortune personnelle et la banque scandinave où elle serait déposée, ⁹ le fait inouï que cet amateur de voyages rapides, n'ait, comme l'écrivit *Paris-Soir*, « usé que du biplan depuis une année », son immense culture enfin. Chaque interview, chaque conférence de presse de celui que les journalistes présents à Gênes en 1922 avaient appelé « le professeur de communisme » est une véritable leçon d'histoire française : rappel des traditions monarchiques et du rôle de la formule sur la « protection des chrétiens » pour couvrir une politique d'expansion au Moyen-Orient, leçons sur la Grande révolution, polémi-

5. *L'Echo de Paris*, 20 octobre 1923.

6. *L'Eclair*, 7 novembre 1924.

7. B. Lecache, « La conférence de Gênes et le prolétariat », *L'Humanité*, 2 juin 1922.

8. Exemple d'écho de ce genre dans *Liberté* du 14 avril 1922 : « Ce séduisant commissaire du peuple a contracté avec de nombreuses compagnes d'études et d'idéal ce qu'il appelle des demi-unions, sortes de mariages à court terme [...] dont le charme n'est pas contestable [...]. Rien qu'à Gavi de Lavagne, où le tribun a passé plusieurs saisons, il y a trois ou quatre jeunes femmes qui parlent de se venger de cet oublié séducteur au cœur par trop communiste ». Pour la source de ces racontars, citons un rapport d'agent contenu dans le dossier « Rakovsky-Insarov », daté du 3 novembre 1925. Il y est indiqué que « dans les milieux soviétiques, on reconnaît son importance comme diplomate, mais on lui adresse de nombreux reproches du point de vue de sa vie privée ». Le même poursuit : « On fait ressortir que Rakovsky s'engage trop dans la vie frivole et qu'il abuse des femmes, ce qui, vu sa situation, est dangereux ».

9. *Ibidem*, rapport du 3 novembre 1925 : il s'agit de la Svenska Handelsbank de Copenhague.

ques victorieuses contre l'historien Aulard sur l'« expropriation dans le droit bourgeois », rappel enthousiaste, souvent lyrique, toujours exact, des conditions de la lutte de la France révolutionnaire contre l'Europe d'Ancien Régime coalisée, références à Jean Jaurès... Il faut être Rakovsky pour trouver le ton qui lui permet de répondre à la campagne de Pierre Renaudel pour la libération du s.r. Gotz, qui faisait en URSS une grève de la faim, rappeler les pages de Jaurès sur la défense de la France de la Révolution et de la Commune de Paris, la « défense de la République », saluer l'« esprit noble et de toute probité morale » qui dirige la répression en URSS, Dzerjinsky, et ajouter cette note personnelle qui est aussi un engagement sans retour :

« Nous avons tous aussi un peu passé par l'école de la prison et si nous n'étions pas inspirés dans notre gouvernement par des principes nouveaux qui sont aussi dans notre Code — notre expérience propre nous est garante que ce que nous cherchons à respecter avant tout chez le prisonnier politique, c'est son sentiment de dignité personnelle ». ¹⁰

Ces qualités exceptionnelles, Rakovsky pourtant ne les prend que comme des atouts entre ses mains, des atouts pour gagner les parties qu'il doit jouer au nom de la révolution. Comme tous les révolutionnaires portés au parti bolchevique par le flot de la révolution russe à la rencontre de la révolution mondiale, il ne pouvait évidemment concevoir son rôle propre sous l'angle professionnel de la seule défense des intérêts de puissance de l'Etat qu'il représentait. Il l'écrivait déjà en 1918 :

« Nous attendrons jusqu'au moment où le prolétariat international rassemblé se lèvera pour combattre le capitalisme international. La République soviétique russe, du seul fait de son existence, jouera alors un rôle historique. Notre tâche à nous est de tenir jusqu'à la révolution internationale ». ¹¹

Quelques semaines après la conférence de Gênes, où il avait été le magnifique meneur de jeu de la délégation soviétique et avait habilement arraché, à une délégation allemande hésitante, la signature du traité de Rapallo qui lui apportait pour l'Union soviétique les garanties de développement militaire qu'il jugeait essentielles, il disait :

« Notre seul problème est de tenir, de ne compter ni sur un prêt, ni sur des crédits [...] Tout dépend intégralement de notre sang-froid, de la compréhension que nous avons qu'il nous faut continuer la lutte et conserver notre état d'esprit de combattants ». ¹²

10. Cette lettre, datée du 4 novembre 1925 et adressée à Renaudel, a été publiée dans *Le Quotidien*.

11. *Izvestija*, 4 août 1918.

12. « La conférence de Gênes et le prolétariat », interview de Rakovsky par Bernard Lecache, *L'Humanité*, 9 juin 1922.

Il n'est donc pas question de miracle. L'intelligence, l'imagination, les amitiés et le charme de Rakovsky ne sont certes pas inopérants, mais ils ne peuvent désormais permettre de renverser la situation. Le mouvement ouvrier reflue après ses vaines offensives de l'immédiat après-guerre et le début d'une stabilisation économique permet aux puissances capitalistes d'envisager à nouveau la possibilité d'isoler l'U.R.S.S. et même de contre-attaquer sur le terrain économique.

Pourtant, au début, Rakovsky fait merveille. Il y a l'effet de surprise de son intervention : nommé commissaire au peuple adjoint aux affaires étrangères, il est plénipotentiaire à Londres et va traiter avec Londres et Paris des problèmes de la reconnaissance du gouvernement soviétique. Après quelques difficultés avec les gouvernements conservateur anglais et d'« union nationale » français, les choses s'arrangent puisque les travaillistes de MacDonald et le « cartel des gauches » d'Edouard Herriot arrivent au pouvoir. Grâce à ses relations personnelles avec Arthur Ponsonby, sous-secrétaire d'Etat aux affaires étrangères britannique et avec Anatole de Monzie, président de la commission de préparation à la reconnaissance, il lève bien des obstacles. Par son audace raisonnée, sa connaissance de la psychologie des hommes politiques, son pari raisonnable sur la victoire électorale des travaillistes, la netteté de la démonstration — qu'il fait publiquement — que les banques britanniques s'intéressent avant tout au rétablissement de la propriété privée et à l'abolition du monopole du commerce extérieur en U.R.S.S., il arrache très rapidement la reconnaissance britannique. Dans les négociations économiques, il marche habilement, car son objectif, dans la perspective politique qu'il a analysée, est d'obtenir un prêt important et à long terme qui aidera l'U.R.S.S. à « tenir ». La reconnaissance diplomatique, la signature des accords d'août 1924, sont à mettre à l'actif de celui que Trotsky appelle « l'ambassadeur de la révolution ». Et c'est sur son élan, utilisant très habilement, en outre, ses relations de jeunesse parisiennes dans la presse, maniant la rumeur et l'explication rassurante, gagnant la conviction de ses interlocuteurs, qu'il obtient la reconnaissance française.

Pourtant, quand, au mois de novembre 1925, Rakovsky quitte l'ambassade de Londres — cette ville qu'il n'a guère aimée — pour gagner celle de la rue de Grenelle à Paris — où il va se retrouver littéralement chez lui — il sait qu'il ne va pas au-devant d'éclatantes victoires et qu'il lui faudra désormais jouer une défensive serrée. Son principal objectif est d'éviter que se constitue, contre l'U.R.S.S., un nouveau regroupement des puissances européennes, employer la ruse pour diviser et éparpiller les adversaires en les tentant ou en leur faisant craindre d'être devancés. La leçon britannique — le triomphe électoral de la droite conservatrice regroupée sur la base de l'anticommunisme le plus grossier — lui a montré avec quelle facilité la petite bourgeoisie se laisse entraîner dans des croisades contre le prolétariat et des campagnes antisoviétiques. Il en a

conclu à la nécessité de surveiller ses paroles, d'éviter les outrances verbales utilisées ensuite par l'ennemi — il interdit au personnel de l'ambassade, sous peine de rappel, le moindre contact avec les membres du P.C.¹³ — mais aussi de se dégager du traditionnel secret de la diplomatie en coulisses. A partir du moment où les chancelleries claquent les portes et où les diplomates n'écoutent plus, même quand ils entendent, l'ambassadeur soviétique n'hésite pas à s'adresser directement, notamment dans la presse, aux masses — voire, comme en 1927, aux petits porteurs des « emprunts russes » pour leur expliquer comment ils sont en réalité spoliés par la politique de leur propre gouvernement.

Les succès ne sont pas spectaculaires. Bien que l'activité diplomatique de Rakovsky ait considérablement facilité la conclusion de l'accord germano-soviétique d'avril 1926, pièce maîtresse contre l'encerclement redouté, la conférence franco-soviétique ne règle pas la question de l'emprunt et des dettes russes — un règlement auquel Raymond Poincaré était hostile, ce que toute l'activité de Rakovsky démontre à qui sait lire. Pourtant, la campagne de presse qui va bientôt se déchaîner en France contre Rakovsky montre combien le diplomate a su se faire craindre des milieux les plus réactionnaires de la politique et du monde des affaires. Au moment où la révolution chinoise sert de détonateur à l'offensive britannique contre l'U.R.S.S., une véritable campagne de haine se déchaîne à Paris contre Rakovsky. Le signal en est donné par un article du *Temps* du 24 août, vraisemblablement inspiré par Poincaré : l'organe officieux du Grand Capital, commentant les manifestations en faveur de Sacco et Vanzetti, affirme qu'on ne peut à la fois réprimer les communistes en France, ce qui est une nécessité, et conserver des relations avec Moscou. Francis Conte, biographe de Rakovsky, pense que le gouvernement français savait déjà que Rakovsky avait signé la déclaration de l'Opposition russe appelant les soldats des armées capitalistes, en cas de guerre contre l'U.R.S.S., à lutter pour la défaite de leurs gouvernements et passer du côté de l'Armée rouge, une signature qui sera prétexte à la campagne.

On assiste alors en France à une explosion de haine et de mauvaise foi : ne reproche-t-on pas à cet ambassadeur, qui manie les idées, la plume et l'argument, ce qu'on appelle son « ingérence », alors qu'on tolère dans toutes les ambassades d'« honorables correspondants » dont le moins qu'on puisse dire est qu'ils n'abattent pas leurs idées comme cartes sur table ? Depuis plusieurs années, les agents secrets français observaient les tueurs sur la piste de Rakovsky. Tout se passe comme si, soudain, ce que certains appellent aujourd'hui « la classe politique », à savoir la classe dirigeante, ses porte-parole, sa presse, s'empressaient de donner une

13. Dossier Rakovsky-Insarov, instruction datée du 20 novembre 1926.

couverture aux assassins de l'ombre. Bien sûr — et Rakovsky ne se prive pas de le souligner — le magnat du pétrole Sir Henry Deterding a puisé dans ses caisses ce qui était nécessaire au soutien de l'enthousiasme patriotique de la presse de droite et de sa défense et illustration de la moralité en politique. Mais cette dernière ne regarde pas de trop près. Dès le 10 janvier 1926, *La Victoire*, l'hebdomadaire de Gustave Hervé, avait titré sur « Son Excellence Rakovsky, agent des Boches », après avoir assuré en 1917 que « le socialiste roumain était en réalité un israélite bulgare ». Quant elle revient à la charge, le 7 septembre 1927, sous le titre « L'Aventurier diplomate », pour dénoncer « l'agent des Boches, agitateur et traître », elle est en bonne compagnie. Le 9 septembre, *Liberté* assure en manchette que « M. Rakovsky, ambassadeur à Paris, n'est autre que le terroriste bulgare Stanchev ». Un important personnage anonyme introduit par M. Hubert Bourgin écrit dans *Le Nouveau Siècle* que Rakovsky est défini par le fait qu'il a collaboré au *Vorwärts* dont on sait, dit-il, l'attitude qu'il eut pendant la guerre.¹⁴ *Le Journal des Débats* parle aussi de « l'espion de l'Allemagne ».¹⁵ Dans son livre *Contre le Communisme*, en 1927, le fameux parfumeur-magnat de la presse (et futur mécène des Liges fascistes) François Coty, du *Figaro*, consacre un chapitre à « S. ex. M. Kristo Rakowsky » (pp. 301-313), « agitateur bulgare tout dévoué aux intérêts allemands, tout imprégné du marxisme pangermaniste », directeur d'un « luxueux quotidien », « agitateur professionnel » rassemblant autour de lui « une pègre de démagogues et de malandrins », fondateur d'une « école terroriste à Kharkov », « agent servile de l'Allemagne », « diplomate de sac et de corde », représentant, il est vrai, « une association de malfaiteurs ». Un anonyme encore plus bas que M. Coty — et ce n'est pas facile — compare Rakovsky à .. Arsène Lupin, dans *Liberté* du 6 septembre 1927, parle obscurément de sa « bamboula avec la valise diplomatique qu'il a filoutée au décrochez-moi ça de Moscou, une valise pleine d'argent volé, d'appels à la désertion ou de faux passeports » et affirme :

« Signalement : boit du champagne, fume des havanes, engloutit du caviar, porte un monocle, ressemble à un galant homme comme un sou percé à un louis. Le faux nez de l'honnêteté est le seul qui ne reviendra jamais à M. Rakovsky ».

Les grands quotidiens font dans le même ton. Le 18 septembre, *Le Matin*, dont le directeur, Bunau-Varilla, avait déjeuné avec le président du conseil Poincaré avant le début de la campagne contre Rakovsky,¹⁶ réclame l'expulsion immédiate de « l'ambassadeur de guerre civile », et *L'Echo de Paris*, sous la plume de Pierre Taittinger, est presque rafraîchis-

14. *Le Nouveau Siècle*, 28 décembre 1926.

15. *Le Journal des Débats*, 4 octobre 1927.

16. Dossier Rakovsky-Insarov.

sant quand il demande l'expulsion du « manager révolutionnaire » avec cet argument probablement sincère :

« Il est superflu de démontrer que M. Rakovsky est plus dangereux pour l'ordre social, plus dangereux à lui seul que des milliers d'apaches et de cambrioleurs ». ¹⁷

Le 7 octobre 1927, le gouvernement français demande officiellement le rappel de l'ambassadeur d'U.R.S.S. Rakovsky, parti de Paris le matin du 16 octobre en voiture, franchit la frontière à Waldwiese le même jour à 14h45¹⁸ en pleine tempête : les cris de joie se mêlent à ceux de la haine triomphante.

La carrière de diplomate de Rakovsky est terminée. A cinquante-quatre ans, il va redevenir militant politique à plein temps. C'était certainement son désir le plus vif. Son départ d'Union soviétique l'avait, depuis 1923, pratiquement mis à l'écart des affaires politiques du parti, du combat de l'Opposition de gauche dont il était. Il n'était certes pas totalement isolé, rencontrant à Paris amis et camarades étrangers, les Max Eastman, Rosmer, Boris Souvarine, les dirigeants du P.C. comme les opposants et les exclus.¹⁹ Il avait des contacts avec l'U.R.S.S. et sur place avec d'autres opposants, Boudou Mdivani, Piatakov, Chliapnikov, Reingold, Préobrajensky, qui furent longtemps en poste à Paris, rencontrait occasionnellement les Solntsev et Perevertsev, organisateurs en 1927 de l'opposition internationale. On sait même qu'au cours de ses trajets de Paris à Moscou il rencontra un ou deux opposants allemands de l'Opposition de Wedding. Politiquement, il était cependant dans une semi-retraite forcée. Loin des centres de décision, il commettait des erreurs

17. *L'Echo de Paris*, 18 septembre 1927.

18. Rapport du 16 octobre 1927, dossier Rakovsky-Insarov.

19. Il y avait à Paris dans le personnel diplomatique et la représentation commerciale nombre d'oppositionnels connus. Citons Chliapnikov, Mdivani, Obolensky-Ossinsky, Aussem, Reingold, Préobrajensky. Nous ne savons pas grand chose du premier secrétaire, Davtian dont *L'Action française* assurait qu'il était « le tchékiste Davydov », ni des deux autres, Tikhmenov et Pirounian dit Pirounov. Nous ne savons rien non plus des collaborateurs personnels de Rakovsky, venus de Grande-Bretagne avec lui, Robert Bredis, 27 ans, Jan Veider et Jan Fengan, 37 ans, ainsi que le secrétaire-sténographe Vladimir Kronberg, 30 ans. Avec Aleksandra Georgievna se trouvent la fille du couple, Helena, Radu Codreanu (né en 1904), enfant du premier mariage d'Aleksandra Georgievna, leur nièce Liliane. Parmi les nombreux visiteurs russes, mentionnons Slepkov, Pavlovsky, retour de Chine, les diplomates Rosengolz et Kandelaki, le Dr. Semachko, ancien commissaire à la santé, l'ex-s.r. Svertchkov, le journaliste russo-américain Waldo Cahan, l'ancien attaché militaire du tsar, le colonel-comte Ignatiev. Parmi les visiteurs français, les communistes sont nombreux : Marcel Cachin, Henri Barbusse, Paul Vaillant-Couturier, Charles Rappoport, Marcel Maizière (dont la femme travaille à l'ambassade), Renan Radi, comptable de la délégation, Georges Altman, gérant du journal bolchevique de Paris. Parmi les « officiels » du « tout-Paris », émergent Anatole de Monzie, Edouard Herriot, Daladier, Yvon Delbos, Philippe Berthelot, Alexis Léger, Jules Moch, André Citroën. On entrevoit Elsa Triolet.

d'appréciation regrettables comme de donner — à deux reprises — le feu vert à Max Eastman pour la publication des éléments dont il disposait sur le Testament de Lénine, une publication que l'Opposition russe devait considérer comme inopportune, ce qui contraignit Trotsky à des démentis et désaveux aussi retentissants. Certes, la présence de Natalia Sedova, la femme de Trotsky, arrivée à Paris en même temps que Rakovsky à la mi-mars et repartie le 4 octobre, après une cure à La Bourboule, ayant résidé, le reste du temps, à l'ambassade, facilite les choses et lui permet d'être mieux informé. Peut-être rend-elle aussi son retour plus urgent à ses yeux ?

Toujours est-il que, de retour à Moscou après une courte pause à Berlin, auprès de Krestinsky, Khristian Georgiévitich manifeste clairement le caractère définitif de son choix en refusant de remplacer Litvinov à la tête de la délégation soviétique à la conférence sur le désarmement.

Dirigeant de l'Opposition

Panaït Istrati a fait avec Rakovsky le voyage de Moscou sans parvenir à tirer de lui une seule confidence touchant à ses préoccupations de militant du parti. Il n'a pu que relever la pauvreté de son compagnon et l'usure de ses chemises.²⁰ Il a été également tenu à l'écart de l'entretien que Rakovsky a eu à l'ambassade de Berlin avec Kamenev et Krestinsky et dont ce dernier parlera dans ses « aveux » de 1938, au procès, en présence de Rakovsky. Nous pouvons l'imaginer cependant, les trois hommes représentant alors en gros les positions selon lesquelles les oppositionnels de la vieille garde bolchevique allaient se diviser : partisans de la capitulation avant l'exclusion, comme Krestinsky, de la capitulation pour la réintégration, comme Kamenev, de la résistance enfin, comme Rakovsky.

Il est à Moscou quand s'ouvre le plénum du C.C. et il n'est même pas autorisé à prendre la parole sur la double question de la proposition d'exclure du parti Trotsky et Zinoviev et sur sa propre expulsion de France. Il envoie donc le texte de son intervention au *Bulletin de discussion*. Sa responsabilité est lourde désormais : Trotsky exclu, c'est lui le porte-parole de la fraction « trotskyste » de l'Opposition encore unifiée où Kamenev a remplacé Zinoviev exclu. Il se jette dans la mêlée et repart presque immédiatement en Ukraine où les partisans de Trotsky ont des positions solides et où il est lui-même très populaire dans les rangs du parti. L'opposition y est dirigée par un des ses anciens collaborateurs, un Ukrainien authentique, Iouri Kotzioubinsky²¹ dont il avait dans les an-

20. Panaït Istrati, *Vers l'autre flamme* (10/18), p. 66.

21. Iouri M. Kotzioubinsky (1895-1937 ou 38), fils d'écrivain, membre du parti en 1913, Garde rouge en octobre 1917, chef de l'Armée rouge ukrainienne en 1918. Membre de l'Opposition de gauche, il avait capitulé en 1928, fut à nouveau arrêté. Il a été vu à Vorkouta

nées vingt fait le représentant de l'Ukraine à Vienne. Pour ce qui est de se battre, il est servi. Il y a parfois des foules pour venir l'écouter : 4 000 personnes, par exemple, au combinat général d'électricité de Kharkov le 8 novembre. Il a choisi de parler dans les centres à solides noyaux oppositionnels, Kharkov, Dniepropetrovsk. Mais l'appareil stalinien, à défaut de le museler, empêche qu'on l'entende et terrorise ses auditoires. A une époque où il n'y a pas de sonorisation et dans des conditions où, de toute façon, l'appareil pourrait la couper, les hommes de main huant, hurlant, sifflant, tapant des pieds, couvrent la voix de l'orateur, terrorisent le militant moyen qui mesure les risques à prendre. Rakovsky — selon Kaganovitch²² qu'il n'a pas démenti — aurait qualifié ces méthodes de « social-fascistes » et continué de se battre avec des ambitions réduites puisqu'il est souvent empêché et que seuls voteront pour l'Opposition ceux qui connaissent déjà ses positions et étaient décidés à le faire en pleine conscience des risques encourus. C'est un succès que la grève de deux jours d'une usine de Kharkov protestant parce qu'on l'a empêché de parler.²³

Rakovsky termine sa tournée ukrainienne le 15 novembre et retourne à Moscou pour l'enterrement de Joffé, vieux militant qui a voulu donner à son suicide le sens d'une protestation militante. Il y parle de sa voix « polie », écrit Pierre Naville,²⁴ juste après Trotsky et c'est pour l'un et l'autre leur dernier discours en U.R.S.S. Pierre Pascal note : « Trotsky est très applaudi. Rakovsky le surpasse encore ». ²⁵

Commence alors pour Rakovsky la dure épreuve du XV^e congrès au terme duquel Zinoviev et Kamenev ont pris le parti de capituler. Rakovsky prend la tête des irréductibles, rédige, avec Smilga, Mouralov et Radek, une déclaration pondérée, destinée à ébranler les rangs zinoviévistes. Il est exclu du parti le 18 décembre, révoqué de son poste de vice-commissaire du peuple le 30. Il travaille quelque temps à l'Institut Marx-Engels. Le 17 janvier, le G.P.U. le garde plusieurs heures à l'appartement de Trotsky d'où ce dernier vient d'être enlevé de force.

Le 20 janvier 1928, à la suite de Trotsky, envoyé à Alma-Ata, Rakovsky est à son tour envoyé en exil. Est-ce parce qu'il a plaidé auprès des dirigeants pour que Trotsky ne soit pas exilé à Astrakhan, qu'il juge trop malsain, qu'il y est lui-même envoyé ? L'hypothèse est plus que plausible, probable. Rakovsky est certainement, dès cette époque, l'un

en 1938 bien que la date de sa mort soit officiellement 1937.

22. Les indications que nous suivons ici sont celles que l'on peut extraire — avec prudence — de l'intervention-réquisitoire du stalinien Kaganovitch au XV^e congrès du P.C. (b), *Piatnadsatii S'ezd V.K.P. (b)*, notamment pp. 152-153.

23. Pierre Pascal, *Russie 1917*, p. 255.

24. Pierre Naville, *Trotsky vivant*, p. 23.

25. Pierre Pascal, *op. cit.*, p. 266.

des hommes les plus haïs des bureaucrates au pouvoir et les causes en sont plus profondes qu'un simple antagonisme politique.

Evoquant les années du début de la guerre civile, Trotsky, en 1932, trace un portrait de Rakovsky :

« Lorsque les Rakovsky sont arrivés de Kharkov à Moscou, la langue que nous parlions à table, chez nous au Kremlin, était le français, du fait, je pense, de la présence de Rakovsky, qui le connaissait mieux que nous tous. Imperceptiblement et légèrement il lançait le mot nécessaire à celui qui ne trouvait pas, et venait faiblement et facilement en aide à celui qui s'embrouillait dans les subjonctifs et la syntaxe. Les repas en compagnie de Rakovsky étaient de véritables fêtes, même si les conditions ne s'y prêtaient pas. Sa sociabilité et son esprit d'observation faisaient son personnage. A l'époque où ma femme et moi vivions de façon très renfermée, Rakovsky, au contraire, rencontrait beaucoup de monde, s'intéressait à tous, écoutait chacun, retenait tout. De ses ennemis les plus invétérés et les plus mauvais, il parlait avec un sourire, en plaisantant, plein d'humanité. A l'inflexibilité du révolutionnaire s'alliait un inépuisable optimisme ». ²⁶

C'est dans ce qui était l'essence même de l'homme Rakovsky que plongent les racines de la haine que lui portent les bureaucrates, ce que Trotsky explique :

« En même temps, il ne se fondait complètement ni dans le milieu environnant ni dans son propre travail ; il demeurait lui-même, non pas un barbare qui s'éveille, mais un véritable Européen. Si les masses se reconnaissaient en lui, les chefs bureaucrates à demi-éduqués éprouaient à son égard une demi-hostilité envieuse, comme à l'égard d'un « aristocrate » de l'esprit. Tel est le fondement psychologique de la lutte contre Rakovsky et de la haine particulière contre lui ». ²⁷

Mais c'est la personnalité même de Rakovsky qui fait de lui précisément un des chefs de file de l'Opposition. Ce citoyen du monde, combattant de tant de pays, « fondateur de l'Internationale », comme il le rappelle fièrement dans sa correspondance de déporté, n'est pas venu vivre en Russie soviétique pour y jouir des privilèges matériels d'un bureaucrate alors que sa fortune personnelle lui aurait assuré tout le luxe imaginable. Il n'est pas venu pour accréditer la thèse de la « construction du socialisme » dans la seule Union soviétique, alors qu'il combattait depuis son enfance pour une révolution mondiale. Cet homme venu tard au bolchevisme l'avait rallié parce qu'il incarnait la jeunesse de la révolution européenne et ses premières étapes victorieuses. Les bureaucrates n'avaient vraiment pas la moindre chance de le séduire.

Ils ne semblent pas y avoir songé. A Astrakhan, Rakovsky loge à l'hôtel Kommounalnaia Goslinitza, où il occupe une petite chambre dans

26. Trotsky, « Notes »...

27. *Ibidem*.

laquelle un paravent dissimule le lit et le lavabo et où s'entassent des malles, bourrées de documents qu'il a été autorisé à emporter et de livres qu'il a pu choisir. Panaït Istrati, qui a passé huit jours près de lui et logé dans le même hôtel, qu'il dit « plein de punaises » — ce que Rakovsky conteste — l'a trouvé « gros, enflé, mou », s'indigne que « cet homme à guerroyer » puisse en être réduit à se consacrer à la préparation d'une *Vie de Saint-Simon*. Par un geste de courtoisie à l'égard de l'écrivain roumain, les autorités locales autorisent les touristes à visiter la région en compagnie de Rakovsky. Istrati commente : « Et nous voici officiellement admis dans l'intimité du grand proscrit, qui transforme notre séjour dans ce cloaque pestilentiel en une joie de toutes les minutes ». ²⁸

On saisit ici la profondeur des divergences d'orientation entre les témoins en fonction de leur moral et de leurs convictions. Istrati, démoralisé, admet que Rakovsky est « convaincu » et qu'il est « toujours prêt à se battre », mais avoue qu'il ne sait pas de quoi il est en réalité convaincu et pour quelle cause il est prêt à se battre. Il l'appelle « le désailé ». Trotsky, lui, partage les convictions, les objectifs du combat de son vieil ami Rakovsky. Il pense, pour sa part, que la vie de Rakovsky n'a jamais été aussi active que pendant sa déportation et ajoute qu'elle n'aura peut-être « jamais été aussi féconde ». ²⁹

A peine arrivé à Astrakhan, Rakovsky y trouve un emploi comme « spécialiste-économiste » à la commission régionale du plan avec un salaire de 180 roubles. Il quitte l'hôtel, s'installe dans un appartement avec sa femme, qui vient le rejoindre, échappe, dans une large mesure désormais, à la curiosité de ceux qui veulent approcher un homme considéré comme encore dans les allées du pouvoir et que l'on vient solliciter. Sa nouvelle « spécialité », qui l'amène à compléter une formation théorique, le conduit rapidement à des études et projets en matière d'instruction et de santé, à des propositions concrètes dont certaines sont appréciées et retenues par les dirigeants régionaux. En même temps il décide de se consacrer à une activité intellectuelle qu'il considère comme un remède aux maux dont il pourrait souffrir en déportation. Il a emporté *Don Quichotte*, les œuvres de Dickens — en anglais —, tout ce qu'il ne connaît pas très bien dans la littérature soviétique, comme le roman de Babel, *Cavalerie rouge*, mais aussi Ovide. Il lit la presse soviétique et des journaux étrangers — journaux allemands qu'il envoie à Trotsky, mais aussi *L'Humanité* que lui envoient les Rosmer. Il décide d'aller au cinéma trois fois par semaine — il y renoncera du fait de l'émotion et de la curiosité que suscitent ses apparitions en public — et au théâtre, régulièrement. Il met enfin en chantier des travaux de recherche qui ont,

28. Istrati, *op. cit.*, p. 131.

29. Trotsky, « Notes »...

semble-t-il, tous abouti dans les années suivantes : une biographie de Saint-Simon, les premières notes qui serviront de base à ses *Mémoires*, les premières études qui lui permettront de composer *l'Histoire de la guerre civile en Ukraine*. Enfin, il participe activement aux échanges de correspondance entre déportés communistes anxieux de dresser le bilan de cette décennie qui les a conduits au pouvoir, à la prison et à l'exil. Ses lettres — et particulièrement ses lettres à Trotsky — sont des documents exceptionnels, dont on ne connaissait jusqu'à présent que sa « lettre à Valentinov », rédigée du 2 au 6 août 1928, parfois connue sous le titre « Les dangers professionnels du pouvoir ». ³⁰

Depuis plusieurs années, on peut noter que ce texte de Rakovsky est utilisé ici ou là pour l'opposer à Trotsky, dans la mesure où il caractérise la bureaucratie comme une « classe » et tend à faire de la « bureaucratisation » une sorte de loi des périodes post-révolutionnaires. Sur ce point, nous publions des textes et souhaitons que le lecteur se forme sa propre opinion. Indiquons seulement qu'il nous apparaît que Rakovsky met certes l'accent sur des aspects différents de ceux que souligne Trotsky et, par exemple, attache une grande importance, en tant que facteur autonome de dégénérescence du parti, à son « régime », l'étouffement de la démocratie dans ses rangs, la dictature de l'appareil. Mais sur ce point, en 1928, Trotsky ne voit aucune contradiction avec ses propres positions ; mieux, il considère les remarques de Rakovsky comme des corrections justifiées. C'est ainsi par exemple qu'il écrit le 2 juin 1928 :

« Je n'ai que trop insuffisamment traité de la question des méthodes de direction — dans le parti, l'Etat, les syndicats. C'est à très juste titre souligné par le camarade Rakovsky dans une lettre que j'ai reçue hier. Rakovsky avance l'idée qu'une ligne politique juste est inconcevable sans des méthodes justes pour l'élaborer et l'appliquer ». ³¹

En octobre 1928, Rakovsky est transféré d'Astrakhan à Saratov, dont le climat est beaucoup plus clément pour un cardiaque. Sa femme a multiplié les démarches et essayé bien des avanies avant d'aboutir : il semble que la décision favorable ait été finalement obtenue sur l'intervention de Krestinsky qui le paiera très cher, dix ans plus tard. L'adaptation de Rakovsky est rapide. Louis Fischer, qui obtint la permission de lui rendre visite, dans le cadre de la préparation de son livre *Les Soviets dans les affaires mondiales*, trace de la vie de l'exilé, dans *Men and Politics*, ³² un tableau infiniment moins sombre que celui qu'avait laissé Istrati du séjour à Astrakhan. Dans le principal hôtel de la ville où, avec sa femme, il occupe deux pièces contiguës, l'exilé semble avoir énormément travaillé :

30. Reproduite ci-dessous, page 81-95.

31. Lettre circulaire du 2 juin 1928, Houghton, bMSRus 13, 1613.

32. Louis Fischer, *Men and Politics. An Autobiography*, pp. 131-133.

il a terminé non seulement sa *Vie de Saint-Simon*, mais ses *Mémoires* et son *Histoire de la guerre civile en Ukraine*. Surtout, il joue un rôle déterminant dans la vie de l'Opposition, en particulier en enrayant la panique qui semble près de l'emporter un moment après la capitulation des « trois » — dirigeants historiques de l'Opposition de gauche —, Prébrazjensky, Radek et Smilga en juillet 1929.³³

Sur la base de thèses qui analysent la situation et caractérisent les « capitulards », il rédige une « déclaration » conciliante dans la forme (l'Opposition se déclare prête à abandonner toute activité fractionnelle) afin de faire démontrer par l'appareil qu'il n'y a d'autre alternative que la résistance ou la capitulation sans condition.³⁴ Un autre groupe d'anciens lui échappe certes et accompagne Ivan Nikititch Smirnov dans une capitulation, moins déshonorante, il est vrai, que celle des trois.³⁵ Mais il arrête la débandade, rassemble les cadres plus jeunes. Fort de l'appui que Trotsky lui fait parvenir en septembre, il s'affirme comme le rassembleur des irréductibles dans la lutte pour le « redressement » du parti. Les critiques ne manquent pas, surtout à gauche, mais, toujours ouvert à la discussion et ferme sur les principes, Rakovsky maintient sa ligne et l'autorité qui fait de lui le porte-parole, comme en octobre, où il dénonce l'erreur de la collectivisation forcée.

La colère de la bureaucratie — qui a, elle, parfaitement compris la portée de la déclaration du 22 août, à partir de laquelle l'Opposition a pu se ressaisir — se traduit par des représailles et tout d'abord le transfert brutal de Rakovsky, à l'entrée de l'hiver, vers des conditions climatiques épouvantables, mortellement dangereuses pour un cardiaque, à Barnaoul. Il y tient bon cependant, prépare un projet de déclaration que le G.P.U. lui confisque, réussit en avril 1930 à rédiger et à faire circuler un texte que d'autres anciens vont signer, militants liés à Trotsky dans l'Armée rouge, mais aussi ses proches compagnons d'armes à lui, Mouralov, Kasparova, Grünstein, Aussem,³⁶ entre autres. A l'été 1930, il rédige un texte que Trotsky ne recevra qu'une année plus tard. Sous le titre « Au congrès et dans le pays », c'est une étude des problèmes économiques de l'U.R.S.S. appelée à faire date.³⁷

33. Voir P. Broué, « Les Trotskystes en U.R.S.S., 1929-1939 », *Cahiers Léon Trotsky*, n° 6.

34. *Ibidem*. Voir le texte de Rakovsky, Kossior et Okoudjava « Déclaration au comité central et à la C.C.C. », 22 août 1929, pp. 79-86.

35. *Ibidem*. I.N. Smirnov et M.S. Bogouslavsky, « Déclaration au C.C. et à la C.C.C. », 27 octobre 1929, pp. 87-89.

36. *Ibidem*. Rakovsky, Kossior, Mouralov, Kasparova, « Déclaration en vue du XVI^e congrès du P.C. (b), 12 avril 1930, pp. 90-103. Kasparova et Grünstein avaient été parmi les principaux responsables de l'administration politique de l'Armée rouge que Rako avait dirigée, et Aussem, son proche collaborateur en Ukraine et en France.

37. Cf. pp. 96-123.

L'Opposition de gauche, constituée dans la période des concessions de Staline à la « droite » et aux koulaks, doit maintenant expliquer la signification de la nouvelle politique stalinienne. Car l'industrialisation à outrance et la collectivisation forcée ne constituent pas, comme elle l'a cru d'abord, une simple manœuvre. Rakovsky, dans une recherche d'autant plus remarquable qu'il n'a que très peu de documents à sa disposition, décrit l'état catastrophique de l'économie soviétique, la fuite en avant qui constitue le seul fondement théorique du « tournant à gauche », le coût exorbitant de cette politique, l'épuisement des réserves, l'accélération des rythmes du travail, l'appauvrissement des campagnes... Dans un article récent, R.W. Davies, dressant le bilan du travail de Rakovsky, relève l'insuffisance de quelques analyses, la pertinence de bien d'autres et conclut :

« La crise économique diagnostiquée par Rakovsky dans son article se révèle profonde et durable. Mais le progrès industriel fut bien plus important, la dictature politique bien plus puissante, impitoyable et permanente et les coûts en vies humaines furent bien plus élevées que ne l'avaient pensé Rakovsky ou qui que ce soit d'autre ». ³⁸

C'est là le dernier texte de Rako qui soit sorti d'U.R.S.S. Mais ce n'est pas le dernier qu'il ait écrit. Le déporté de Barnaoul est un homme si important — en lui-même et par ce qu'il représente — que la bureaucratie tente encore de polémiquer et un article de Molotov dans *Bolchevik*, donne des citations de textes dont on peut penser qu'il les avait adressés au comité central. ³⁹ On sait aussi qu'en 1930, Rako a proposé de lancer le

38. R.W. Davies, introduction à « The Five Years Plan in Crisis », traduction anglaise du texte en question, *Critique*, n° 13, p. 12.

39. Citons-en deux passages : « Ce qui se met en place derrière la fiction du propriétaire-kolkhozien, ce sont des relations qui restent très en deçà de ce que nous voyons aujourd'hui dans les kolkhozes. Le problème, c'est que les kolkhoziens ne travailleront pas pour eux-mêmes. Qu'est-ce qui va fleurir, pousser, se développer sans trêve dans les kolkhozes ? C'est la nouvelle bureaucratie kolkhozienne. Nous verrons des bureaucrates en tout genre. Création de l'imagination bureaucratique [...] les kolkhozes, qui réunissent sous un même toit toutes les couches de la paysannerie à l'exception des koulaks avérés, seront enserrés de toutes parts dans les cercles de fer de l'appareil bureaucratique. Les kolkhozes connaîtront une pénurie générale, mais elle sera largement compensée en fonctionnaires et agents de la sécurité — officiels ou secrets. Cela confirme une fois encore que le socialisme bureaucratique en vient à produire des bureaucrates et que la société socialiste, à laquelle nous sommes déjà arrivés, comme l'assurent les gratte-papiers officiels, sera le règne des bureaucrates ». Et ce cri d'indignation de vieux révolutionnaire : « Comment est-il possible que notre pouvoir prolétarien ait pu édicter une loi enchaînant à leur kolkhoze le paysan pauvre et le paysan moyen et faisant obligation à notre milice rouge d'arrêter ceux qui se sont enfuis pour les ramener à leur lieu de résidence ? » (*Bolchevik*, n° 7, 1930, pp. 18-19). Notons que ce sont ces deux passages, cités par Molotov dans *Bolchevik*, qui constituent les seules lignes de Rakovsky oppositionnel dans l'article qui lui est consacré par la revue *Samizdat Polititsheskii Dnevnik* (avril 1965, n° 7). Regrettons seulement que le lecteur soviétique puisse avoir, à la lecture, le sentiment que Rakovsky, en 1930, écrivait encore dans *Bolchevik*...

mot d'ordre d'un comité central tripartite, staliniens-droitiers-Opposition de gauche, une proposition qui souleva de nombreuses critiques « de gauche » mais qui fut entièrement approuvée par Trotsky. Des cartes d'Aleksandra Georgievna apportent des informations de Barnaoul, le récit voilé d'une perquisition, l'attente de l'arrestation et de la prison, une description de dures conditions matérielles, des bulletins de santé succincts. En 1932, Trotsky écrit dans ses « Notes » :

« La haine mortelle (de la bureaucratie) contre Rakovsky provient de ce qu'il place la responsabilité pour les tâches historiques de la révolution au-dessus du destin de la bureaucratie. Les théoriciens de la bureaucratie, eux, ne parlent que d'ouvriers et de paysans : le gigantesque appareil administratif n'existe absolument pas dans les points de vue officiels. Quiconque prononce le mot même de bureaucratie devient l'ennemi. Ainsi Rakovsky, de Kharkov, a été expédié à Londres, puis à Paris, et, à son retour, envoyé en exil à Astrakhan, puis Barnaoul [...] Rakovsky a passé plus de cinq ans à Barnaoul, dans les montagnes de l'Altaï, en compagnie de sa femme, son inséparable compagne de voyage. Ce méridional au cœur fatigué, cet homme originaire de la péninsule des Balkans, ne supportait pas cet hiver rigoureux où le froid pouvait atteindre 45 à 60° au-dessous de zéro. Les amis de Rakovsky — et même ses adversaires loyaux qui avaient avec lui des relations amicales — demandèrent son transfert vers le Sud, dans un climat moins rude [...] Les autorités de Moscou refusèrent catégoriquement. Rakovsky est demeuré à Barnaoul, luttant contre l'hiver, attendant l'été, retrouvant l'hiver ». ⁴⁰

Année après année, pourtant, l'étau se resserre et la voix de Rakovsky cesse de parvenir à l'extérieur, puis à l'intérieur même des isolateurs où elle n'avait cessé de se faire entendre. Après un long, très long silence, le bruit de sa mort se répand. Trotsky et ses camarades se mobilisent, pressent les diplomates soviétiques de questions dans le monde entier et un peu de vérité finit par filtrer. Trotsky écrit :

« L'agence Reuter à Moscou indique que Rakovsky est médecin en Iakoutie. Si cette information est exacte, cela signifie non seulement que Rakovsky est vivant, mais qu'il a été transféré de la lointaine et froide ville de Barnaoul encore plus loin vers le cercle polaire [...] Ses amis pensent que Rakovsky doit vivre sous un climat chaud, à cause de son cœur fragile ? Qu'il aille faire de la médecine au-delà du cercle polaire ! Cette décision porte l'empreinte personnelle de Staline. Il ne peut y avoir là-dessus aucun doute. Nous savons en tout cas à présent que Rakovsky n'est pas mort. Mais nous savons aussi que la déportation en Iakoutie est une condamnation à mort. Et Staline le sait encore mieux que nous ». ⁴¹

Puis le silence s'installe à nouveau. Rien ne perce désormais de la vie de l'exilé et de sa compagne. Sedov, particulièrement alarmé, organise un « voyage » spécial pour tenter de découvrir la vérité. Finalement on aura

40. Trotsky, « Notes »...

41. *Ibidem*.

quelques indices par la famille d'Aleksandra en Occident. Il semble que le vieux militant indomptable ait compris que Staline voulait l'enterrer vivant et ait décidé de jouer son va-tout dans une tentative d'évasion par la Mongolie extérieure: grièvement blessé, repris, il a été transféré et soigné dans un hôpital de Moscou, interrogé, puis... déporté de nouveau, à Iakoutsk ou l'on ne sait où: Trotsky en a confirmation par une lettre de Moscou et par une visite de Van et Pierre Frank au fils de Gorky, en cours d'escale à Constantinople.⁴² Ce silence dure jusqu'en 1934, plus d'une année après l'arrivée au pouvoir de Hitler et l'interruption définitive des relations entre Sedov et ses camarades restés actifs en Union soviétique.

Un Mort vivant

C'est le 7 février 1934 que Rakovsky, dans un télégramme qui paraît dans *Izvestija* du 23, déclare que ses « désaccords anciens avec le parti ont perdu leur signification devant la montée de la réaction internationale dirigée en dernière analyse contre la révolution d'Octobre ». Capitulation plus digne que d'autres? Sans doute, mais capitulation tout de même. Parti de plus loin, Rakovsky va pourtant finir comme tous les vieux révolutionnaires brisés avant lui par la police totalitaire.⁴³

En 1934, on a encore des égards avec lui, bien que les effets de sa propre capitulation aient été plutôt limités, en dehors, bien sûr, du fait que L.S. Sosnovsky l'a imité. C'est Kaganovitch qui le reçoit à Moscou. On lui accorde deux mois de repos et la cure dont il a besoin depuis sept ans avant de le nommer commissaire du peuple adjoint à la santé où il aura entre autres la responsabilité de la recherche médicale. On l'envoie même au Japon à la tête d'une mission de la Croix Rouge en septembre — sans sa femme, restée en U.R.S.S., il est vrai. A son retour, une sérieuse alerte cardiaque lui vaut quatre mois d'hôpital. C'est pendant qu'on le

42. Les deux documents sont dans la partie non encore classée dans les archives de la Hoover.

43. On connaît bien les réactions de Trotsky, exprimées dans trois articles successifs, « Le véritable sens de la déclaration de Rakovsky » (21 février 1934), « Que signifie la déclaration de Rakovsky » (31 mars 1934) et « Derrière la capitulation de Rakovsky » (19 avril 1934) qui ont été publiés dans *Œuvres 3*, respectivement pp. 237-238, 303-310, 326-327. La réaction de Léon Sedov, dans un rapport adressé au S.I. en mars 1934 mérite d'être citée: « Ne connaissant pas notre politique, nos appréciations, nos critiques, nos perspectives, perdant définitivement la foi dans les possibilités révolutionnaires de l'I.C. et n'ayant aucune autre perspective — celle de la IV^e Internationale — Rakovsky, avec un sentiment de désespoir, envoie son télégramme [...] Si Rakovsky trouve quand même des partisans, il ne faudra pas s'en étonner. Il faut plutôt s'étonner que les bolcheviks russes tiennent encore, car « tenir », en U.R.S.S. maintenant, signifie non pas lutter, non pas vivre avec une perspective révolutionnaire, mais se sacrifier passivement au nom de l'avenir, au nom de la continuité historique de l'internationalisme révolutionnaire ».

soigne que l'assassinat de Kirov ouvre la période de la terreur. On peut seulement imaginer les énormes pressions qui ont dû s'exercer sur lui pour qu'il ait accepté — mais a-t-il « accepté » ? — de signer le texte abject publié par la *Pravda* du 22 août 1936 réclamant la peine de mort pour les accusés du procès des seize, clamant « un sentiment de honte aiguë pour (son) ancienne adhésion » à une opposition dont le texte affirme que « les chefs se sont transformés en contre-révolutionnaires criminels et assassins ».

Rien pourtant ne pouvait désormais le sauver, pas même de signer des textes qu'il ne prenait sans doute pas la peine de lire. On a su par Louis Fischer que le G.P.U., en décembre 1936, avait effectué chez lui une perquisition, le laissant sans nourriture ni repos pendant dix-huit heures consécutives. On le laisse mijoter longuement dans sa peur pour finalement l'arrêter au début de l'hiver 1937. Il résiste pendant huit mois encore, refusant de faire les aveux infâmant qu'exigent ses tortionnaires. Puis il cède et c'est un homme méconnaissable, sous une longue barbe qui contribue à son allure de vieillard épuisé, qui comparait au troisième procès de Moscou aux côtés de Boukharine, longtemps son adversaire politique, et d'Iagoda, le chef de cette police qui le persécuta... Là, sous les coups de knout du procureur, l'ancien menchevik Vychinsky, le vieux révolutionnaire se reconnaît comploteur et espion, saboteur et criminel. Il a pourtant des sursauts, relevant la tête, dupant quelques minutes le procureur et réussissant à parler le langage de l'histoire et de la politique au lieu de celui du droit commun. La fureur du procureur ainsi joué prouve la crainte que Rakovsky inspirait à l'homme qui édictait les sentences du Kremlin : les rumeurs des conspirations de palais n'avaient-elles pas fait de lui en 1932-1933 un possible « successeur » ?⁴⁴

C'est vraisemblablement pour tenir compte des relations personnelles de Rakovsky dans l'Europe entière, de l'estime dont il jouissait en dehors des frontières de l'U.R.S.S. que Staline décida finalement de l'« épargner » en ne le condamnant qu'à vingt-six ans de prison. On n'ose imaginer ce que fut le calvaire du vieil homme livré à la persécution organisée des prisonniers de droit commun. Selon des informations en forme de rumeurs persistantes parvenues en Occident vers la fin de la guerre, Khris-tian Georgiévitich fut fusillé en 1941, à l'époque où l'Armée rouge, dont il

44. Dans ses mémoires inédits conservés à la Houghton Library de Harvard, dans le cours du chapitre qu'elle consacre à Trotsky en 1933, Ruth Fischer dresse un tableau très vivant de la crise de confiance dans les milieux dirigeants du P.C. (b) et de l'I.C., du courant général contre Staline, et cite le nom de Rakovsky comme celui qui revenait le plus souvent, dans les conversations de 1932-1933 parmi les noms de ceux dont on allait avoir besoin. Signalons que nous avons trouvé en 1983, dans ses papiers de la Houghton, un projet de Ruth Fischer concernant un livre sur Rakovsky très proche de ce que nous avons commencé en 1981 pour les *Cahiers Léon Trotsky* (81M37 bMSGer 204, 2627 et 2628).

avait été l'un des créateurs, semblait s'effondrer sous les coups des blindés allemands s'ouvrant la route de Moscou.

Pour se maintenir au pouvoir, Staline était sans doute prêt à fusiller même les morts. L'ordre qu'il donna alors d'exécuter Rakovsky aurait été — si le fait est un jour vérifié — l'ultime hommage rendu à ce dernier en même temps que la preuve finale qu'il appartient, pour l'Histoire et au premier rang, au camp des pionniers communistes de la lutte contre le stalinisme.



Documents

Parmi les documents que nous publions à la suite, les premiers ont été imprimés et leur traduction n'a donc posé aucun problème particulier. Il n'en est pas de même de la correspondance d'exil, écrite à la main. Rakovsky écrit en effet si mal qu'il avoue lui-même être souvent lui-même incapable de se relire. Les fautes de russe qu'il fait ajoutent à la difficulté de la traduction. Nous avons eu recours à un décryptage en deux temps; dans un premier temps, il a fallu déchiffrer les manuscrits et les dactylographier pour obtenir un texte cohérent et traduisible. La traduction ne s'est faite que dans un second temps. Quelques mots ou expressions ont échappé et nous nous en excusons. Mais nous tenons à exprimer notre reconnaissance à toutes nos amies qui ont collaboré à ce travail difficile et ingrat.

Cahiers Léon Trotsky

Lénine : Souvenirs d'un vieux camarade¹ (1924)

Il serait difficile de transcrire l'impression que la mort de Lénine va produire en Russie. Ce sera un sentiment d'une immense catastrophe nationale. Lénine n'était pas seulement la personnification de la grande révolution d'Octobre et du combat victorieux des ouvriers et des paysans russes pour l'existence de leur propre pays, mais, du fait de ses qualités personnelles, il était l'homme le plus aimé et le plus populaire de toute l'Union des républiques soviétiques. A la ville et dans les campagnes, vieux et jeunes, hommes et femmes, tous connaissaient Lénine et l'appelaient par son patronyme — Ilitch.

Les événements ne l'ont jamais pris par surprise. Aussi, quand la période de l'histoire du gouvernement soviétique connue sous le nom de « communisme de guerre » arriva à son terme, et que nous fûmes placés devant la tâche de reconstruction de notre pays et de notre vie économique, Lénine nous expliqua ce qu'on appelait la « nouvelle politique économique » (Nep), qui est une adaptation du parti et de l'Etat soviétique à la Russie et aux conditions internationales. Ainsi, fort heureusement, avant sa maladie, Lénine a-t-il déterminé la ligne du développement à venir de l'Etat soviétique.

Si on examine la stratégie de Lénine, on la trouve extraordinairement simple. Lénine a fait reposer toute sa tactique de combat sur le principe de la lutte des classes. Mais ce n'était pas pour lui une abstraction, mais un principe de tactique logiquement transporté dans la vie. Un des plus grands services de Lénine est qu'il comprit, il y a longtemps, qu'en Russie, si l'initiative et la direction révolutionnaires devaient être aux mains de la classe ouvrière qui constituait une fraction relativement réduite de la

1. « An Old Comrade's Memories of Lenin », *The New Leader*, 25 janvier 1924, pp. 4-5. Rakovsky vivait à Londres au moment de la mort de Lénine.

population, il était nécessaire que la paysannerie soit son alliée naturelle. Ce n'est qu'en s'en tenant à cette alliance entre la classe ouvrière et les paysans qu'il fut possible de mener à bien la révolution d'Octobre et de consolider ses conquêtes. Ce qu'on appelle la « nouvelle politique économique », dans laquelle bien des gens ne voient qu'un appât artificiel pour attirer le capital étranger, a, dans les rapports internes en Russie, une cause mille fois plus sérieuse. C'est une concession du prolétariat, qui combat pour l'organisation collective, aux paysans individualistes.

Le deuxième aspect important de la tactique révolutionnaire de Lénine est l'importance qu'il attache aux questions de nationalité. Il a été le partisan le plus ardent d'une réelle égalité des nations, non seulement pendant ses activités pré-révolutionnaires, mais aussi dans son travail à la tête du gouvernement soviétique. C'est grâce à sa ferme direction que le vieil empire russe, qui étranglait auparavant des dizaines de nationalités, a maintenant été transformé en l'Union de républiques indépendantes autonomes. Nombre de ses articles, écrits au début de l'année dernière, étaient consacrés à la question des nationalités. Ils constituent pour nous le meilleur des héritages politiques.

Les ennemis de l'Union soviétique qui analysent les activités de Lénine voient évidemment en premier tous les aspects du pouvoir soviétique qui ne lui sont pas inhérents (et qui ne sont pas non plus inhérents à la classe ouvrière) mais qui lui ont été imposés par les circonstances extérieures et la nécessité de sa survie, mais qui disparaîtront peu à peu, au fur et à mesure que l'Etat soviétique se renforce et se consolide. Nos ennemis ne peuvent pas comprendre qu'il était impossible de conduire une population de 150 millions d'habitants, d'un régime asiatique, féodal, tsariste, bureaucratique, à un régime de la démocratie des ouvriers et paysans travailleurs — impossible de faire une révolution qui influence l'histoire de l'humanité tout entière, sans le plus grand des bouleversements. Il ne faut pas confondre la maison et les échafaudages!

Lénine était né en 1870 à Simbirsk. Il a été éduqué dans un collège dont le directeur était le père de Kerensky. Lénine nous a raconté que, quand il termina en tête ses études au collège, le père de Kerensky hésita à lui donner la médaille d'or pour ses résultats et entra à ce sujet en communication avec Pétrograd. A cette époque, Lénine n'avait pas encore manifesté ses tendances révolutionnaires, mais la suspicion du père de Kerensky était évidemment due au fait qu'il était le frère d'Aleksandr Oulianov, qui fut pendu en 1897 pour un attentat contre Alexandre III.

Lénine reçut sa première éducation révolutionnaire de son frère Aleksandr, qui lui donna, entre autres livres, le *Capital* de Marx, bien qu'Aleksandr, personnellement, ne fût pas marxiste, mais ce qu'on appelle en Russie un « narodnik » (populiste).

Au commencement des années quatre-vingt-dix, Lénine avait déjà défini sa propre position en tant que social-démocrate. Il fut arrêté et

exilé en Sibérie pour avoir organisé l'« Union pour l'émancipation des travailleurs » ; de Sibérie, il fut transféré, à la fin des années 90 en Russie, après quoi il partit à l'étranger où, dès les premiers moments, il devint, avec Plékhanov, le chef du mouvement social-démocrate russe.

Quelques mots supplémentaires sur le caractère de Lénine.

Vladimir Ilitch était, dans sa vie personnelle, un homme d'une grande simplicité et modestie. Au Kremlin, il continua la modeste vie de reclus qu'il avait menée en tant que révolutionnaire professionnel, recevant peu.

Lénine était très aimable et souvent même affectueux dans ses relations personnelles, non seulement avec ses camarades et amis, mais aussi avec tous ceux avec qui il était en contact : tandis que, dans sa vie publique et ses écrits, il était et resta un des polémistes les plus implacables, il ne pouvait sacrifier les intérêts de la cause à ceux de la courtoisie.

Les événements politiques l'avaient séparé de nombre de ses vieux camarades : il continua néanmoins à avoir à leur égard les sentiments les plus chaleureux. C'est ce qu'il éprouvait pour Martov, avec lequel il avait été associé dans les années 90 et qui devint plus tard le chef des mencheviks. Pendant l'été où Ilitch commença à récupérer et où les médecins lui parlèrent de certains événements, l'un d'eux, par hasard, prononça un mot à travers lequel Lénine comprit que Martov était mort (on avait dit aux médecins de ne pas en parler devant lui). Le visage de Lénine s'assombrit et il fut triste un jour entier.

C'était un homme d'un courage, d'un contrôle de soi et d'un calme exceptionnels — des qualités qu'il gardait dans le contexte le plus difficile et qui ne l'empêchaient cependant pas d'être extrêmement sensible aux souffrances des autres. Pendant les périodes les plus difficiles de la vie de la république, alors qu'elle combattait pour son existence même, il informait ses camarades d'exemples de pauvreté qui l'avaient atteint de toutes les régions du pays. C'était à l'époque où le pouvoir soviétique considérait comme idéal d'avoir 200 millions de pouds de pain pour satisfaire la faim des ouvriers et des citoyens.

L'éloquence de Lénine est aussi bien connue que l'homme lui-même. C'était quelque chose de nouveau et de sans précédent. Expliquer une situation aussi complexe que celle de la révolution sociale dans un pays comme la Russie, avec les changements rapides de rapports, exigeait l'art de traduire en un langage simple l'état de choses complexe à l'intérieur comme à l'extérieur. Les gens qui ignoraient cet art pouvaient, à partir des discours de Lénine, le prendre pour un doctrinaire et « un homme de système ». Il n'y a pourtant aucun homme au monde qui puisse être aussi réaliste que Lénine. Bien qu'il ne contint aucun élément pathétique, le pouvoir oratoire de Lénine captivait à ce point l'esprit de ses auditoires qu'ils restaient captivés des heures entières.

Que deviendront l'Union soviétique et le parti communiste sans

Lénine? J'affirme de la façon la plus catégorique qu'il n'y aura pas de changement important. On aurait pu nourrir des craintes pour le destin de la république soviétique, ainsi que du parti, si Lénine avait disparu à ces moments historiques du développement du pouvoir soviétique, où il fallait une orientation nouvelle. Mais, comme je l'ai dit, c'est Lénine qui a toujours conduit. Nous sommes déjà sortis de l'étape critique où le moindre fléchissement du pouvoir pouvait conduire à la chute de la révolution russe. Les discussions sur la démocratie qui se déroulent actuellement dans le parti sont un résultat de sa croissance, et, en aucune circonstance, de sa faiblesse. Il y a d'ailleurs déjà un an et demi que nous avons commencé à gouverner le pays sans la direction de Lénine. Lénine a créé les armes puissantes — le parti communiste et l'Etat soviétique — dont la base contient les conditions de leur développement ultérieur. Personne ne pouvait mieux que Lénine organiser la volonté collective. Il a organisé des écoles, il a organisé des peuples, il a créé des traditions — préservant ainsi le développement ultérieur du grand œuvre de libération des masses laborieuses.

Déclaration du 4 septembre 1927¹

1. Je réprouve d'une façon formelle et nette l'idée qu'un des représentants de l'Union soviétique pourrait organiser l'insurrection ou la désertion sur le territoire de la France avec laquelle le gouvernement de l'Union soviétique entretient des relations pacifiques. Tout représentant diplomatique, tout collaborateur des institutions soviétiques qui, d'une façon quelconque, s'immiscerait dans les affaires intérieures de la France, serait indigne de la confiance de son gouvernement et inapte à remplir sa mission de rapprochement entre la France et l'Union soviétique.

2. La déclaration signée aussi par moi en ma qualité de membre du parti communiste russe, envisage l'hypothèse d'une guerre éventuelle contre l'Union soviétique et par conséquent ne s'applique pas à un cas actuel et concret : encore moins s'applique-t-elle à la France dont l'opinion soviétique considère la politique vis-à-vis de la Russie comme une politique de paix.

3. Ma signature sous le document incriminé ne peut autoriser, en ce qui concerne mon activité diplomatique, qu'une seule conclusion, à savoir : travailler avec une plus grande énergie encore pour écarter les différends entre la Russie et la France et augmenter ainsi les chances de la paix générale.

Je proteste avec force contre toute autre interprétation de mes actes contraire à la politique de mon gouvernement, à mes sentiments et à mon attitude jusqu'à présent.

1. Déclaration de Rakovsky en réponse à la campagne de la presse parisienne, dossier Rakovsky-Insarov.

Opposition et troisième force¹

(8 novembre 1927)

Camarades,

Je suis prêt à suivre le conseil du camarade Boukharine qui a appelé le plénum au calme. Mais il faut bien dire que la majorité ne l'a malheureusement pas entendu puisqu'elle n'a pas pour autant cessé d'arracher de la tribune les orateurs de l'opposition ni de recourir à des arguments aussi peu convaincants que le jet de bouteilles, après celui de volumes reliés. J'ai l'intention d'apporter le maximum de calme et de sang-froid à l'examen de la question de l'exclusion du comité central des camarades Trotsky et Zinoviev.

Le fait que, dix années après la Révolution d'Octobre, nous nous trouvions en présence d'une proposition du présidium de la commission de contrôle tendant à l'exclusion de nos rangs de deux des personnalités les plus en vue de notre parti, de deux des collaborateurs les plus proches de Lénine, ne peut pas passer comme un événement ordinaire. Vous avez eu beau travailler le parti, vous avez eu beau le préparer à une telle éventualité, malgré cela, si cette proposition était acceptée, une telle décision porterait au parti tout entier un coup terrible.

J'attendais avec impatience les discours des camarades responsables, chefs de la majorité. J'ai écouté ces discours avec la plus grande attention, sans les interrompre d'un seul mot, ne voulant pas laisser échapper une seule de leurs pensées. Il était pour moi de la plus haute importance d'éclaircir ce problème: « Les chefs du parti, les membres du Politburo,

1. Une copie de ce texte, intitulée « *Oppositsia tretia sila* » se trouve dans les papiers d'exil dans la bibliothèque Houghton à Harvard, BMSRus 13, T 1042. Elle a été traduite par Katia Vernet et elle est reproduite avec la permission de la Houghton Library. Une note adressée au bulletin de discussion du parti précise qu'il s'agit de l'intervention que Rakovsky avait préparée mais qu'il n'a pu la prononcer.

les membres de cette assemblée qui appartiennent à la majorité, se demandent-ils comment les exclusions massives du parti, comment les arrestations des plus authentiques et des plus dévoués des léninistes, comment enfin l'exclusion des camarades Trotsky et Zinoviev du comité central vont réagir sur les rapports entre les classes à l'intérieur et à l'extérieur du pays? Tout cela va-t-il contribuer au renforcement du parti, au renforcement de la dictature du prolétariat, à l'accroissement de la puissance soviétique, à l'élargissement et à l'approfondissement de l'influence de l'Internationale communiste?»

Voilà la question que chaque membre du comité central aurait dû avoir présente à l'esprit. Je pensais que cette question serait posée et j'ai attendu avec une attention que je n'ai pas relâchée la réponse à cette question.

Que s'est-il passé? Si quelqu'un d'extérieur avait assisté ici à nos débats, il n'aurait pas manqué d'être frappé par la pauvreté, je le dis tout net, par le caractère misérable des arguments qui ont été avancés en faveur de l'exclusion. Contenaient-ils la moindre analyse de notre situation intérieure ou extérieure? Ont-ils pris en considération la lutte des classes? Pas le moins du monde. Tous ces arguments se ramènent à un seul et même argument. Tous les orateurs — ceux qui ont parlé dix minutes comme ceux qui ont parlé des heures entières — ont mis en avant, à quelques variantes près, une unique argumentation: Trotsky et Zinoviev ont enfreint la discipline du parti et l'ont fait en dépit des mises en garde répétées des plénums. C'est pour cela qu'ils doivent être exclus. C'est ce qu'exige, paraît-il, l'intérêt du maintien de l'unité du parti.

Reconnaissez, camarades, que c'est là l'essence de ce qui a été dit tout au long d'une journée par les orateurs de la majorité. Les camarades Trotsky et Zinoviev ont pris la parole au nom de la minorité, mais ils se trouvaient en posture d'accusés. Quant au camarade Mouralov, il ne lui a pas été permis plus qu'aux deux premiers d'achever son discours. Seuls les orateurs de la majorité ont eu la parole.

Car enfin il n'est pas possible de tenir pour des arguments en faveur de l'exclusion ce qui a été produit ici par le camarade Staline, par exemple l'indication sur l'édition, en 1904, par le camarade Trotsky, d'une brochure qu'il dédiait «à son cher maître P.B. Akselrod». Je ne sais pas si le camarade Staline a oublié — à moins qu'il ne l'ait jamais su — que Lénine, lui aussi, sensiblement avant Trotsky, considérait Akselrod comme un «cher maître»?

Il n'est pas davantage possible de tenir pour des arguments toutes ces fadaïses, tous ces renseignements biographiques et autobiographiques produits ici en abondance mais qui sont amplement contre-balancés par la critique théorique solidement étayée que nous avons entendue de la part de l'opposition.

Bien entendu, je comprends très bien pourquoi les arguments à pro-

pos de la discipline sont si souvent mis en avant. Ils sont plus proches, plus accessibles aux larges masses des membres du parti comme aux masses des sans-parti qui sympathisent avec lui. En produisant ces arguments, rien de plus facile que d'éveiller la haine et la hargne contre l'opposition. Le parti ne sait pas qui a le premier, systématiquement, consciemment enfreint les statuts du parti, la discipline, l'unité. Une importante fraction de jeunes membres du parti incline encore à considérer comme normal le régime existant actuellement dans le parti et à considérer comme une infraction aux statuts, à la discipline et à l'unité du parti tout ce qui s'écarte non pas seulement de ses statuts, mais de ce régime caricatural. Ce qui doit pourtant l'emporter dans notre discussion, à un moment aussi critique, c'est l'intérêt du parti, l'intérêt de la dictature du prolétariat, l'intérêt de la révolution. La façon d'aborder la question que nous avons entendue ici est sèche, formaliste, bureaucratique. Ce n'est pas pour les statuts qu'existent le parti, le prolétariat, la puissance soviétique, l'Internationale communiste; mais les statuts existent pour que l'avant-garde révolutionnaire du prolétariat puisse réaliser ses aspirations de classe. Lénine a démontré plus d'une fois que toutes les discussions autour de la discipline révolutionnaire sans liens avec la ligne politique et la pratique révolutionnaire n'étaient que des criaileries, n'étaient que du vent.

Au moment où il apparaît, avec une évidence éclatante, qu'un danger menace le parti de Lénine à cause du régime anormal du parti, au moment où il devient clair pour nous qu'un danger menace la dictature du prolétariat du fait d'une politique erronée, tant à l'extérieur qu'à l'intérieur, les statuts du parti — dans leur forme authentique, pas celle que nous présente notre appareil administratif — les statuts du parti, cela va de soi, ne perdent rien de leur force et ne passent pas au second plan.

Le camarade Boukharine a parlé d'une « troisième force ». On aurait dit qu'il voulait sortir de ce cercle vicieux de formalismes bureaucratiques dans lequel on avait réussi à faire entrer le débat sur l'exclusion des camarades Zinoviev et Trotsky du comité central. Mais à quoi se ramène finalement cette « troisième force » du camarade Boukharine? A une poignée d'aventuriers, à d'anciens partisans de Koltchak, à d'anciens s.r. qui font joujou avec le projet insensé d'imiter Pilsudski. De quoi s'agit-il? D'un simple bavardage devant une tasse de thé? Ou sommes-nous en présence des débuts d'une organisation? La suite de l'instruction nous le dira. Mais ce n'est pas là le nœud de la question. Si je m'arrête au rapport du camarade Menjinsky, c'est d'abord pour accuser le camarade Boukharine de n'avoir pas élevé un seul mot de protestation contre le procédé inadmissible, indigne, qui consiste à s'efforcer d'impliquer l'opposition dans une affaire avec laquelle elle n'a et ne peut avoir aucun

rapport, direct ou indirect.² C'est ensuite pour l'accuser d'avoir ramené cette immense question, cette question décisive pour le développement ultérieur de notre révolution — la question de la « troisième force », de nos rapports avec la « troisième force » — à ce qu'on appelle un fait divers de prétoire, qui ne mérite pas d'occuper autre chose que la dernière page de nos journaux.

Le camarade Trotsky et après lui le camarade Zinoviev ont souligné ici le caractère étrange de l'apparition du rapport du camarade Menjinsky au moment où on discutait la question de l'exclusion de Trotsky et de Zinoviev, alors que la proposition de l'opposition tendant à réserver une audience spéciale à l'affaire de l'« officier de Wrangel » était repoussée et avec quelle énergie et quel scandale !

Pourquoi a-t-il fallu une heure durant, justement aujourd'hui, au cours de l'examen de la question concernant Zinoviev et Trotsky, lire les dépositions de personnes impliquées dans cette affaire de « complot » alors que, dans ces dépositions, il n'y a rien, absolument rien, qui touche de près ou de loin, directement ou indirectement, à quelque relation que ce soit de cette affaire avec la lutte de l'opposition.

Je n'ai pu m'empêcher de penser à un livre publié en français l'an dernier. Le camarade Sokolnikov s'est particulièrement intéressé à ce livre, et en a vivement recommandé la lecture. L'auteur est un Français, un certain Lenôtre. Il a pour titre *Robespierre et la Mère de Dieu*. Il a été écrit sur la base de documents d'archives. Voici quel en est l'argument : quand la Convention commença à préparer le renversement de Robespierre, le comité de salut public, à la tête duquel se trouvaient les ennemis de Robespierre se mit à rassembler avec ardeur toute espèce de renseignements concernant une vieille femme à moitié folle qui se prenait pour « la Mère de Dieu ». Cette vieille femme recevait chez elle des théosophes et des spirites. Elle avait eu naguère des rapports lointains, passagers, avec Robespierre. (Si je ne me trompe, Robespierre, à la demande de quelqu'un, l'avait sauvée de la guillotine). Il semble que Robespierre ne l'avait jamais vue de sa vie. C'est pourtant sur ces bêtises que ses ennemis ont fondé leur acte d'accusation ; c'est grâce à ces bêtises qu'il devint un contre-révolutionnaire. Ces matériaux ont été utilisés pour accuser le chef de la gauche de la Convention d'avoir participé à un complot contre la Constitution.

Allons-nous vraiment voir l'histoire se répéter dans ses détails les

2. Le plénum avait entendu un rapport du chef du G.P.U., Menjinsky, sur l'affaire du « complot militaire » et de l'« officier de Wrangel ». Staline avait, par l'intermédiaire du provocateur Tverskoy et du sympathisant de l'opposition Chtcherbakov, proposé des moyens pour imprimer clandestinement la plate-forme de l'Opposition ; l'auteur des propositions était non seulement un... ancien officier de Wrangel mais aussi un agent du G.P.U.

plus mesquins ? Je suis convaincu que l'intrigue de « l'officier de Wrangel » aura un effet diamétralement opposé à ce qui en était attendu.

Revenons à la « troisième force ».

Ce que représente cette troisième force qui essaie de profiter de nos désaccords à l'intérieur du parti, de nos difficultés intérieures et extérieures, de l'aggravation de la lutte de classes dans les campagnes, de l'augmentation du chômage dans les villes, nous le savons bien. Il n'était pas besoin de nous débiter pendant une heure des dépositions sur l'existence d'un complot ou d'un projet de complot : semblables complots n'ont pas manqué au début de l'existence du pouvoir soviétique et il y en aura probablement plus d'un encore, tant que nous ne réussirons pas à nous débarrasser de l'encerclement du monde bourgeois et de la contre-révolution. Ce n'est pas la lutte contre ces aventuriers qui sera pour nous difficile. Ce ne sont pas de pareils faits qui peuvent nous alarmer pour l'avenir du parti et de la dictature du prolétariat.

Mais il existe d'autres faits qui signalent une authentique « troisième force » : des koulaks, des bureaucrates, des bourgeois de la Nep, des capitalistes internationaux et leurs tentatives pour se glisser par la brèche de nos désaccords et créer du haut en bas un schisme entre communistes et ouvriers, entre ouvriers et paysans. Sur qui mise cette « troisième force » ? Voilà de quoi il fallait parler. Mais de cette « troisième force », réactionnaire, menaçante, le camarade Boukharine n'a pas soufflé mot. C'est sur cette « troisième force » que je désire m'arrêter avec quelque détail.

Je veux pourtant au préalable exprimer une réserve : non seulement je ne prends pas la responsabilité de ce qu'on peut dire ou écrire sur tels ou tels groupes à l'intérieur de notre parti, mais je dis de façon catégorique que l'interprétation faite des différents groupes est une appréciation subjective de nos ennemis de classe. Toutefois, même subjective, une telle appréciation est pour nous extraordinairement dangereuse. Même lorsque l'intention attribuée à la majorité ne correspond pas à la réalité, il n'en est pas moins vrai que le fait que la lutte qui se déroule à l'intérieur de notre parti soit représentée, à peu près sans exception, comme une lutte entre l'aile révolutionnaire du parti (l'opposition) et une fraction modérée du parti (la majorité), ce fait donne à nos ennemis une grande résolution dans leur offensive contre nous.

J'ai sous les yeux une appréciation sur nos rapports internes donné par le célèbre journaliste Ivy Lee,³ lié de très près aux sphères dirigeantes

3. Ivy Ledbetter Lee (1877-1934) avait été journaliste jusqu'en 1903, puis conseiller des Rockefeller, du président Wilson, puis du président Harding qui le considéraient comme un spécialiste des questions touchant l'U.R.S.S. Il venait de publier un livre intitulé *U.S.S.R. - A World Enigma* (L'U.R.S.S., énigme mondiale).

des Etats-Unis. Voici ce qu'il écrit : « Il existe un groupe modéré, dirigé par Staline, Rykov et Tchitchérine, qui considère que la Russie doit avant tout développer son économie politique et sociale, que cela peut être réalisé grâce au développement de relations normales avec les pays capitalistes maîtres des principales ressources financières du monde... Ce groupe modéré croit en la nécessité de renoncer, au moins pour le moment, à la théorie de la révolution mondiale... L'autre groupe, dirigé par Trotsky, Zinoviev, Radek, Kamenev et autres, a été privé du pouvoir... Les vues fondamentales de ce groupe de gauche des communistes se ramène à ceci : il faut pousser de toute l'énergie possible à la révolution mondiale : la III^e Internationale, avec toutes ses violences et son travail illégal, doit être soutenue dans ses efforts pour détruire le monde capitaliste. Je doute qu'il existe en Russie une seule personne responsable qui décide confirmer que la théorie de la révolution ci-dessus énoncée représente les vues de l'un quelconque des chefs du P.C. Bien sûr, le P.C. et la III^e Internationale continuent à crier : « A bas le capitalisme ! A bas l'impérialisme ! Vive l'Armée rouge ! ». Mais bien que quelques-uns des chefs du gouvernement russe répètent encore sans cesse ces vieux refrains, en fait, dans les affaires quotidiennes, ils adaptent leur action aux conditions existantes ».

Voilà ce qu'écrit Ivy Lee et, avec lui, des dizaines et des centaines de politiciens influents de la bourgeoisie mondiale.

Quelles conclusions pratiques en tire-t-on ? Que se disent nos ennemis ? Avant tout, sur la question des dettes : pas besoin de se presser pour liquider la question des dettes, se disent les capitalistes — le temps travaille pour nous ; les bolcheviks, peu à peu, sous la pression de l'implacable réalité économique, quand ils se seront libérés de la critique des gauches, nous feront les concessions qu'ils nous refusaient, qu'ils nous refusent aujourd'hui encore. Ils seront obligés de reconnaître les dettes et, à l'avenir, de nous payer plus que ce qu'ils sont disposés à payer maintenant.

Je ne pense pas qu'un quelconque membre du Politburo ait l'intention de reconnaître les dettes, mais cette idée que nous sommes faibles, cette idée qui se renforce jour après jour grâce à nos propres échecs et nos propres fautes, donne à nos adversaires l'audace d'être de plus en plus exigeants et de plus en plus insolents.

Je veux me limiter à des faits de notre politique internationale. Notre dernier conflit avec la France est la meilleure illustration de la manière dont l'impérialisme mondial, misant sur la modération de la majorité du comité central, nous livre des batailles, et, ce qui est plus grave, les gagne.

Laissez-moi vous dire, pour commencer, que je n'ai nullement l'intention de raconter ici l'histoire de ce conflit. Je veux souligner un seul aspect de cette affaire. La campagne contre la Représentation de l'U.R.S.S. à Paris découle de cette conviction que Rakovsky ne trouverait

pas de défenseur dans son propre gouvernement, puisqu'il appartient à l'opposition, et cette conviction a donné à la presse française, qui a exigé le rappel de l'ambassadeur, une insolence sans précédent et une persévérance qui ont, en fin de compte, contraint le gouvernement soviétique à rappeler son ambassadeur, bien que le gouvernement français ait déclaré dès le 4 septembre, que l'incident Rakovsky était clos.

Pour preuve de ce que je viens de dire, je vais citer des faits. Il n'est peut-être pas sans intérêt, auparavant, pour caractériser la psychologie de nos ennemis de classe, de produire ici quelques mots d'ordre du *Matin* qui menait campagne contre moi et les imprimait en manchettes : « Contre les Soviets, une seule arme, la fermeté, une seule ligne de conduite, la répression ! » Malheureusement, la fermeté s'est manifestée totalement du côté de l'ennemi et a été absente du nôtre.

Et maintenant, je passe aux faits.

Le 6 septembre, M. Briand a déclaré au correspondant de *L'Œuvre*, M. Bardoux : « M. Rakovsky appartient à la minorité du parti communiste, aussi est-il bien possible que la majorité soit très heureuse de profiter de l'occasion pour le rappeler ». Il faut rappeler qu'à ce stade du conflit, Briand déclarait que, pour sa part, le gouvernement français était satisfait de la déclaration de Tchitchérine que la presse française présentait comme une condamnation de Rakovsky et que c'est à Moscou, et à Moscou seul, qu'il appartenait désormais de décider du maintien à Paris de ce dernier. Quant au gouvernement français, il écrivait dans sa toute dernière note, je crois bien, du 4 octobre : « Le rappel de Rakovsky est la suite logique du fait qu'il ait été désavoué ».

Le 17 septembre, *L'Homme libre* publie un article signé de son rédacteur en chef, le député Eugène Lautier, dans lequel il écrit : « Ce qui est en train de se passer avec Rakovsky rappelle tout à fait ce qui s'est passé avec l'ambassadeur allemand à Paris, le prince Radolin. De même que Bülow, le chancelier allemand, abandonna à son sort le prince Radolin parce qu'il ne l'aimait pas, de même, aujourd'hui, Tchitchérine abandonne Rakovsky à son sort ».

Je pourrais produire ici toute une série d'autres déclarations empruntées à la presse française : par exemple, cette déclaration du *Matin* : « Rakovsky est aussi indésirable à Moscou qu'à Paris », mais je ne veux pas prendre votre temps.

Je me limiterai ici aux seules citations de la presse française que chacun d'entre vous peut vérifier, et encore, je ne cite que la centième, peut-être la millième partie de ce qui a été écrit, mais je peux en outre vous faire part des déclarations des ministres eux-mêmes ou d'hommes politiques influents qui ont plus de force et d'autorité encore. Toutes ces déclarations se résument ainsi : « Nous n'insisterions pas sur le rappel de Rakovsky si le gouvernement soviétique lui-même, par sa conduite, ne nous faisait comprendre qu'il n'est pas hostile à l'idée de ce rappel »...

« Il n'est pas possible de défendre Rakovsky puisque Tchitchérine lui-même ne le soutient pas ».

Je veux encore ajouter une déclaration du député socialiste Moutet. Il a donné au journal s.r. *Dni* du 14 septembre une interview au cours de laquelle il a déclaré : « En ce qui concerne l'incident Rakovsky, ma réponse vous étonnera probablement. Je suis personnellement convaincu que toute l'histoire de la signature par Rakovsky de la fameuse déclaration n'est qu'un épisode de la lutte de Staline contre l'Opposition. Il était avantageux pour Staline de se débarrasser de tous les ambassadeurs qui appartenaient à l'Opposition. On a trouvé un moyen ou un autre de les faire signer, il en est résulté des complications, vous savez la suite. ».

Je veux bien que l'argument est faux. En tout cas il est en contradiction avec la pratique habituelle du parti. Il est bien connu que ce sont justement les opposants que l'on envoie comme ambassadeurs à l'étranger.

Mais je vous ai apporté tous ces faits pour vous montrer avec quelle absolue certitude de victoire nos ennemis agissent. Et cette certitude leur est venue de la conviction que, puisque Rakovsky appartenait à la minorité, la majorité ne le défendrait pas. Cette certitude a trouvé une apparence de confirmation dans la passivité du ministre des affaires étrangères et du Politburo à l'égard de leur représentant à Paris.

Revenant à la question de l'exclusion des camarades Trotsky et Zinoviev, je vous déclare : « Camarades, en prenant la responsabilité de cette exclusion, il vous faut savoir que vous signez aujourd'hui une traite qui vous conduira à payer cher aux impérialistes ».

La signification historique du dernier conflit franco-soviétique consiste en ce que les négociations sur les bases que le Politburo considérait comme seules compatibles avec nos intérêts politiques et économiques ont échoué. Le gouvernement français va désormais mettre en avant d'autres exigences. Une période vient de s'achever, une période de quatre ans qui avait commencé avec la reconnaissance de l'Etat soviétique par les gouvernements anglais et italien. Pendant cette période, nous avons considéré que nous pouvions nous entendre avec les Etats capitalistes (bien entendu provisoirement, car personne n'a jamais songé à la possibilité d'un accord durable avec eux, et bien entendu sur un pied d'égalité). Nous entrons maintenant dans une phase nouvelle où l'accord ne sera possible que si nous capitulons.

On ne peut modifier à notre profit la situation ainsi créée que par un changement radical de toute la ligne du parti. A l'heure actuelle, on ne se montre impitoyable qu'à l'égard de l'Opposition, on ne se montre conciliant qu'à l'égard de prétendus amis. Quant aux impérialistes, on n'a vis-à-vis d'eux que versatilité et indécision. Que faire ? Qu'est-il indispensable de faire ? Rétablir l'unité véritable du parti sur une base révolutionnaire et, *tous ensemble*, l'Opposition comprise, unis dans un même front de combat, donner une riposte décisive à l'insolence de nos ennemis.

Vous voyez, camarades, comme il est naïf, comme il est peu rationnel, comme il est peu bolchevique, de ramener le problème des désaccords existant à l'intérieur du parti à une question d'infraction à la discipline du parti. Je sais bien qu'il existe des partisans de la formule « Tout le pouvoir à l'administration » qui affirment — et il n'est pas douteux qu'ils sont convaincus de la justesse de leur affirmation — que, si le parti réussit à se débarrasser de sa gauche, s'il ferme la bouche à Trotsky, Zinoviev et d'autres membres du C.C., s'il écarte du parti les opposants, s'il met en prison une partie d'entre eux, il en résultera un renforcement du parti. C'est là la plus terrible des illusions. Le moment où l'administration triomphera du parti, le moment où ce dernier sera convaincu d'être à l'apogée de sa puissance, c'est le moment que nos ennemis de classe jugeront le plus favorable pour porter un coup à l'Union soviétique. Un parti communiste qui cesse de discuter librement — bien entendu dans le cadre des statuts du parti — les grandes questions de la politique intérieure et extérieure, un tel parti ne serait plus capable de conserver son rôle de dirigeant de la dictature du prolétariat et du mouvement international.

Je plains les chefs du parti et du parti bolchevique s'ils continuent d'estimer que, dans la conjoncture intérieure et internationale actuelle, conjoncture très difficile, il est possible de diriger un grand Etat révolutionnaire en s'appuyant non sur les membres conscients du parti, mais sur les ronds-de-cuir de l'administration. Je plains ces camarades s'ils cherchent un soutien dans les masses, car, n'étant eux-mêmes que l'ombre des chefs, ils ne feront que répéter ce qui leur est prescrit par les sections de propagande, ce qui est écrit sur leur rolet... Gouverner un pays de cette manière; c'est impossible.

Vous parlez d'unité! Bien sûr, sans unité, nous perdrons le pouvoir. Dans un pays où le prolétariat industriel constitue un pourcentage insignifiant de la population totale, dans un tel pays, agricole, arriéré, parler de deux partis, c'est condamner d'avance la révolution à la ruine.

Qui porte la responsabilité de l'état de choses dans lequel nous nous trouvons? Vous en rejetez toute la responsabilité sur la seule Opposition. Moi, je vous dis que si, dans votre direction, il n'y avait pas eu même d'autre faute que celle qui consiste à exclure d'abord du Politburo, puis du C.C., les plus proches compagnons de Lénine, à avoir rejeté hors du parti les meilleurs et les plus dévoués des camarades parmi les vieux bolcheviks, cette faute, à elle seule, mériterait qu'on vous condamnât comme de mauvais dirigeants.

Vous sera-t-il possible d'échapper à cette voie catastrophique dans laquelle vous vous êtes engagés? Vous vous êtes laissés entraîner trop loin par vos antipathies, vos idées préconçues, vos erreurs théoriques et pratiques. La correction de la direction du parti ne peut être réalisée que par le parti lui-même.

L'impérialisme mise sur la majorité¹

(5 décembre 1927)

Camarades,

Le domaine de nos relations avec l'étranger est de telle nature qu'il exige la plus grande unité du parti. L'ennemi extérieur est le plus dangereux de tous les ennemis de notre parti et de la dictature prolétarienne (*Cris*). Si nous tenons un sixième de la terre, notre ennemi, lui en tient les cinq sixièmes. Il a entre ses mains le pouvoir d'Etat ; il a entre ses mains le Capital ; il possède une technique formidablement développée. Il possède une grande expérience politique dans l'exploitation du prolétariat des pays coloniaux et semi-coloniaux.

Au plénum d'août, la minorité du parti (*Cris*) a remis une déclaration dont je dois aujourd'hui répéter au moins les parties les plus importantes.

Face à l'ennemi extérieur qui veut porter un coup à toute l'Union soviétique, au pouvoir prolétarien, au gouvernement ouvrier et paysan (*Cris*), nous soutiendrons résolument et inconditionnellement les organismes du parti et de l'Internationale communiste (*Bruit, rires, cris*). Et cela indépendamment du sort collectif ou individuel de la minorité (*Cris*). Camarades, c'est parce que le danger extérieur est immense que nous, comme tout communiste, comme tout membre du parti, avons le devoir de souligner les fautes et les défauts de notre direction.

Permettez-moi, camarades, avant tout, de dissiper une légende qui s'est formée autour de mon intervention à la conférence du parti de la province de Moscou (*Cris et rires*). On m'a attribué l'idée insensée, tout à fait idiote, d'avoir proposé de répondre par la guerre aux provocations de

1. L'intervention de Rakovsky, seul orateur de l'Opposition unifiée qui peut s'exprimer partiellement, eut lieu le 5 décembre 1927 au cours d'une séance présidée par Rykov. Elle a été reproduite dans le compte-rendu officiel du congrès, t.I. Nous publions ici la traduction française donnée dans *Correspondance internationale* n° 126 du 23 décembre 1927, moins le texte des interruptions rapportées, sans intérêt.

Shanghai, Paris et Londres (*bruits*). Je me permets, camarades, de lire dans le sténogramme la phrase non corrigée qui, sans aucun fondement, a servi de point de départ à la création de cette légende :

« Camarades, lorsque l'adversaire sentira notre faiblesse, il ne temporisera pas, ne s'abstiendra pas de faire la guerre, mais la précipitera. Mais lorsque nous disons la vérité, personne ne nous écoute. Avec d'autres rapports de force, dans d'autres conditions, avec la moitié de ce que nous avons fait, ce serait largement suffisant pour provoquer la guerre !

Lorsqu'on nous a chassés de Pékin, lorsqu'on nous a provoqués à Londres, ne croyez-vous pas que, dans d'autres conditions, il nous aurait fallu répondre avec une digne résistance révolutionnaire ? Et ici, on m'a parfois posé la question : « Même par la guerre ? » Oui, camarades, même par la guerre (*Rires, bruits, cris*). Car nous sommes un Etat révolutionnaire prolétarien, pas une secte de tolstoïens ! »

Camarades ! Hier, vous avez pu lire dans les *Izvestia* une déclaration d'un communiste, député au Parlement français, le camarade Cachin, qui dit que la paix n'a été préservée que grâce à la « patience » de l'Union soviétique. Nous devons dire au monde bourgeois : « Vos provocations sont telles que, dans d'autres circonstances, elles provoqueraient la guerre si nous n'avions pas une telle patience ». Lorsque le camarade Rykov dit à Kharkov que les complications dans nos relations extérieures se sont aggravées au point qu'il y a eu un moment où nous avons craint des conflits armés, il a dit au fond la même chose.

Je reviens ici au sujet principal. Lorsque j'ai entendu le discours du camarade Staline et ceux de nos autres camarades du C.C., je suis arrivé à la conviction que le C.C. répète, au 15^e congrès, la même faute que nous avons commise au 14^e congrès dans l'estimation de la situation internationale. Qu'avons-nous adopté au 14^e congrès ? Il est dit dans la résolution :

« Dans le domaine des *relations internationales*, il existe un renforcement et une nouvelle extension du moment de répit qui s'est transformé en une période tout entière de ce qu'on appelle la collaboration pacifique de l'Union soviétique avec les pays capitalistes ».

A peine quelques mois s'étaient-ils écoulés après une telle évaluation de la situation que commençait le développement rapide et tumultueux de la révolution chinoise se terminant en défaite. Cette défaite a entraîné la rupture avec l'Angleterre. De plus, nous eûmes le conflit avec la France et maintenant nous lisons tous les jours des informations sur le caractère inévitable ou au moins vraisemblable de complications militaires sérieuses dans notre voisinage immédiat, ce qui peut modifier les rapports de force réels dans une situation défavorable pour nous (*interruptions*).

Je ne reviendrai pas, car le temps me manque, sur les discours des camarades Rykov, Tomsy et Boukharine à Kharkov, Leningrad et Moscou. Je m'arrêterai seulement sur le discours du camarade Staline que je

n'ai malheureusement pas entendu en entier à cause de la mauvaise acoustique (*hilarité*). Je l'ai écouté et je peux en faire des citations dans la mesure où je l'ai entendu.

Avant tout, je trouve que toute la façon dont le camarade Staline pose la question est complètement fautive. D'une part il énumère les succès de ces deux dernières années et termine par la liquidation de l'incident avec la Suisse; d'autre part, il parle comme si l'un compensait l'autre de la rupture entre la Grande-Bretagne et l'Union soviétique et du dernier conflit avec la France.

Camarades! Je déclare qu'on ne peut comparer ces deux ordres de grandeur et que, si nous avons des succès dans un secteur de notre politique internationale plus importants que ceux que nous avons en réalité, mais si, par ailleurs, nous avons la rupture avec l'Angleterre et le conflit avec la France, conflit que la majorité apprécie différemment — le *Bolchevik* le présente comme un premier pas, un pas réel vers la rupture — je dis que les seconds aspects l'emportent de beaucoup sur les premiers. Et je dis en outre: même si nous avons maintenu les relations diplomatiques avec l'Angleterre, même si nous n'avons pas eu de conflit avec la France, la défaite de la révolution chinoise a créé une situation tellement défavorable pour nous qu'on peut dire qu'elle a dépassé tous les succès de notre politique extérieure. (*Bruits*)

Le camarade Staline a à juste titre traité de la question des rapports de la classe ouvrière, du prolétariat mondial, avec l'Union soviétique. Oui, la classe ouvrière est notre axe, aussi bien dans la politique du parti, de l'I.C., que dans la politique de notre Etat. Nous comprenons tous que l'utilisation des antagonismes entre différents groupements bourgeois et petits-bourgeois dans divers pays capitalistes, qui sont un des moyens de la manœuvre diplomatique, ont un caractère relatif par rapport au facteur principal, l'orientation vers la classe ouvrière. Mais je dois dire que je ne partage pas les pronostics optimistes et l'évaluation que le camarade Staline fait de la situation (*Interruptions*). Sous ce rapport, nous avons entendu la phrase suivante: « Nous constatons une augmentation durable de la sympathie de la classe ouvrière pour l'Union soviétique ». Sous cette forme générale, elle ne nous donne pas une idée exacte des regroupements qui se produisent à l'étranger et peut provoquer de la confusion.

J'ai dit que si les sympathies pour nous s'étendent, leur effet en revanche se fait moins sentir (*Interruption*) et c'est le fait le plus inquiétant de notre politique internationale.

Prenons l'Angleterre. Nous avons eu en 1923 un conflit au sujet de la note Curzon.² Nous avons eu en 1924 de sérieuses discussions avec elle

2. Il s'agissait de la fixation de la frontière entre la Pologne et l'U.R.S.S. Lord Curzon (1874-1925) était ministre britannique des affaires étrangères.

et nous avons eu un conflit avec elle en 1927. (*Interruption*). Or tous les observateurs n'ont pas manqué de constater la passivité, l'indifférence des masses vis-à-vis de notre dernier conflit avec l'Angleterre, qui s'est terminé par la rupture des relations diplomatiques. C'est ce fait qui est le plus effrayant et qui témoigne des progrès social-démocrates. En même temps que l'augmentation des voix du parti communiste, il nous faut bien constater une régression de la classe ouvrière (*Interruption*) et, le plus inquiétant, la diminution (*Interruption*), de sa capacité d'action et de son activité. Devant un phénomène aussi effrayant, je ne puis me contenter d'une déclaration générale constatant que les sympathies grandissent à notre égard. Que se passe-t-il aujourd'hui ?

A l'occasion du 10^e anniversaire de la révolution d'Octobre, la presse bourgeoise dirige contre la dictature prolétarienne un feu idéologique furieux (*Interruption*). Un journal qui a soi-disant des tendances amicales à notre égard, la *Kölnische Zeitung*, écrit dans son édition hebdomadaire destinée aux Allemands de l'étranger (on peut l'acheter au kiosque en face du Kremlin), à l'occasion du 10^e anniversaire de la révolution d'Octobre (je fais à l'avance la réserve qu'il est évident que je ne souscris pas à tout ceci, mais que ce sont des faits inquiétants) que, de façon générale, on ne traite plus la Russie des soviets comme un *ennemi idéologique*, mais, au contraire, comme n'importe quel autre pays. (*Bruits*) L'Union soviétique a cessé d'être un danger idéologique pour les autres pays (*Bruits, interruptions*). Un journal bourgeois, oui, mais je vous signale ce fait inquiétant (*Bruits, interruptions*). C'est là un symptôme nouveau dans la situation internationale. Jamais le parti communiste ni l'Union soviétique ne se sont trouvés sous un tel feu idéologique qu'aujourd'hui.

Comment le monde capitaliste juge-t-il notre conflit à l'intérieur du parti ? J'ai là-dessus des documents intéressants (*Bruits*). Je possède un exemplaire d'une publication de l'Institut de Londres pour les recherches commerciales. Ce numéro est consacré à l'Union soviétique, il n'a pas de nom d'auteur, mais, comme il ressort du document, il a été écrit par un espion anglais qui a été à même de faire, pendant deux ans et à titre non officiel, des observations sur ce qui se passe en Union soviétique. Il me faut rappeler que cet exposé a été déjà publié en décembre de l'année passée (*Bruits*). Que dit cet exposé ?

« Il ressort de l'étude des événements en Russie que le sort du pays est actuellement déterminé par deux forces diamétralement opposées. D'une part, le communisme doctrinal s'efforce toujours de conserver les idéaux et le principe de la révolution bolchevique de 1917 (*Bruits, hilarité*), mais par ailleurs les faits tenaces de la vie obligent tout le monde, à la seule exception des communistes fanatiques, à accepter les uns après les autres les principes sur lesquels est bâtie la civilisation occidentale ».

Camarades ! Je n'ai pas le temps de m'arrêter longuement sur ce qu'écrivent les journaux bourgeois. Je mentionne l'*Arbeiter-Zeitung*, sou-

vent cité par le camarade Boukharine, et que publie Otto Bauer (*Interruption*). Il suffit d'en lire le début (*Bruits, cris d'indignation*). Dans les numéros des 16 et 20 novembre :

« La critique de l'opposition a difficilement permis jusqu'à présent à Staline de marcher, sans aucun doute, de façon conséquente et sans retomber dans des illusions utopiques, dans une voie plus réaliste dans le domaine de la politique économique et de la politique extérieure ».

Même chose le 20 novembre. En même temps, la presse américaine (*Interruptions*). J'ai ici le *New York Times*, il écrit :

« Conserver l'opposition, c'est conserver des matières inflammables qui minent le monde capitaliste » (*Bruits, hilarité, protestations et cris d'indignation*).

C'est une concordance inquiétante. Ici, on dit « un coup contre l'opposition » et à l'étranger, on dit également « un coup contre l'opposition » (*Bruits, protestations*).

Un second facteur, camarades. La majorité ou, dans tous les cas, beaucoup de journaux réactionnaires, disent que ce qu'on fait de l'opposition, c'est bien, mais c'est peu (*Interruption*). J'ai sur moi le *Temps* du 8 novembre où, en liaison avec les réponses du camarade Staline aux questions de la délégation ouvrière internationale, il est dit :

« Malgré une certaine apparence extérieure trompeuse, le régime soviétique ne peut se développer sincèrement et la Russie ne peut attendre son salut que de la destruction complète de la dictature prolétarienne, jusqu'au bout ». (*Bruits*).

Camarades ! Je vous ai présenté de façon objective une infime partie de ce qui est écrit quotidiennement. J'ai cité aussi bien ceux qui disent « C'est bien et c'est peu » que ceux qui disent « Il nous faut d'autres preuves » (*Bruits, interruptions*). En quoi consiste le caractère inquiétant de ce phénomène ? C'est le plus récent dans la situation internationale, ce sont des tentatives insolentes de l'impérialisme mondial pour se mêler de nos querelles intérieures afin de miser sur la majorité.

Ce qui caractérise la situation actuelle, c'est l'aggravation de notre situation internationale. En même temps, il y a toute la tentative de l'impérialisme mondial, appuyé sur la déviation de droite du parti, toute la tentative de la bourgeoisie mondiale pour nous isoler idéologiquement du prolétariat mondial. Camarades ! Nous nous souvenons tous du conseil de Lénine (*Interruption*) sur la nécessité de manœuvrer en politique internationale. Les États capitalistes nous reprochent souvent de spéculer sur leurs contradictions (*Bruits*). Mais ils utilisent eux-mêmes cette méthode entre eux. Il nous faut le faire plus encore. En tant qu'État prolétarien, nous vivons dans des difficultés extraordinaires, incroyables, mais, dans la manœuvre, il nous faut partir de deux conditions préalables essentielles : avant tout, reconnaître les limites de cette manœuvre (*Interruption, bruits*).

Le camarade Tomsy a regretté à Leningrad que l'opposition ait empêché le bureau politique de prendre des décisions larges et réfléchies : il a dit que, pour pouvoir manœuvrer librement, il fallait se débarrasser de l'Opposition (*Interruption, bruits*).

Je vous le demande : si la gauche du parti est écartée (*Interruption, et cris* : «*Sortez du parti! Quittez la tribune!*»)...

*Le président de séance*³ : *Quels sont ceux qui veulent que l'on prolonge le temps de parole du camarade Rakovsky?*

Personne.

3. Rykov semble avoir en réalité cédé aux hurlements des staliniens qui exigeaient que la parole soit *retirée* à Rakovsky avant la fin de son temps de parole.

Lettres d'Astrakhan à Trotsky¹

Astrakhan le 17 février 1928

Cher Ami,

Dès réception de ton télégramme, auquel j'ai répondu, j'ai voulu vous écrire. Puis j'ai été absorbé par un travail sérieux qui, maintenant encore, me prend tout mon temps et j'ai différé. Ta carte postale reçue hier (comme tu vois, elle a circulé un demi-mois puisqu'elle a été postée le 29 janvier) m'a obligé à interrompre ce travail et à hâter ma lettre. A l'avenir j'essaierai d'être plus régulier et, au moins par carte postale, de te faire connaître ma vie (à propos, si on envoie les lettres en exprès, elles doivent arriver plus vite).

Il y aura bientôt un mois que je suis arrivé ici, mais je suis encore jusq'à présent à l'hôtel. J'ai réussi non sans difficulté à trouver une chambre au centre de la ville (la périphérie et, de façon générale, toute la ville, ne sont pas éclairées), avec pension (dîner compris), où j'emménage après-demain (Bradskaja ulitza n° 14).

Il a fait très froid tout le temps. Le froid est descendu jusq'à -25°. Depuis une semaine, il fait déjà plus tiède. Le dégel a même commencé. Maintenant, il recommence à faire froid modérément. Les indigènes affirment qu'il n'y aura plus de véritable hiver et que la Volga va être libérée dans trois ou quatre semaines.

Maintenant, de façon générale, le climat est bon, mais avec la venue de l'été — on dit qu'ici il n'y a presque pas de printemps — c'est la

1. Les lettres de Rakovsky à Trotsky, d'Astrakhan à Alma-Ata que nous avons retenues et dont nous publions ci-dessous avec la permission de la Houghton Library les traductions par Katia Vernet se trouvent dans la série b MSRU 13 avec les numéros T 1128, 1166, 1193, 1237, 1451, 1479, 1546, 1604, 1676, 1854 et 1753.

chaleur qui menace. Pendant les deux dernières années, la ville s'est améliorée et il n'y a plus les classiques flaques qui empoisonnaient l'air de miasmes (Astrakhan, comme tu sais, est à 25 mètres au-dessous du niveau de l'océan).

Il y a ici une bibliothèque, mais elle n'est pas encore bien organisée. De plus il y a 100 000 volumes non classés dans des hangars. Dans la partie utilisable, il y a une section spéciale de « Répine », où se trouvent environ 6000 volumes (bibliothèque privée qui fait partie de la bibliothèque publique) où sont bien représentés la littérature classique étrangère et russe, l'histoire, l'art (histoire de l'antiquité et du moyen âge), mais l'histoire contemporaine, la sociologie et en général les sciences sociales font presque complètement défaut. Dans la salle de lecture, on ne reçoit que quelques journaux y compris *Ekonomitcheskaja Jizn*, mais aucune revue (de sorte que, pour la presse économique périodique, on n'est pas favorisés). Depuis le 1^{er} février, je suis au Gosplan,² en tant que « spécialiste économiste », avec le traitement maximum du 3^e degré de membre du parti (180 roubles). J'assiste aux réunions du Gosplan et je fais dans ma chambre le travail qui doit être réalisé. Dès le premier jour, je me suis heurté à la question aiguë de la délimitation des régions économiques. La région d'Astrakhan veut préserver son indépendance économique en opposition au plan d'Etat et au conseil économique de Saratov, qui proposent de mettre Astrakhan dans une région dont Saratov serait le centre. On m'a proposé d'analyser cette question et de donner mon avis. Aussi, dès le premier jour, ai-je commencé à étudier intensément la littérature existante, ancienne et nouvelle, les matériaux statistiques et scientifiques. J'aurai fini ce travail dans quelques jours, mais il m'a appris aussi quelque chose de l'histoire et de l'économie non seulement des régions de la Volga, mais aussi des régions avoisinantes et particulièrement de votre république (Kazakhstan).

En même temps, je travaille assidûment sur Saint-Simon en étudiant la littérature (ainsi que ses œuvres complètes et celles d'Enfantin)³ que j'ai emportée avec moi de Moscou.

Je ne vais nulle part (excepté au cinéma, où je vais deux ou trois fois par semaine, ce qui me prend chaque fois une heure et demi, et une fois je suis allé au théâtre), je ne lie aucune connaissance et, tant que je serai en bonne santé, je travaillerai (il faut dire que je me suis un peu reposé de la fatigue de l'été et de l'hiver dernier).

Les lettres de Moscou arrivent ici le cinquième, quelquefois le

2. Administration du Plan d'Etat.

3. On sait l'intérêt que Rakovsky portait à l'école saint-simonienne dont Louis de Rouvroy, comte de *Saint-Simon* (1760-1825) avait été le fondateur et à la tête de laquelle lui avait succédé Prosper *Enfantin* (1796-1864).

sixième jour, les journaux le troisième. Il y a ici un kiosque où on reçoit même quelques journaux allemands, mais pas tous les numéros. Je tâche de me promener une heure à une heure et demi par jour, mais je n'y arrive pas tous les jours. J'attends que commence la chasse qu'on vante tellement ici (il y a beaucoup de canards dans les roseaux), pour être occupé plus sérieusement par ce sport. J'ai pris des mesures pour recevoir des fusils. Le cercle des collaborateurs du Gosplan avec lesquels je dois travailler pour le moment est très limité, mais en général, on va au-devant de vous et on vous facilite l'installation.

En liaison avec mon travail sur Saint-Simon — d'après un système pour reconstituer le « milieu » historique avec les événements politiques, ses courants idéologiques, et les conditions économiques — il me faut relire Marx et Engels (*l'Anti-Dühring*, *Le Capital*, *La Lutte des classes en France*) ainsi que les historiens bourgeois. J'ai achevé Engels et je suis passé à Marx. Des historiens bourgeois, j'ai sous la main *l'Histoire politique de la Révolution française*, d'Aulard, qui était là par hasard, parce qu'il a donné lui-même la nouvelle édition à Aleksandra Georgievna et à moi.⁴ Je l'ai terminé hier, et j'y ai trouvé bien des matériaux intéressants, quoique toute la lutte au cours de la Révolution et du Consulat y soit expliquée de façon archi-naïve.

Je veux dire que ce travail me plaît et qu'il sera utile pour rafraîchir mes connaissances et les compléter. J'ai pris avec moi les œuvres de Dickens (en anglais) et d'autres ouvrages littéraires, ainsi que de la littérature russe, que je connais très peu en général. Des auteurs russes, je n'ai lu jusqu'à présent que *Cavalerie rouge* de Babel.⁵ J'ai laissé Dickens pour bientôt et, dans la bibliothèque locale, j'ai pris Cervantés (la traduction complète de *Don Quichotte* avec une intéressante préface de Mérimée) et Ovide (ce dernier pour me rappeler la Dobroudjatchina et d'autres steppes). Dans des circonstances analogues à celles d'aujourd'hui, je relis toujours le *Don Quichotte* et il me procure un énorme plaisir.

Comme tu vois, j'essaie d'utiliser mon temps en combinant l'utile et l'agréable, afin de tirer quelque chose des loisirs d'Astrakhan. Mon désir de travail est énorme : j'aurais dit que je travaille « avec ardeur ». Et pour le moment, il me procure une grande satisfaction. Mais je dois répéter ici la plainte de Saint-Simon, qui disait que son cerveau avait perdu « sa malléabilité ». Il écrit cela à un peu plus de quarante ans. Que dois-je dire alors de la malléabilité du mien ? L'âge agit avant tout sur la mémoire et sur l'imagination. Mais Saint-Simon se consolait encore parce

4. Rakovsky avait connu Aulard à Paris lors de son ambassade.

5. Isaak E. *Babel* (1891-1941), écrivain juif, avait servi sous Boudienny. Son livre sur la guerre civile avait été publié en 1926. Il mourut en prison.

que son maître d'Alembert⁶ lui avait tissé un tamis métaphysique reliant les faits de quelque importance. J'espère que notre « tamis » marxiste m'assurera la possibilité de me débrouiller dans les faits quotidiens.

Nous étions très inquiets d'être sans nouvelles de vous après votre départ. Bien que je sois parti trois jours après, nous avons espéré recevoir des nouvelles dans ce délai. L'inquiétude s'est dissipée quand j'ai reçu votre télégramme, auquel j'ai tout de suite répondu.

Comment le travail s'arrange-t-il chez toi? Par rapport à moi, tu as d'énormes inconvénients. La première, et la plus importante, c'est ce considérable éloignement. Je pense cependant qu'on pourrait faire venir de Moscou les livres qui te manquent. A mon avis, en plus du travail courant, il serait extrêmement important que tu choisisses un thème quelconque — dans le genre de mon Saint-Simon — qui t'obligerait à revoir beaucoup de choses et à relire sous un certain angle.

Ecris-moi sur la ville et ses environs. Des descriptions de voyageurs (et j'en ai relu beaucoup jusque dans certains passages de la *Géographie* d'Elisée Reclus,⁷ qui se trouve à la bibliothèque locale), il résulte que l'Asie centrale est un pays de merveilleuses ressources naturelles et humaines. Qu'a coûté un seul déplacement du lit de l'Amou-Daria — l'ancienne Oxus — (d'ailleurs elle est plus près de toi que de moi) de la Mer Caspienne à la mer d'Aral? Et il paraît que ce n'est pas vieux! La dernière fois, c'était au XV^e siècle! Je ne le savais pas. J'ai tant lu sur les steppes sablonneuses du nord et de l'est de la Mer Caspienne qu'elles commencent à m'attirer, malgré leurs basaltes brûlants, leurs serpents, leurs scorpions et leurs tarentules, sans parler de la malaria, de la peste, du choléra, de la lèpre. Un écrivain (Grimm) a supposé que Dante, pour décrire les serpents de son Enfer, avait en tête les environs de Krasnovodsk, et Aristote considérait Karabogaz comme l'entrée de l'Enfer.

Ecris-moi maintenant des nouvelles de ta santé. Ta fièvre est-elle passée? Natalia Ivanovna est-elle guérie et de quoi Liova s'occupe-t-il? Al[exandra] Georg[ievna], avec qui j'entretiens une correspondance suivie, m'envoie toujours des nouvelles du petit Liovik⁸ qui est l'objet de l'attention et de la distraction de toute notre famille. Je vous embrasse fort toi, Natalia Ivanovna et Liova.

Ton Khristian

6. Jean d'Alembert (1717-1783) fut avec Diderot éditeur de *L'Encyclopédie*.

7. Elisée Reclus (1830-1905) était non seulement connu comme géographe, mais en tant que militant anarchiste.

8. Liovik, diminutif de Lev (Léon) désigne un petit-neveu de Rakovsky.

Astrakhan, le 29 février 1928

Cher Ami,

Tu es bien fondé d'attirer mon attention sur l'aggravation des relations entre l'Angleterre et l'Amérique (E.U.) dont l'antagonisme est appelé à jouer un rôle important dans la révolution à venir. A titre d'exemple : dans un article paru il y a environ deux ans, dans *L'Internationale communiste*, intitulé « Les perspectives de la lutte des classes pour l'année prochaine » (avec trois petites étoiles en guise de signature, comme d'ailleurs dans mes autres articles de cette revue), ainsi que l'article intitulé « La Chute du Marché mondial » dans *Le Monde contemporain*, je présentais cinq faits concernant le développement de la lutte anglo-américaine pour la possession des marchés (l'Australie avait alors commandé ses locomotives aux Etats-Unis, y ayant obtenu un crédit) et pour la possession des matières premières [.....]⁹ etc.

Depuis, l'antagonisme entre ces deux pays s'est encore fortement aggravé, ce qui s'est révélé de façon particulièrement évidente à la conférence sur le désarmement naval de Genève.

Voici quelques faits que j'ai notés dans des périodiques internationaux : l'éviction des Anglais par les Etats-Unis dans le golfe du Mexique et la Mer des Caraïbes se développe lentement, mais progressivement, sans parler de Cuba ; la suprématie économique et politique des Etats-Unis est établie à Tahiti et Saint-Domingue et s'élargit tout en progressant jusqu'aux confins de l'Amérique latine et de l'Amérique centrale, où elle s'est déjà emparée de Panama et du Nicaragua. Les Anglais et les Français vont être obligés de retirer leur saint-frusquin de l'archipel des Antilles. Ce sont là des faits connus. En ce qui concerne l'éviction des Anglais de l'Amérique du Sud, les chiffres à ce sujet, en ce qui concerne l'Argentine qui réunit entre ses mains la moitié de l'ensemble des exportations et probablement des importations de toute l'Amérique du Sud, sont éloquentes. Le monde du capital américain évincera, en premier lieu, progressivement, mais très vite, les Anglais. Les investissements américains se montent déjà à un demi-milliard de dollars. Dans l'ensemble, les exportations de capitaux américains au cours de ces quatre années (1924 à 1928 inclus) arrivent à plus de 2,5 milliards de dollars, c'est-à-dire 20 milliards de marks, alors que, pour la même période, elle se monte seulement à 120-130 millions de livres, c'est-à-dire 4-5 milliards de marks.

L'apparition du capital américain au Canada (dont le commerce se fait à 80% avec les Etats-Unis), en Australie, en Amérique du Sud, en Chine, au Japon, est un fait d'avant-guerre ; sa pénétration est de plus en plus importante en Allemagne (où s'est dirigé un tiers du capital américain

9. Plusieurs mots non déchiffrés.

exporté au cours de ces quatre ans), en Italie, en Autriche, en Pologne, en Yougoslavie (où un emprunt de 50 millions de dollars a été récemment contracté auprès d'un consortium anglo-américain), en France, sont des faits d'après-guerre. Mais ce qui me paraît le plus caractéristique de la politique offensive du capital américain, c'est son apparition simultanée sur les rives orientales et occidentales de l'Afrique (en Abyssinie, où les Américains ont obtenu des concessions et aussi dans la république du Libéria. Cette dernière a accordé aux Etats-Unis une concession de 4000 km carrés pour des plantations de caoutchouc et, dans les numéros de *L'Humanité* que je t'ai envoyés, tu trouverais demain que Ford a obtenu une concession de 16000 kilomètres carrés dans l'embouchure de l'Amazonie, au Brésil, pour la culture des plantations de caoutchouc. Cela doit libérer les Etats-Unis de la dictature anglaise sur le caoutchouc qui n'est évidemment pas une dictature « caoutchouc »).

Le directeur de l'un des cinq géants (Big five, Barclay Bank) avait raison récemment de dire, dans son compte-rendu pour l'année 1927, que l'Angleterre devait lutter contre deux dangereux concurrents, les Etats-Unis et l'Allemagne. La Bourse de Londres s'est déjà soumise d'elle-même à la dictature de New York. La récente montée du taux d'escompte de la Federal Reserve Bank à 4% a déjà provoqué une grosse panique à Londres, car une masse de lettres de change anglaises sont réescomptées à New York, mais pas *vice-versa*.

D'où l'implacable logique de la concurrence anglo-américaine pour la maîtrise de la mer. Les Etats-Unis, quoiqu'ils aient gagné un nombre incalculable de dollars pendant la guerre mondiale, ne peuvent pardonner aux Anglais d'avoir gêné leur commerce avec les Centraux et de ne pas leur avoir ainsi donné la possibilité d'épuiser simultanément suffisamment les deux camps belligérants et de faire jouer à l'Amérique un rôle plus décisif dans la fin de la guerre.

La haine des Anglais contre les Américains se développe. Auparavant, ce n'était que du « mépris » (l'Américain n'est pas « un gentleman »), à présent, c'est de la haine. Récemment, (le 12 janvier), le correspondant du *Berliner Zeitung* de Londres écrivait que l'antagonisme avec l'Amérique occupe la première place de la politique anglaise et qu'actuellement, l'ambassadeur des Etats-Unis, Houghton,¹⁰ qui, auparavant, était *persona gratissima, primus inter pares*, n'est aujourd'hui plus que « l'un des sept ambassadeurs de Londres ». Il est intéressant de noter que les Saint-Simoniens, déjà, avaient écrit au sujet de l'inévitable rivalité anglo-américaine pour la maîtrise de la mer. L'un d'eux écrivait déjà en 1833 (*Œuvres de Saint-Simon et Enfantin, Notices historiques*, t. XXII, p. 92) : « Quelle que soit la force maritime *actuelle* de l'Angleterre, je ne com-

10. Alanson B. Houghton (1863-1941) fut en poste à Londres de 1925 à 1929.

prendrais pas comment elle ne serait pas dépassée un jour par les flottes de cette île gigantesque qui, suspendue au pôle, partage l'Océan lui-même en deux océans, et je suis bien plus préoccupé de tracer une grande ligne passant par Panama et Suez que je ne suis en méditation sur les intérêts particuliers de la compagnie des Indes. La marine américaine deviendra, par rapport à celle de l'Angleterre, ce que fut la marine de l'Angleterre par rapport à celle de la Hollande ; il y aura, quant aux proportions, toute la distance qui sépare aujourd'hui une marine militaire d'une marine marchande ».

Il est intéressant de constater que les Anglais eux-mêmes utilisent ce langage lorsqu'ils s'efforcent d'entrevoir l'avenir de leur pays : « Ce qui attend l'Angleterre est ce qui arriva à la Hollande », disait à l'un de mes amis à Londres en 1925, sir William Tyrrell,¹¹ alors secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères, aujourd'hui ambassadeur à Paris et indiscutablement l'homme le plus intelligent parmi les diplomates anglais que je connais.

Mais peut-on en déduire qu'une guerre anglo-américaine soit inévitable et puisse se produire dans les années qui viennent ?

Je considère comme plus probable la seconde hypothèse : que l'Angleterre sera obligée de se mettre à genoux devant l'Amérique, c'est-à-dire de lui céder la première place, tout en s'efforçant de compenser la perte de la maîtrise des mers par quelques concessions ou garanties des Etats-Unis et tout en orientant ses visées impérialistes dans une autre direction (ce qui, évidemment, n'écarte pas la portée révolutionnaire de l'antagonisme anglo-américain, puisqu'il aura déjà obligé l'Angleterre à tourner ailleurs ses frontières et ses canons et à se chercher des compensations).

Je ne puis m'empêcher de citer encore ces quelques lignes sur la Russie :

« De même, quand je jette les yeux sur cet espace inconnu qui obéit comme un océan à presque toutes les contrées de l'Europe, je vois la Russie, avec ses Tartares, ses Cosaques, ses Bachkirs, aidés par sa constitution même, transformant d'un seul signe ses nombreux bataillons en bras producteurs, sillonnant sa terre de chemins de fer, qui partiraient de la statue de Pierre le Grand pour s'allonger vers la Chine, la Perse, la Turquie et l'Allemagne ».

Les Anglais, en raison de leur géographie, de la dispersion de leur empire colonial et de leur infériorité économique et financière par rapport aux Etats-Unis, seront obligés d'avoir une attitude défensive à l'égard de l'Amérique. La défense n'exclut évidemment pas les attaques, ni les interventions contre les Etats-Unis. Fidèles à leur passé, les Anglais s'efforceront d'organiser toutes sortes de coalitions contre les Etats-Unis

11. William George Tyrrell (1866-1947) et Rako s'étaient connus à Londres.

(c'est dans ce but, entre autres, qu'ils cherchent à les attirer dans la Société des Nations: Chamberlain¹² a dit à l'ambassadeur d'Espagne, Quiñones de León que les Etats-Unis ne veulent pas entrer dans la S.D.N. « parce qu'ils sont forts » et « la Russie, parce qu'elle est faible »). Ils chercheront aussi à les attaquer de flanc de toutes les manières et ainsi de suite. La guerre avec les Etats-Unis, même si elle était victorieuse, ce qu'on ne peut prévoir, développerait davantage encore les forces centrifuges, comme lors de la dernière guerre impérialiste qui s'est terminée par une victoire tactique militaire, mais par la défaite de la stratégie économique et politique de l'Angleterre. Quoique les Anglais aient renforcé leurs positions en Irlande — positions qu'ils sont tout de même arrivés à faire accepter — ainsi qu'en Egypte (où se prépare, avec l'aide des nationalistes eux-mêmes, un accord cabalistique qui place entre les mains des Anglais les affaires militaires, financières et politiques). Car, à la suite de la régularisation des formalités sur la prise du Soudan, les Anglais sont devenus les maîtres des eaux du Nil, de ses sources et, ainsi, de la vie économique de l'Egypte. De même, en Chine, (où ils nous ont battus), et quoiqu'on ne puisse non plus considérer leur situation aux Indes comme critique (car les « Swarajistes »¹³ sont comme les tchiangkkaïchekistes et même pires). Néanmoins, une guerre peut déchaîner tous les éléments nationalistes révolutionnaires (et non seulement ceux des couches supérieures, mais aussi ceux de la petite bourgeoisie et de la classe ouvrière). Si toutefois la guerre éclatait, l'Angleterre devrait trouver un moyen pour acheter la neutralité du Japon contre lequel elle a construit sa base défensive de Singapour — sans parler de ce dont elle aura besoin contre les alliés des Etats-Unis, et je ne vois pas où elle pourra se le procurer. L'Australie est nécessaire au Japon pour sa colonisation, mais nullement l'Amérique, ni même les Philippines, qui jouent plutôt un rôle stratégique.

Les perspectives prochaines d'une guerre (je ne parle pas pour l'instant de nous-mêmes) se situent de nouveau, à mon avis, vers les territoires de nos vieilles connaissances, les Balkans, et l'Asie mineure. Quarante millions d'Italiens étouffent sur leur étroit territoire, manquant de matières premières de base; l'industrie de ce pays est de plus en plus obligée de diriger ses regards vers le marché extérieur, et forcée ainsi de penser aux colonies, mais elles sont toutes déjà distribuées, de sorte qu'il faut les remplacer par le succédané des Balkans et de l'Asie mineure. D'autre part, le développement capitaliste de la Yougoslavie est coincé par l'anneau de

12. Il s'agit d'Austen Chamberlain (1863-1937) secrétaire du Foreign Office depuis 1924.

13. Les « swarajistes » étaient les partisans de l'indépendance de l'Inde au sein du parti du Congrès, l'aile nationaliste avancée.

fer italien des deux bords de l'Adriatique, qui se trouve en fait réellement dans les mains de l'Italie (Zara, située sur la rive dalmate dans les terres yougoslaves et albanaises, est en fait entre les mains des Italiens). Evidemment, ici non plus, la situation n'est pas facile pour ceux qui veulent faire la guerre. Une guerre contre la Serbie signifierait un conflit avec la France.¹⁴

C'est à partir de cela qu'apparaît un danger pour nous, car les contradictions capitalistes peuvent mener à une ligne de diversion, les tournant contre l'Union soviétique, et cette nouvelle possibilité d'intervention peut unir les frères ennemis: donnant à l'un la Géorgie (vieux projet italien dont la réalisation fut entreprise par Orlando¹⁵ avec l'aide des Anglais), le Nord du Caucase aux Anglais eux-mêmes, Bakou aux Français, l'Ukraine [... ..]¹⁶ aux Japonais (la région côtière sur laquelle ils se font les dents, car elle leur donnerait non seulement un territoire pour la colonisation, mais renforcerait leur domination en Mandchourie). C'est justement sur tout cela que portent les efforts assidus des Anglais: Locarno¹⁷ de l'Ouest supposant un Locarno de l'Est (la réconciliation de la Pologne avec l'Allemagne sur le dos de la Lithuanie et le nôtre), les catholiques y travaillent activement (le Pape et le Zentrum allemand¹⁸ sont dans la conspiration) etc., etc.

Je crains qu'une certaine accalmie ne contribue à l'affaiblissement de l'attention de nos partis, sans même mentionner qu'avec la totale conversion de la social-démocratie (et son passage) dans le camp de la bourgeoisie (ce qu'on peut déjà considérer comme un fait accompli: au cours de ces quatre dernières années, ce processus dans la social-démocratie avance avec une incroyable rapidité, en Angleterre, en France et en Allemagne), c'est sur nos partis que repose l'entière responsabilité du rôle de la direction du prolétariat dans sa lutte contre la guerre. A quel point arriveront-ils à s'acquitter de cette tâche?

A l'occasion du conflit qui a surgi l'an passé entre la France et l'Italie,¹⁹ lorsque les journaux socialistes — comme le *Midi socialiste* — menaçaient Mussolini des mitrailleuses républicaines de Poincaré, j'ai pu

14. Il s'agit bien sûr de la Yougoslavie qui avait signé le 11 novembre 1927 un traité avec la France.

15. Vittorio Emmanuele *Orlando* (1860-1952) fut premier ministre italien de 1917 à 1919, puis délégué à la conférence de la Paix.

16. Plusieurs mots non déchiffrés.

17. C'était à Locarno, en Suisse, qu'avaient été conclus le 16 octobre 1925 des accords de non-agression impliquant France, Allemagne, Grande-Bretagne, Belgique, Italie, Tchécoslovaquie et Pologne.

18. Le parti du Centre (Zentrum), pivot des coalitions à Weimar était lié à la hiérarchie catholique.

19. La tension franco-italienne avait été contemporaine de la signature du traité franco-yougoslave.

parler à nos camarades de France et me convaincre que leur esprit « défensiste » n'a pas encore disparu, et que certains de leurs dirigeants sont encore partagés, comme l'âne de Buridan, entre leur bourgeoisie la plus progressiste — la républicaine — et l'Italie fasciste (se posant encore la question : de qui la victoire serait-elle vraiment préférable ?). Par ailleurs, et quoique cela paraisse vraiment bizarre, l'emprise de l'organisation des masses se développe de façon proportionnellement inverse à la croissance de la sympathie qu'on leur porte et des voix qu'elles suscitent (ainsi le nombre des votants augmente, tandis que le nombre des voix diminue, ce qu'on ne peut attribuer uniquement à l'indispensable bolchevisation du parti, accompagnée d'un certain rejet des éléments les moins sûrs, mais aussi à la bureaucratisation de l'appareil qui laisse peu d'initiative aux membres du parti). Et je ne dis rien ici de l'effroyable provocation organisée par la police française, que l'on peut considérer à cet égard comme « exemplaire » — la tradition continue depuis le temps du célèbre Fouché, l'auteur du mot d'ordre opportuniste « [...] »²⁰, c'est-à-dire « être toujours vigilant »...

Entretemps, la situation internationale devient de plus en plus complexe et les vrais conflits ne font que commencer lorsque, ainsi que tu le dis justement, face au capitalisme et avec l'arrivée d'une relative stabilisation (en écartant les conséquences secondaires et contradictoires de la guerre), les contradictions fondamentales se font jour dans toute leur ampleur.

La semaine dernière, j'ai terminé mon travail de base sur la division en districts pour le comité de Gubernya (près d'une page et demie) pendant lequel il m'a fallu relire et revoir un assez grand nombre de textes. A présent, j'ai entrepris l'étude de l'organisation de l'instruction publique (la province d'Astrakhan dépense plus de 4,5 millions de roubles). Ensuite... déjà pointé à l'horizon le plan quinquennal d'Astrakhan.

Ainsi que tu peux le constater, il ne me reste pas beaucoup de temps pour m'ennuyer, car, à part cela, je continue à travailler assidûment à mon autre travail.

J'ai reçu hier une carte de R. Mavr.,²¹ Karl,²² de Tobolsk, Ulitza Svobody, 49. Il travaille sur Lénine, mais ne se sent pas bien du point de vue santé (il s'agit de ses reins). Ta lettre recommandée a pris douze jours. Je t'ai envoyé la semaine dernière la *V[ie] O[uvrière]* et *L'Humanité*. Demain, je t'en envoie encore. Certains numéros peuvent manquer (un numéro de *L'Humanité*, ainsi que de la *V.O.*) car je ne les ai pas reçus moi-même. Il fait tout le temps très froid. Mais aujourd'hui il dégèle.

J'embrasse N[atalia] Iv[anovna] et Liova et te serre très fort dans mes bras.

20. La citation n'a pu être déchiffrée. Joseph Fouché (1759-1820) fut ministre de la police sous le Directoire, le Consulat, l'Empire et la Restauration.

21. Nous n'avons pas identifié « R. Mavr. ».

22. Karl Radek.

Astrakhan, le 3 mars 1928

Cher Ami,

Je t'envoie aujourd'hui le deuxième paquet de journaux. Tu as probablement déjà reçu le premier ainsi que ma lettre recommandée envoyée il y a trois ou quatre jours.

Je t'écris sans attendre la réponse, parce que, dans ma dernière lettre,²³ j'ai peu parlé de ma vie ici et aussi parce que je voudrais compléter mon analyse des rapports anglo-américains (déjà traitée dans ma lettre) en y apportant deux nouveaux facteurs.

Il y a presque deux semaines que j'ai déménagé dans un nouveau logement. J'ai loué une chambre à un fonctionnaire d'ici, un homme avec une famille de quatre personnes. Ils se sont tous installés dans la pièce du devant, qui communique avec la mienne, et la cuisine. Ma chambre est claire et je suis au centre de la ville (mes fenêtres donnent sur le jardin public), tout près du comité exécutif régional. On me prépare mes repas du midi, mais, matin et soir, j'exerce mes dons culinaires à l'aide d'un petit réchaud à alcool.

Je t'ai déjà écrit qu'actuellement, tout en continuant l'étude de la région d'Astrakhan et l'examen de ses forces productives, je suis passé à l'étude des problèmes de l'éducation nationale. Le rapport sur la division en districts partira pour Moscou avec le président de la région et son secrétaire. La question de la division en districts de la région au sud de la Volga sera examinée dans le cadre du Plan d'Etat. Aux réunions consacrées au Plan régional, on a jusqu'à présent examiné une série importante de problèmes économiques. Il s'avère qu'en dehors des industries poissonnières (dont le bénéfice est de 70 millions de roubles et qui produisent environ 60% des produits poissonniers de l'Union soviétique), toutes les autres branches d'activité de la vie économique sont très en retard.

C'est surtout avec les kolkhozes que l'on n'a pas eu de chance. Pour une étude plus complète, on a ordonné une enquête qui doit rendre ses conclusions le 1^{er} juin.

Je ne sors presque pas. Suis allé une fois au théâtre, mais j'ai fini par y renoncer pour ne pas éveiller la curiosité. Je réduis également mes sorties au cinéma, j'y vais peut-être une fois par semaine. Là, comme il n'y a pas d'entr'actes, on peut passer inaperçu. Quand j'habitais à l'hôtel, surtout au début et malgré la surveillance du portier, j'étais sans cesse assiégé par toutes sortes de solliciteurs : invalides, chômeurs, étrangers (demandant comment obtenir un passeport), de prétendus « potemkines »²⁴ etc. Un de

23. Cf. page 48.

24. Un « potemkine » est un ancien marin du *Potemkine*. Le nom de Rakovsky était lié à l'épopée du cuirassé.

ces « potemkines » me raconta un tas de bobards, entre autres qu'il m'avait connu à Constantinople, qu'il quitta « en douce », qu'il parle neuf dialectes et qu'il boit (il était ivre), mais sans exagérer et, naturellement, comme les autres il finit par demander une subvention, disant que le comité exécutif d'Odessa, l'ayant trouvé sur la liste des « potemkines », lui avait donné cinquante roubles. Je lui en donnai un, il réclama encore 20 kopeks — le prix d'une chemise, 1,20. Le camarade directeur de l'hôtel m'a dit plus tard que 1,20, c'est le prix d'une bouteille de vodka.

Je sors régulièrement pour m'acheter des provisions (les jeunes filles de la maîtresse du logis vont à l'école et n'ont pas le temps de faire la queue); au début j'allais dans la coopérative locale, mais, depuis qu'on m'a pris mon tour dans la file, par hasard, je crois, je vais chez les commerçants privés. Pour le moment, je n'ai pas à me plaindre de ma santé. Le temps reste froid. Le dégel a commencé il y a trois jours, mais le froid vif revient. On affirme que le temps va s'adoucir, ce qui est pire que le froid. Quand le dégel commence et avec lui la fonte des neiges, l'air est plein des mauvaises odeurs de la boue pourrie, ces odeurs qui restent encore du temps des khans tartares (il n'y a dans la ville ni canalisations, ni conduites d'eau). Avec la venue de la chaleur et des vents, des nuages de poussière et de sable s'élèvent — comme à Alma-Ata — et emplissent les yeux, la bouche et les oreilles. [...]

Les deux apôtres se sont aujourd'hui transformés en trois mousquetaires.²⁵ Le problème n'est pas résolu pour autant. Le parti gagne un militant bon et capable, surtout si on le laisse au centre, mais ce n'est pas pour cela, ni à cause d'un éventuel retour de tous au même prix, que le parti, ainsi que ses liens étroits avec le prolétariat, gagneraient quelque chose. [...]

Parlant de nos camarades français, j'ai omis de mentionner une particularité: souvent, dans leurs interventions à la Chambre, sur la S.D.N., par exemple, ils tentent par leur argumentation de démontrer à la bourgeoisie française qu'il n'est pas avantageux pour elle de s'allier aux Anglais mais qu'il l'est plus de s'allier avec nous?

Tu trouveras dans *L'Humanité* des caricatures très drôles de Cabrol. Il a peut-être plus de talent que Gassier²⁶ que tu apprécies tant. Les « Poincarines » de Cabrol sont inimitables. J'ai craint que tu ne reconnaisse pas tous les personnages. Poincaré n'est pas difficile à reconnaître; on voit aussi Sarraut qui ressemble à un singe, il est en costume de juge (avec

25. Les « deux apôtres » sont évidemment Zinoviev et Kamenev. Le troisième qui les transforme en « mousquetaires » est Piatakov, qui venait de capituler et de demander sa réintégration en « condamnant » ses erreurs. Tous trois allaient être exécutés en 1936-1937.

26. Raoul Cabrol (1895-1956) était entré comme dessinateur à *L'Humanité* en 1926, présenté par Vaillant-Couturier. Paul Deyvaux-Gassier, dit Henri-Paul Gassier (1883-1951) avait d'abord été dessinateur à *La Guerre sociale*.

une calotte sur la tête). Barthou, avec son museau pointu comme celui de Mouraviev. Blum avec ses grosses joues — gros bébé. Painlevé est là aussi, de même que Herriot et les autres.

Ecris-moi comment est ta fièvre. Il est possible que la vieille histoire recommence.

J'embrasse N[atalia] I[vanovna] et Levou,²⁷, je t'embrasse fort.

Astrakhan, le 25 mars 1928

Cher Ami,

Il y a trois jours (le 23 mars), j'ai reçu ta lettre fermée du 11 mars. Au sujet de la réception de ton autre lettre fermée du 29 février et de ta carte postale du 28 février, je t'avais informé par carte postale. Tu as dû aussi à présent recevoir mes deux lettres fermées du mois de mars (la présente étant donc ma troisième de mars) ainsi que ma carte postale et enfin les trois paquets de journaux (*Berliner Zeitung* et *L'Humanité*). Je t'enverrai le quatrième paquet demain (à partir de maintenant, je compte te les envoyer chaque semaine). Je dois aussi recevoir le *Workers Life* — organe du parti communiste anglais (comme tu les sais, il paraît toutes les semaines). Ta lettre du 11 mars n'a pris que onze jours. C'est là une vitesse record. Une lettre de Moscou prend parfois deux semaines pour arriver (en particulier s'il s'agit d'un nouveau correspondant, comme cela s'est produit avec ma nièce É.P. qui m'a écrit, pour la première fois, après trois mois d'une maladie grave: la paratyphoïde avec angine et complications rénales.

Je suis heureux qu'Al[eksandra] Georg[ievna] ait pu enfin vous rejoindre. Elle s'était constamment plainte à moi que ses lettres ne vous parvenaient pas (elle m'avait fait savoir aussi que Nat[alia] Iv[anovna] s'était plainte à elle au sujet de trois lettres qu'elle m'aurait écrites et que je n'avais pas reçues; je pense que c'est un malentendu et qu'il est question de tes lettres — ou, disons, de vos lettres communes que j'ai toutes reçues). Au sujet des traces de «souffrances», cela se voit aussi sur tes lettres, car je suis obligé de les ouvrir avec précaution pour ne pas déchirer les côtés scellés à cause de la gomme arabique.

En ce qui concerne la santé de N[atalia] Iv[anovna] je considère que l'alarme est sérieuse. S'il s'agit d'une simple grippe, comme cela s'est déjà produit et répété au cours de l'hiver, il est à craindre qu'elle ait inévitablement des répercussions sur la faiblesse du cœur. Si ce n'est qu'un nouveau cycle de la malaria — c'est encore pire. Quoique je ne sois médecin qu'«en général», je pense que votre déménagement à la montagne pour les vacances peut jouer un rôle bénéfique pour sa santé.

27. Un des nombreux diminutifs de Léon Sedov.

Contre les moustiques d'Astrakhan, tout est déjà prévu ici dès maintenant. On me propose un traitement prophylactique de deux décigrammes de quinine par jour (il n'y a pas une seule personne ici qui n'ait souffert de la malaria). Mais un traitement de «quinisation» aussi suivi me déplaît au point que j'ai décidé de m'en remettre au destin. Au petit bonheur la chance! Peut-être serai-je épargné!

J'étais sur le point de proposer aux autorités d'ici l'emploi d'un nouveau procédé de lutte contre la malaria. En Amérique du Sud, à l'embouchure de l'Amazone, il y a déjà longtemps qu'on pratique essentiellement ce procédé: à savoir l'élevage de petits poissons qui dévorent les []²⁸ des moustiques. Il se trouve qu'on a déjà fait venir ici de tels petits poissons, mais on ignore s'ils sont tous morts (je vais m'en occuper tout particulièrement). J'ai lu quelque part qu'il existe une certaine interdépendance entre la diminution du bétail à cornes et l'accroissement endémique de la malaria (les troupeaux de bêtes à cornes n'ont même pas été complètement reconstitués ici jusqu'à présent; quant au petit bétail à cornes — comme les moutons — son chiffre est la moitié de celui d'avant-guerre, j'inclus la province d'Astrakhan, la région de Kolmo et la steppe de Kirghizie). Les moustiques, manquant de sang de vaches, s'attaquent ainsi davantage aux hommes. Par conséquent, le rétablissement de l'élevage pourrait en quelque sorte réduire leur action destructrice (je signale entre autres que le bétail ne souffre pas de la malaria).

Je vois qu'Astrakhan n'a rien à envier à Alma-Ata. Ici: la lèpre (qui se situe à un []),²⁸ la peste, le choléra, la malaria, la tuberculose. Il ne manque que les chiens enragés.

On dirait que, depuis aujourd'hui, le temps est sur le point de changer, c'est vraiment le premier jour de printemps. On peut s'attendre à ce que, d'ici une quinzaine de jours, la débâcle de la Volga se produise, si toutefois il n'y a pas encore de changement. Il est grand temps. L'hiver traîne en longueur. La migration printanière des bancs de poissons nous pend au nez. Les pêcheurs sont très inquiets. Hier, un camionneur à qui je demandais, pendant une promenade sur la glace de la Volga, quand aurait lieu la débâcle (or, hier encore, il soufflait un vent du Nord glacial), m'a répondu: «La Volga nous met les tripes à vif. Il nous faut la mer, la mer!» (en hiver, les pêcheurs s'occupent du transport).

Mon existence se passe dans les mêmes conditions de solitude (sauf pour Tania,²⁹ qui vient un fois par semaine). Chaque semaine aussi j'assiste aux réunions du comité provincial et je fais parfois partie des commissions. Quant aux matières à étudier (documents etc., je m'occupe

28. Un mot effacé.

29. Tania Miagkova, déportée, oppositionnelle d'Ukraine.

en ce moment des problèmes de la « révolution culturelle »), tout cela, je le fais à la maison.

A partir du 20 avril (lundi prochain), je commence à dicter mes textes sur Saint-Simon. C'est urgent si on veut le terminer avant le 1^{er} juillet. A cette époque-là commencent ici ces insupportables chaleurs (40°) qui rendent tout travail impossible pendant la journée. Des raisons de moral jouent aussi un rôle dans cette hâte. Je pense d'ailleurs qu'à présent j'en ai bien embrassé la matière et que la hâte ne nuira pas à la qualité.

Ton conseil au sujet de mes « mémoires » correspond à mes propres intentions. Cependant, en y réfléchissant, je m'aperçois que, si je traitais le sujet chronologiquement, il risquerait de s'étendre sur une période réellement imprévisible (en effet, il est question d'une activité de presque quarante ans, dans les conditions les plus variées, de très nombreux pays et à travers des changements de situations et d'époques bien différentes). J'ai donc décidé d'essayer de placer cette pyramide la tête en bas.

Mon premier travail, dans ce domaine des « Souvenirs », consisterait donc, *en tout premier lieu*, à n'écrire que sur la base de mes expériences strictement personnelles concernant Plékhanov, Véra Zassoulitch, les Liebknecht (Wilhelm et partiellement Karl), Rosa Luxemburg, Jules Guesde, Jaurès, Lénine.³⁰

En ce qui concerne Plékhanov, j'ai déjà terminé le brouillon d'un essai de près de 150 pages d'un cahier ordinaire. Je l'ai revu et complété, mais il faudra le revoir encore plusieurs fois (après cela, je prendrai connaissance de sa correspondance (éditée), ainsi que des *recueils* du groupe « Emancipation du Travail » (il en est sorti cinq, le sixième paraît avoir été retardé — il devrait être le dernier à paraître sous la direction de Deutsch).

Sur Jaurès, j'ai un important manuscrit remontant à 1916, en Roumanie (il y a là beaucoup sur nos rencontres dans le midi de la France et notre voyage commun à Londres en 1913, avec des notes très intéressantes sur ses jugements politiques, littéraires, artistiques et autres). Il faudra le transformer radicalement — supprimer certaines choses, en rajouter d'autres et changer le plan de l'exposé (en le lisant, je me suis souvenu des remarques de Lejnev sur Lassounskaia : « Quelle que soit la personne dont parle Daria Mikhailovna, c'est toujours elle-même qui est au premier plan »). Je serai évidemment obligé de dire quelque chose sur mes dis-

30. Georgi V. Plékhanov (1857-1918) avait introduit le marxisme dans l'empire tsariste. Rako l'avait connu en Suisse en même temps que Véra I. Zassoulitch (1849-1919), co-fondatrice de l'*Iskra*, qu'il avait retrouvée et aidée plus tard à Saint-Pétersbourg. Rosa Luxemburg (1870-1919) dirigeait le parti social-démocrate de Pologne et de Lithuanie tout en étudiant en Suisse quand Rako l'avait connue. Il avait été lié à Berlin avec Wilhelm Liebknecht (1820-1900), l'un des fondateurs du parti allemand et son fils Karl (1871-1919), futur fondateur du P.C. Il avait connu Guesde à Paris en 1892 et Jaurès à Montpellier en 1896.

cussions avec eux à Amsterdam, à Bruxelles, etc., etc., mais en les résumant davantage.

Au sujet de Jules Guesde, tu sais que j'ai écrit sur lui en 1922, à la demande d'Ilich. J'ai même écrit à Arkhangelsk (c'est imprimé dans *L'Internationale communiste*). Mais cela concernait ses opinions théoriques. A présent, je parlerai de l'homme et du révolutionnaire tel que je l'ai connu à partir de 1892 lorsque, recommandé par Plékhanov, j'ai fait sa connaissance, tout au début, à Paris.

Sur Liebknecht (je me reporterai à ma vie à Berlin, quand j'allais le voir tous les quinze jours), j'ai gardé des relations personnelles avec lui jusqu'en 1900 (le vieux m'écrivait de temps en temps).

Je rêve aussi de terminer ces essais avant le 1^{er} juillet.

La seconde partie de ce travail sur mes souvenirs qui doit, lui aussi, présenter un caractère achevé, se rapporte aux six congrès socialistes internationaux (Zurich 1893, Londres 1896, Paris 1900, Amsterdam 1904, Stuttgart 1907, Copenhague 1910). Te souviens-tu, lors de ce dernier congrès, de l'incident survenu au sujet de ta lettre sur les mouvements russes à *Vorwärts*? J'ai participé à tous ces congrès. La difficulté de la tâche consiste à arriver à reconstituer les éléments dans la perspective de l'actuelle estimation idéologique, tout en leur conservant leur vérité et leur signification historique. Transmettre le ton, la couleur, l'« enfantelement » de ces temps-là (aujourd'hui, même un komsomol en sait plus que Liebknecht sur la dictature du prolétariat, de même qu'un écolier d'un niveau du primaire en sait plus qu'Aristote sur les lois de l'Univers). Tu peux t'imaginer quelle prétention pourrait se manifester si on adaptait notre échelle actuelle à ces temps-là.

Ce qui m'aurait permis de feuilleter avec succès les replis de ma mémoire, c'est les articles et correspondances que j'envoyais aux journaux bulgares (mais je ne possède que la correspondance sur le congrès de Zurich et l'article que j'avais écrit dans le premier numéro de *Iskra* sur le congrès de Paris). Il me faudra donc utiliser ici les procès-verbaux (sur Amsterdam, il y a un livre de Daniel []³¹ dans lequel un chapitre est consacré, entre autres, à ma propre intervention lors de ce congrès. Ce livre a été traduit en bulgare aux Etats-Unis en 1925. Je crois qu'Ilich appréciait Daniel).

Dans ces essais biographiques, la théorie ne prendra place que dans les limites indispensables pour une juste appréciation des personnalités dont il sera question. Rien de plus, sinon ces essais se transformeraient en livres.

La ligne générale se présentera donc à peu près de la façon suivante (cela au point de vue de l'histoire du mouvement ouvrier révolutionnaire):

31. Plusieurs mots non déchiffrés.

à partir de la révolution marxiste (se terminant par l'abrogation en Allemagne de la loi d'exclusion contre les socialistes, en passant par le Parlement socialiste puis du socialisme à l'opportunisme et au social-patriotisme, enfin de la social-démocratie au communisme (Lénine).

Autre travail particulier: Zimmerwald et Berne (je n'étais pas à Kienthal, malgré les mensonges de Balthazar et de Šmeral qui ont prétendu que j'y aurais voté avec Martov.³² Tu sais fort bien aussi qu'à Zimmerwald non plus, je n'ai pas voté avec Martov. En général et étant donné que le mensonge et les sophismes ont acquis le droit de cité le plus large, il ne faut pas s'étonner que l'ancien fonctionnaire de la social-démocratie hongroise et le jusqu'au-boutiste du temps de guerre, soient demeurés, même aujourd'hui simplement un bon []³³ et ne se manifestent plus dans le rôle d'«accusateur»?

En même temps, j'écris aussi sur différents épisodes de ma vie. J'ai décrit, mais pas encore terminé, un épisode dans le genre de celui-ci: il s'agit de ma troisième déportation de Roumanie, en 1911 (le long de la frontière roumaine) — de la Mer noire au Danube — (j'ai compté qu'il y a eu dans ma vie huit déportations de régions et de pays différents; quant aux arrestations, il y en a eu douze, dont la première en 1888, alors que je n'avais pas encore 15 ans).

Viendraient ensuite, sous toutes ces différentes parties, mes souvenirs en ordre chronologique — comme base de l'ensemble, somme toute.

Ce plan, comme tu vois, est envisagé pour que, dans le cas où il arrive quoi que ce soit, il y ait des travaux complètement terminés sur toutes sortes de périodes. [...]

Tes renseignements sur les rivières et les lacs d'Asie centrale me sont utiles. Si je t'ai écrit que Syr Daria s'écoulait dans la mer Caspienne, je me suis trompé. Il s'agit de l'Amour Daria.

J'ai proposé ici d'écrire un manuel d'ethnographie. Je ne sais pas comment ils vont réagir. Il faut bien dire que les domaines des manuels d'ethnographie et de sciences sociales est incroyablement pauvre. Lorsque j'étais en Ukraine, je me suis toujours efforcé d'obtenir un manuel qui ne fût pas du genre article de journal ou manifeste du parti. Je n'y suis pas arrivé. Ilitch aussi se plaignait de cet état de choses. Depuis, il s'est écoulé

32. Il s'agit des conférences socialistes internationales tenues en Suisse en 1915 et 1916. Rako avait été l'un des organisateurs de celle de Zimmerwald. Le Russe Iouli Martov (1873-1923), leader des mencheviks, était internationaliste pendant la guerre. Balthazar était le pseudonyme d'Elek Köblös (1877-1937), d'origine hongroise, qui était devenu secrétaire général du P.C. roumain en 1924; Bohumir Šmeral (1880-1941) était celui du P.C. tchèque après avoir été pendant la guerre un des social-chauvins les plus bruyants en Autriche-Hongrie. Tous les deux participaient à la campagne de calomnie contre Rakovsky.

33. Plusieurs mots non déchiffrés.

cinq ans et le directeur de l'Instruction publique s'en plaint encore — «il n'y a pas de manuels».

Quels sont les résultats de ta chasse?

J'attends toujours un fusil de Moscou. Mais pour l'instant, toujours rien.

J'ai découvert ici le sport à pigeons d'Astrakhan (derrière le mur du fort appelé «La petite bosse du nom de Tr»), j'ai vu le marché aux pigeons. Il paraît qu'ici la population raffole de ce sport. Le prix des pigeons qui arrivent à attirer leurs voisins pigeons dans la cour de leur propre maître monte jusqu'à 15 à 20 roubles. Je ne sais pas si notre département des armées a pensé à utiliser ces alliés ailés pour leurs besoins militaires.

J'attends Al[eksandra] Georg[ievna] pour Pâques.

J'embrasse Nat[alia] Ivanovna et Liova.

Je te serre bien fort dans mes bras.

Ton Khristian

P.S. En ce qui concerne ma santé, cela va mieux. En fait, et quoique je travaille «avec ardeur», j'ai introduit dans mon mode de vie «concentration» et «rationalisation». Je ne me couche pas plus tard que minuit et je me lève tôt, d'habitude à 7h., et parfois plus tôt. Je me promène et même certains jours pendant deux heures d'affilée.

26.3 — Je n'ai pas pu envoyer cette lettre hier. Je l'envoie aujourd'hui en même temps que les journaux. Il fait aujourd'hui aussi une journée de printemps.

P.S. Au cours de ces derniers jours, je n'ai reçu qu'une carte d'E[vgenii] A[leksandrovitch].³⁴ J'ai écrit à tout le monde, du Nord au Sud. J'attends donc les réponses. Tania a promis de t'écrire. A[leksandra] G[eorgievna] m'avait écrit qu'elle a bien reçu votre photographie.

Astrakhan, le 10 mai 1928

Cher Ami,

Dans les jours qui viennent, j'ai l'intention de t'écrire une lettre plus détaillée. J'ai reçu tes deux lettres (la première avec la copie de ta lettre à Grünstein,³⁵ la deuxième, l'échange de tes lettres avec Préobrajensky, toutes les deux accompagnées de tes lettres à moi).

34. Préobrajensky.

35. Karl Ivanovitch *Grünstein* (1880-1937?) avait été l'un des chefs de l'Armée rouge, puis directeur de l'École de l'Air et secrétaire général de la société des anciens bagnards politiques. Ce Letton avait été exclu dès 1927 dans l'affaire de l'imprimerie. Il était déporté avec sa femme, Revekka Ashkenazi, et leur fille.

Il y a une semaine, je t'ai envoyé un paquet de journaux étrangers. Je les ai envoyés sous forme de paquets, car il y en avait beaucoup. Je n'ai pas envoyé de journaux []³⁶ car tu devais me faire savoir lesquels il fallait t'envoyer. Mais, malgré cela, je les aurais expédiés quand même si je n'étais pas tombé malade entretemps. N'ayant pas de lettres de toi, je me suis demandé si, d'une manière générale, mes lettres et mes journaux t'arrivaient. C'est pour cela que j'ai posé la question sur ton état de santé.

Je t'envoie aussi le télégramme pour le 1^{er} mai. J'en ai envoyé à tous les amis y compris Grüns[tein], Rafail, Sermuks, et El[tsine].³⁷ Mais moi, je n'en ai reçu que d'Ichtchenko, Mratchkovsky, Belob[orodov], Préob[ra]jensky]. J'en ai également reçu de Sapronov et d'Ok[oudjava] auxquels j'ai répondu.

Entretemps, j'ai reçu des lettres d'Iv[an] Nik[ititch Smirnov], de Kasparova, de Smilga, de Rafail (un télégramme), de Sermouks, de [], de V[ratchev]³⁸ et des autres (je n'ai rien eu de Karl [Radek], de même que de P[] M[]). J'ai télégraphié à Karl à l'occasion du 1^{er} mai en le priant de m'écrire. J'ai reçu également une lettre de Préob[ra]jensky] que tu as reçue aussi. Le sens de ma réponse ; « Wait and see ». Il y a plus de dix jours que la malaria m'a lâchée et ma santé s'est rétablie. J'ai été malade pendant un mois, je ne peux pas dire que la fièvre me « secouait », car elle avait une forme originale, « astrakhanienne ». La température ne dépassait pas 37°5. Pendant assez longtemps, j'ai cru avoir la grippe et ne prenais pas de quinine, c'est seulement après avoir consulté un professeur d'ici qui a constaté une importante enflure du foie (4 cm) que j'ai commencé à me traiter systématiquement à la quinine. Je n'avais pas arrêté complètement mon travail, je m'affaiblissais et j'étais obligé de limiter mon travail aux matinées.

Pendant trois semaines, j'ai travaillé assidûment sur le rapport concernant la situation de l'éducation nationale dans la région d'As-trakhan. Tout ce temps, il m'était impossible de faire autre chose et je n'avais même pas le temps d'écrire des lettres. Aujourd'hui au moins je suis au courant de la situation dans la région et dans une certaine mesure dans toute l'Union soviétique. Cela va mal. Une grande partie des dépenses n'est pas productive. Si l'on tient compte des chantiers de construction scolaire (ou plutôt de leur absence) de même que du manque de fournitures scolaires, d'équipements, de livres de classes convenables et d'ensei-

36. Un mot non déchiffré.

37. Rafail était le nom de parti de Farbman, ex-membre du C.C. ukrainien, puis de l'Opposition ouvrière. N.I. Sermuks et V.B. Eltsine avaient été secrétaires de Trotsky.

38. De tous ces correspondants, seuls Aleksandr G. *Ichchenko* et I.Ia. *Vratchev* étaient de la génération de 1917. S.V. *Mratchkovsky* (1883-1936), A.G. *Beloborodov* (1891-1938), T.V. *Sapronov* (1887-1939), M.N. *Okoudjava* (-1938), I.N. *Smirnov* (1880-1936), V.S. *Kasparova*, I.T. *Smilga* (1892-1938) étaient ce qu'on appelle de « vieux-bolcheviks ».

gnants assez qualifiés, l'efficacité des dépenses se trouve fortement diminuée (l'état de santé des enfants est mauvais, mauvaise aussi la situation des enfants des pauvres, etc.).

A[leksandra] G[eorgievna] est ici depuis trois semaines déjà. Elle va rester jusqu'à la fin mai. Sa santé est meilleure. J'ai commencé par la mettre au « régime » de lecture de Don Quichotte. Aujourd'hui (elle l'avait lu il y a très longtemps) ce livre lui a fait une impression grandiose. C'est un livre génial.

Le temps chez nous est beau. Ce n'est pas encore la grosse chaleur. Nous attendons les inondations. De Moscou, j'ai reçu un fusil, mais je n'ai pas pu m'en servir car il est arrivé en retard et de plus je n'ai personne avec qui aller à la chasse, de même qu'à la pêche, dont c'est la saison en ce moment.

Ma fille m'écrit que Sérioja est déjà parti chez vous.

A[leksandra] G[eorgievna] et moi embrassons tout le monde.

Ton Khristian

P.S. Maintenant, je t'enverrai les journaux régulièrement.

Astrakhan, le 18 mai 1928

Cher Ami,

J'ai répondu à votre télégramme reçu il y a trois jours. Toi, tu as probablement déjà reçu ma lettre du 10 mai, ainsi que les journaux étrangers (un colis) presque pour un mois. Pour le moment, et jusqu'à nouvel ordre, je me suis débarrassé de ma malaria. La maladie m'a un peu fatigué, je ressens le besoin d'un congé et d'un traitement, mais j'ignore si j'arriverai à entreprendre quelques démarches pour les obtenir et je ne sais même pas si j'essaierai.

L'étude de l'énorme dossier sur l'éducation nationale dans la région d'Astrakhan m'a pris beaucoup de temps et de forces, de même que la rédaction du rapport qui a pris les proportions d'une brochure de quatre pages imprimées. Je doute fort qu'il y ait quelque'un pour lire autre chose que les conclusions et les propositions.

D'Iv[an] N[ikititch] à qui j'ai écrit une longue lettre, il y a plus d'un mois, et pour le 1^{er} mai envoyé un télégramme (comme à tout le monde), je n'ai pas eu de réponse. Il est possible qu'il ait réussi à aller à Tiflis consulter un médecin (il ne supporte pas une altitude de 2000 mètres à cause de son cœur). Je reçois régulièrement des lettres de Kasparova et aussi de Belob[orodov]. J'ai répondu à Préobrajensky par une longue lettre de 16 pages. J'ai été amené aussi à écrire sur le même sujet à Belob[orodov] qui a remarqué justement cet aspect de la crise dans le parti et dans le pays qui a tout particulièrement attiré mon attention.

N'ayant pas la possibilité de recopier, je résume aussi brièvement que possible mes idées essentielles :

1. Prébaj[ensky] avait noté en exagérant énormément leur importance, les nouvelles mesures politiques prises à l'égard de la campagne et du koulak. Il a laissé de côté des séries de processus scandaleux qui sont des symptômes d'une grande importance de la désagrégation qui s'est emparée du parti, des syndicats et du pays lui-même.

2. On ne peut porter une appréciation juste que si l'on aborde la situation, très complexe dans le parti et au-dehors, du point de vue politique. Toute autre approche risque de laisser de côté 9/10 de faits authentiques. La seule façon juste d'aborder le problème est de le faire de façon politique : il ne s'agit pas de faire de la philosophie de l'histoire, mais de mettre en lumière et de corriger les erreurs qui ont conduit à la situation actuelle.

Lénine avait déjà signalé que, pour faire une appréciation globale, il faut avoir une attitude politique, puisque la politique n'est rien d'autre que de l'économie à l'état concentré.

3. Quant à la question des *méthodes de direction* par les dirigeants au sommet du parti, du parti lui-même, des syndicats et de l'appareil d'Etat, elle devient d'une importance primordiale. Sans des méthodes de direction correctes, c'est-à-dire sans les méthodes communistes et prolétariennes, il est impossible de trouver une ligne de conduite la plus juste dans les différentes branches d'activité politique et publique (industrie, agriculture, politique commerciale, Internationale communiste, politique extérieure), sous ce rapport, même notre ligne (la ligne de l'Opposition) aurait pu avoir une importance, comme une ligne *relativement* correcte. Mais si, par hasard, (en prenant appui sur la connaissance des faits et sur les thèses marxistes-léninistes irréfutables), on peut avoir une ligne de conduite correcte, cette ligne, en présence des méthodes incorrectes, sera faussée et mènera la direction du parti et de l'appareil de l'Etat (et des syndicats) aux résultats diamétralement opposés (pseudo-coopératives au lieu de coopératives — et koulkhozes³⁹ au lieu de kolkhozes (c'est de la *Pravda*). Rien qu'en Ukraine, on a dissous plus de 1500 pseudo-coopératives de koulaks qui avaient 1000 tracteurs.

4. La cause de tout cela est l'oubli, par nos dirigeants au sommet, de l'enseignement de Lénine sur l'Etat en général et sur la dictature du prolétariat en particulier, bien que cet enseignement soit au cœur du bolchevisme et représente l'aspect du marxisme que Lénine lui-même considérait comme la contribution la plus importante de Marx et qu'il développa lui-même par la suite.

5. Le rôle de la dictature du prolétariat consiste à briser l'appareil de l'Etat bourgeois tsariste et bureaucratique. Cela signifie qu'il ne s'agit pas

39. Jeu de mots intraduisible, puisque dans le mot « koulkhoze », koul fait référence à « koulak » (paysan aisé).

seulement de remplacer la bureaucratie par le centralisme des soviets ; les anciens fonctionnaires tsaristes issus de la noblesse, du clergé et de la paysannerie aisée, par les ouvriers et les paysans (des classes pauvres et moyennes), mais il s'agit d'extirper les vieilles *habitudes* : le centralisme de l'appareil, le formalisme, la bureaucratie, le manque d'attention pour les intérêts des masses, le manque de respect pour les travailleurs, l'abus de pouvoir, la violence, la grossièreté, la corruption, les pots-de vin.

La dictature prolétarienne est également sans pitié pour les pratiques de la démocratie bourgeoise parlementaire, dans laquelle les abus, les violences et la corruption se présentent sous couvert de « démocratie électorale » et de « liberté de parole », où la force brutale du gendarme tsariste prend les formes des procédés « parlementaires ». Ces procédés, truquage des faits en coulisses, intrigues, truquage des élections, mainmise sur la presse par les cliques et les groupes oligarchiques, la dépossession des travailleurs de leurs droits, de l'utilisation de tout ce qui donne à la bourgeoisie la possession du capital, de l'appareil d'Etat, de la presse, de l'école, etc.

6. En détruisant l'appareil et les pratiques de l'ancien Etat, aussi bien démocratique qu'absolutiste (en ce qui concerne la Russie, le rôle de la dictature du prolétariat est de ne pas permettre que les institutions électives s'accompagnent des pratiques pseudo-démocratiques), la dictature du prolétariat cherche à éduquer et développer des habitudes dignes d'une « démocratie ouvrière consciente », pour rapprocher l'appareil, le fondre même avec les masses travailleuses. Cette forme nouvelle et supérieure du gouvernement d'un Etat apparaît à son tour elle aussi comme provisoire, puisque l'Etat lui-même, avec la disparition de la lutte des classes, disparaît à travers l'extinction graduelle de ses fonctions.

7. Dans la mesure où, pendant une période indéterminée (situation difficile à l'intérieur du fait de l'existence de l'économie capitaliste privée, de la Nep et de l'environnement capitaliste à l'extérieur), la dictature du prolétariat se réalise à travers le parti, il appartient à ce dernier d'assumer tous les problèmes cités ci-dessus et concernant aussi bien l'ancien Etat que le nouvel Etat soviétique.

8. Lénine avait déjà attiré l'attention sur les conditions élémentaires dont le parti doit tenir compte en dirigeant les masses ouvrières et les travailleurs en général pour aider à ce qu'elles soient effectivement la direction de l'avant-garde révolutionnaire : le parti doit être proche des masses, il doit même fusionner avec elles. Il doit tenir compte de ce qui se passe dans les processus économiques objectifs, de ce que les ouvriers pensent, et vérifier sa ligne sur le mouvement révolutionnaire réel et aussi sur le mouvement réel des masses.

Dans les conditions de la dictature du parti, un pouvoir gigantesque se trouve concentré entre les mains de la direction, un pouvoir qu'aucune organisation politique n'a jamais connu dans l'histoire. C'est pour cela

qu'il faut plus que jamais préserver des méthodes de direction communistes et prolétariennes, car toute déviation, toute hypocrisie se répercutent sur l'ensemble de la classe ouvrière et de la République.

10. Nous, je veux dire les membres dirigeants, avons été obligés d'étendre progressivement l'attitude négative de la dictature du prolétariat à l'égard de la pseudo-démocratie bourgeoise à ces garanties élémentaires de la démocratie consciente sur lesquelles le parti est fondé et au moyen desquelles il faut diriger la classe ouvrière et l'Etat lui-même. Au contraire, sous le régime de la dictature du prolétariat, alors que — comme indiqué plus haut — un pouvoir sans précédent est concentré entre les mains des dirigeants au sommet, violer cette démocratie est un grand mal et une lourde faute.

11. Lénine nous a déjà mis en garde contre la contamination de notre Etat ouvrier par les « déformations bureaucratiques ». La crainte de voir le parti lui-même contaminé par ces dernières l'a toujours inquiété, jusqu'aux dernières minutes de sa vie. Il a plus d'une fois répété ce que devaient être les rapports entre la direction et le parti, entre le parti, les syndicats et les masses laborieuses (« courroies de transmission » — *Pravda*). Souvenons-nous de ses vives protestations contre les actes de brutalité (contrainte physique, etc.), les manquements de la part de certains dirigeants, à première vue anodins et qui expliqueraient mal l'indignation de Lénine si on ne gardait précisément en vue son désir de maintenir dans le parti d'autres méthodes de direction. Souvenons-nous de son appel passionné en faveur de la culture (lutte contre les mœurs asiatiques) et finalement de tout ce qu'il projetait au moment où il créa la commission centrale de contrôle.

12. Du vivant de Lénine, l'appareil du parti n'avait pas le dixième du pouvoir et de la puissance dont il dispose aujourd'hui (sa croissance a été énorme) et c'est pourquoi tout ce que Lénine redoutait tellement est devenu des dizaines de fois plus dangereux.

13. L'appareil du parti a été contaminé par les déformations bureaucratiques de l'appareil de l'Etat et par toutes les déformations engendrées par la fausse démocratie parlementaire bourgeoise. Il en résulte une direction qui, à la place de la démocratie consciente du parti, donne :

a) Une falsification de la théorie léniniste dont on se sert pour consolider la bureaucratie du parti.

b) Un abus de pouvoir lequel, vis-à-vis des communistes et des ouvriers, dans les conditions de la dictature du prolétariat, ne peut que revêtir des proportions monstrueuses.

c) La falsification de toute la mécanique électorale.

d) L'emploi dans la discussion de méthodes dont le pouvoir bourgeois et capitaliste se glorifie peut-être, mais pas un parti prolétarien (sifflets, jets d'objets divers à la tribune, etc.).

e) L'absence d'esprit d'équipe, de bonne camaraderie dans les rapports, etc.

14. Résultats: isolement de la direction dans le parti, isolement du parti, tombé dans une véritable léthargie, au sein de la classe ouvrière; rupture de cette dernière avec l'avant-garde révolutionnaire du parti; influences exercées par certains spécialistes (malgré leur petit nombre), originaires de la couche petite-bourgeoise du parti, rendues possibles à cause de l'isolement et du silence du sommet; corruption des membres du parti (l'affaire des mines en témoigne). Il faut tenir compte de toutes ces données si l'on veut comprendre quelque chose à la situation actuelle.

Nous avons cru et nous continuons à croire en la possibilité d'un redressement du parti. Si, dans la situation actuelle, nous ne sommes pas en mesure de l'aider de façon active, nous ne devons pas lui nuire, c'est-à-dire le gêner dans son redressement de l'intérieur sous la pression des masses laborieuses. Dans la résolution concernant l'affaire des mines, on a reconnu une grande sensibilité révolutionnaire et une conscience de classe chez les travailleurs. Quant au parti, la résolution y constate l'« affaiblissement » de l'un et de l'autre.

La proposition de Préobraj[ensky]. Non seulement ils sont contaminés par les tendances oligarchiques (ils ignorent tous les exclus et préféreraient faire figurer la signature d'une dizaine de camarades à la suite des leurs). Cela, de façon flagrante, à l'encontre de l'objectif fixé et ils font ainsi échouer les efforts du parti lui-même en vue de son amélioration.

Quant à la []⁴⁰ ligne et à l'« auto-critique », je les ai soumis dans ma lettre à une analyse séparée. Je donne ici environ le quart de ma lettre à Préobrajensky.

Je n'ai pas d'autres nouvelles à te communiquer, car je n'en ai pas moi-même. Je sais seulement que l'on a autorisé Radek à s'installer à Tomsk, Smilga à Minoussinsk. Le silence de Radek et son télégramme dans la *Pravda* ne sont pas tout à fait fortuits (je pense à sa lettre et à son mea-culpisme). Mais il est possible que ça n'aille pas plus loin.⁴¹ A la fin du mois Al[eksandra] Georg[ievna] retourne à Moscou. Elle écrit séparément à Natal[ia] Ivanovna. J'embrasse fort tout le monde. Je t'envoie un paquet de journaux. Le 1^{er} mai, j'ai reçu un télégramme de félicitations d'un groupe de travailleurs de Neglinka de Moscou.

Astrakhan, le 27 mai 1928

Cher Ami,

Si tu as bien reçu ma lettre dans laquelle je résumais (quoique pas assez clairement peut-être) ma réponse à Evgenii Aleksandrovitch, la

40. Un mot non déchiffré.

41. Le reflux de Radek marqua en effet un temps d'arrêt pendant l'hiver 1928-1929, pour aboutir à sa capitulation en juin 1929, avec Smilga et Préobrajensky.

raison de la réserve que j'ai formulée dans mon télégramme par rapport à un accord de principe doit être tout à fait claire pour toi à présent.

En tout premier lieu, je place les méthodes de direction dans les partis, la classe et l'Etat. Plus j'observe notre vie dans le parti et dans l'Etat, et plus j'étudie Lénine, plus j'en viens à cette conclusion. « Le régime de parti » (pour moi le sens de ces termes a une signification beaucoup plus large, et c'est pourquoi je n'aime pas les utiliser), donc « le régime de parti » auquel on a consacré dans la plate-forme une place égale aux autres sections, doit en fait occuper la tout première place. Ce n'est qu'ainsi que l'on peut saisir l'ensemble du problème : celui de l'extérieur comme celui de l'intérieur, ceux de l'Internationale communiste, du parti, du secteur privé, de l'Etat, de l'agriculture, de l'industrie. Il est évident qu'il ne me vient même pas à l'idée de nier que le « régime de parti » est aussi un produit dérivant de telles ou telles mutations au sein des classes sociales. Mais le problème des méthodes de direction prend une signification particulière du fait même qu'il s'agit là d'un domaine où notre action créatrice peut, jusqu'à un certain point, être mise en pratique plus facilement. Et cela, parce que, là, tout dépend de nous, ou, tout au moins, dépend plus de nous — le parti — que dans tous les autres domaines. En second lieu, parce que, comme je l'expliquai dans ma lettre à Préobrajensky, ces méthodes sont la condition préalable pour pouvoir élaborer et appliquer une politique juste sur toutes sortes de questions.

Voici comment je m'imagine à peu près la déclaration à l'Internationale communiste (ce sont là évidemment quelques idées de base) :

« Au moment de notre déclaration au XV^e congrès du parti, nous avons dit que, bien que nous nous trouvions en dehors du parti, nous ne considérons pas que nous sommes déliés de nos obligations en tant que communistes. Nous continuons donc, de nos lieux de déportation, à suivre avec le plus grand intérêt la marche effectuée par le parti et l'Internationale communiste. Nous sommes par conséquent prêts à faire tout notre possible et à prêter tout notre concours à toute entreprise conduisant, sans grands bouleversements, à l'assainissement du parti et de l'Internationale. De ce fait nous soutenons sans réserve toutes les actions entreprises par la direction du parti et par le comité exécutif de l'Internationale communiste pour orienter le parti, l'I.C., la classe ouvrière et l'Etat soviétique dans la vraie voie tracée par Lénine. Nous considérons cependant que notre devoir de communistes est de déclarer que les démarches entreprises nous paraissent insuffisantes et vouées à l'échec si le parti ne tire pas toutes les conséquences des tristes expériences de ces dernières années et tout particulièrement de ces quatre derniers mois.

Les dangers qui menacent l'édification du socialisme et qui proviennent du capital privé, surtout du koulak — opposition déjà clairement signalée — ont entraîné une aggravation des tensions internes dans le parti, ainsi que des luttes fractionnelles. Ils sont à présent reconnus par la plupart — ou tout au moins une partie importante — des membres du parti et de sa direction. Cependant, la politique d'isolement du koulak, ainsi que l'organisation des kolkhozes, et surtout

la politique économique soviétique dans son ensemble — la seule politique qui puisse garantir à l'Etat une liberté de manœuvre en matière d'approvisionnement — ne peuvent néanmoins être réalisées sans le concours *actif* des paysans pauvres et leur *organisation*. Car cette politique serait alors privée de ses bases politiques fondamentales et elle n'aurait pas davantage les conditions économiques nécessaires sans une accélération du rythme de l'industrialisation du pays (la thèse de Préobrajensky, la tienne et mon complément sur l'organisation de la pauvreté). Il reste la principale question, celle à propos de laquelle le parti n'a pas encore donné d'explication. Pourquoi des erreurs aussi grosses ont-elles été commises dans notre politique à la campagne ? Et pourquoi a-t-il fallu deux crises aussi effroyables pour en comprendre les raisons, même partielles ? Crise du parti, d'abord, dont le résultat fut l'expulsion de milliers de léninistes, suivie de la déportation d'un certain nombre d'entre eux. Crise économique ensuite, avec l'effondrement de l'approvisionnement, effondrement que seuls les fractionnistes et opportunistes endurcis peuvent attribuer au fait que l'attention du parti était tout entière absorbée par un soi-disant débat dans le parti, ou encore à des erreurs accidentelles de l'appareil. Une crise enfin qui menaçait d'incalculables fléaux l'économie et la politique du pays (mécontentement provoqué par la faim dans les villes, chute de l'activité industrielle, rupture ou effondrement du monopole du commerce extérieur) ?

Pourquoi enfin le parti a-t-il été amené à une situation telle que, pour protéger le pays d'une catastrophe imminente, il ait dû mettre à exécution et en revenir aux mesures administratives du communisme de guerre — vider non seulement les granges des koulaks, mais aussi les sacs des paysans pauvres, tout en proférant des menaces contre la campagne de semailles et contre l'union entre le prolétariat et les paysans ?

Tout cela a été le résultat des méthodes fausses de direction, causées par le peu de cas qu'on faisait de l'enseignement de Lénine sur les tâches de la direction du parti et la conduite du parti lui-même, en tant que dictature prolétarienne, à l'égard des ouvriers et des masses laborieuses. Résultat aussi du développement du bureaucratisme soviétique et de sa pénétration dans l'appareil du parti lequel, au fur et à mesure qu'il grandissait, était contaminé par les pires habitudes du fonctionnarisme et de la pseudo-démocratie parlementaire, aux dépens de la véritable démocratie ouvrière.

Conséquence inéluctable de tout cela : la direction du parti s'est trouvée isolée du parti lui-même et s'est transformée en un appendice de l'appareil, lequel, à son tour, d'éducateur, s'est changé en « commandant ». D'où l'isolement du parti vis-à-vis de la classe ouvrière, qui va de pair avec la décomposition interne des membres du parti eux-mêmes. D'où également l'accès dans le parti des exigences spécifiques et petites bourgeoises des Nepmen. Lénine enseignait que seule la pratique d'actions révolutionnaires et celle de mouvements de masses pouvaient servir à vérifier la théorie révolutionnaire du marxisme-léninisme. Mais un tel contrôle est devenu impossible à la suite de la bureaucratisation et ce n'est que lorsque l'aggravation des contradictions de classes aboutit à des conflits ouverts que nous commençons à nous rendre compte, et encore, seulement en partie, de nos erreurs. Ainsi, contrairement à la règle qui dit que diriger, c'est prévoir, nous découvrons qu'il n'y a aucune prévision et que ce n'est qu'à la suite des calamités que nous avons commencé à chercher à tâtons les voies correctes de Lénine.

Un des maux les pires a été la pénétration de ces mêmes méthodes dans la direction de l'I.C. et des P.C. étrangers. Ces derniers, dans leurs luttes spontanées contre l'impérialisme sont placés dans des conditions bien meilleures que le P.C.R. (b) pour conserver la ligne de classe prolétarienne. Tandis que le P.C.R. (b), qui ne représente pas seulement le parti du prolétariat, mais aussi le parti dirigeant du premier Etat soviétique, se développe dans des conditions internationales et intérieures extrêmement dures et est soumis à des influences non-prolétariennes et mêmes anti-prolétariennes. Ces partis étrangers auraient donc pu jouer un rôle de facteur modérateur et corriger parfois les évaluations erronées de notre parti. Mais ils ne l'ont pas fait et leur prestige n'a fait que servir de couverture aux fautes commises par notre appareil.

Le glissement à gauche de l'I.C., dont les résultats positifs se sont manifestés lors des élections en Allemagne, ne peut cependant être durable s'il n'y a pas de changement dans l'I.C. ainsi que dans chacun de ses partis, en particulier dans les méthodes de direction et si l'ensemble de la masse du parti n'est pas *effectivement* entraînée dans le travail et la direction des partis. Ce n'est que de cette manière, d'ailleurs, qu'on pourra écarter ce qui, à première vue, semble paradoxal — mais qui est en fait parfaitement explicable par la perversion bureaucratique de la direction du parti. Il s'agit du phénomène suivant : alors que l'intérêt à l'égard du parti communiste grandit dans le prolétariat et que se multiplient aussi de façon considérable les votes en sa faveur, le nombre des membres des P.C., lui, augmente lentement ou même ne bouge pas, voire diminue.

La menace d'une coalition impérialiste générale contre l'Union soviétique n'a jamais été aussi forte qu'au cours de ces dernières années (mais aussi en ces derniers mois). Par la voie du traité de Locarno et autres traités de « non-agression », etc., par celle des accords industriels et de l'élimination, quoique provisoire, d'une série de contradictions politiques, économiques, entre les Etats capitalistes, les efforts de l'Angleterre en vue de constituer un bloc anti-soviétique se trouvent facilités. Jamais non plus l'étroite dépendance mutuelle entre l'Union soviétique, premier Etat prolétarien et le mouvement ouvrier révolutionnaire mondial n'a été aussi apparente et aussi convaincante. Les erreurs commises chez nous dans le domaine du parti et de la construction socialiste se répercutent inévitablement dans la politique de l'I.C. et *vice versa*, c'est-à-dire qu'en retour, la politique fautive de l'I.C. se répercute elle aussi sur la politique de notre parti et celle de notre Etat.

Les aventures insensées du genre de l'Esthonie, de la Bulgarie,⁴² sont un produit direct de l'action de la bureaucratie et de l'ignorance quant à l'interprétation de la situation révolutionnaire en Allemagne et en Chine⁴³ : elles pèsent d'un tribu lourd et identique sur le mouvement ouvrier et facilitent ainsi la tentative d'encercler l'Union soviétique ».

42. Rako fait allusion ici à deux épisodes tragiques de la ligne « gauchiste » de l'I.C. sous l'impulsion de Zinoviev après le fiasco allemand de 1923. L'I.C. avait en effet préparé un véritable putsch en Esthonie : son échec, le 1^{er} décembre 1924, marqua le début d'une sanglante répression. En Bulgarie, en 1925, le P.C. s'était engagé dans une alliance avec les terroristes macédoniens et un certain nombre d'attentats à la bombe.

43. L'Opposition de gauche pensait en revanche que les situations révolutionnaires d'Allemagne en 1923, de Chine en 1927, avaient été perdues par une politique « opportuniste » de l'I.C.

Je le répète, je n'ai pas l'intention d'écrire une thèse, mais seulement de répondre, de mon point de vue, à la thèse sur l'arrêt de la révolution internationale. Toutefois, il faut souligner, ici aussi, le côté subjectif de ce moment car, sur le plan objectif, tu ne soutenais pas, toi non plus, que la ligne juste en Allemagne et en Chine aurait pu conduire indiscutablement à la révolution. Tu soutenais seulement que cette ligne n'aurait pu que la rendre plus aisée, pour autant que cela dépendait de nous.

« Nous avons toujours compris à quel point la lutte fractionnelle était dangereuse pour le parti, la classe ouvrière, l'I. C. et l'Union soviétique. Aussi bien chez nous qu'à l'étranger, nous nous sommes toujours opposés à un deuxième parti (se référer à la directive du 15 janvier), car cela n'aurait pu que faciliter l'action de nos ennemis. Cependant la lutte fractionnelle a été le résultat direct des méthodes erronées employées par la direction du parti et de l'élimination effective de toutes les garanties incluses dans les statuts du parti et qui sont la condition même de l'existence du parti communiste en tant que parti de la classe ouvrière.

Seul le rétablissement d'un régime normal dans le parti et le respect de ses statuts écartera le danger du fractionnisme.

Nous sommes prêts à collaborer avec le comité central pour atteindre ce but après avoir repris notre place dans les rangs du parti, etc. »

Voilà à peu près le sens de ce que j'estimais devoir être dit. Ce n'est peut-être pas tout. Tout cela évidemment avec calme, sans arrogance ni colère — je ne pense pas que cette colère existe même parmi nous, les camarades qui souffrent le plus d'être déportés et qui, plus que les autres, avons été soumis à toutes sortes d'épreuves, mais aussi, sans hypocrisie.

Je ne cache pas les difficultés que comporte l'élaboration d'une telle allocation. Elle n'aurait de sens que s'il s'agissait d'une action collective et non d'une ou deux dizaines de camarades. De plus, il faudrait qu'elle soit très sérieusement et profondément étudiée, et qu'on étudie aussi l'expérience des quatre derniers mois.

**

J'ai reçu une carte postale d'Iv[an] Nik[ititch] mais il ne me dit pas ce que sa famille a fait savoir de Moscou — qu'on l'autorise à partir se faire soigner (où, je ne sais pas exactement).

Je n'ai pas reçu d'autres lettres ces derniers temps, excepté un télégramme de Smilga et de Netchaïev m'informant qu'ils désapprouvent la proposition d'Ev[genii] A[leksandrovitch]. Ah, j'ai oublié; j'ai reçu une carte de Sopr [] et Rosengaus⁴⁴ (ce dernier me demande ce que je sais du télégramme de Radek sur le Leninbund⁴⁵). Dans certains milieux, on

44. Nous ne savons pas qui est « Sopr ». Ilya Rosengaus, un homme jeune, de Kharkov, avait été un des dirigeants de l'Opposition en Ukraine.

45. Le Leninbund était l'organisation des « gauches » allemands exclus du parti et dont

répand le bruit qu'il est en train d'écrire une « déclaration ». Mais d'après la lettre de Kasparova, il ressort qu'il s'oriente vers la rédaction d'un livre, à Tomsk, pendant deux ou trois ans. Je n'ai rien reçu de lui. Tania [Miagkova] a reçu de Rosengaus le texte de leur protestation contre la déportation de deux de leurs camarades d'Iénisséïsk vers des « sales trous ». Ils ont demandé qu'on se joigne à eux. J'ai écrit une lettre au comité central, mais en faisant part de mes raisons et de mes déductions. La semaine prochaine, A[leksandra] G[eorgievna] va repartir. Je continue à beaucoup travailler, ayant repris Saint-Simon pour gagner un peu d'argent. Pour autant que cela dépende de moi, j'irai pour un mois et demi à Kislovodsk en juillet. Il faut absolument que je me soigne. Ici les grosses chaleurs et la poussière ont commencé. Les accès de malaria ne se sont pas reproduits, mais j'ai parfois des maux de tête (une fois, cela a duré trois jours d'affilée) et je me demande si ce n'est pas là aussi une des formes de la malaria. Depuis le 1^{er} mai, je ne reçois plus *L'Humanité* ; j'ai fait le nécessaire pour renouveler l'abonnement. Ainsi, en attendant, demain je t'enverrai seulement les journaux allemands et anglais.

Nous vous serrons tous dans nos bras.

Ton Khristian

P.S. Je t'envoie ma lettre, mais si tu le jugeais utile, tu peux la faire suivre aux camarades.

P.S. J'écris séparément à Ljova, en le priant de me faire parvenir une copie de ma lettre sur les relations anglo-américaines. Ce serait magnifique si des complications survenaient entre les Américains et les Japonais. Bien que Tanaka⁴⁶ ait les mains qui le démangent, il finira par accepter un quelconque compromis avec les Américains.

Les Anglais, eux, se taisent, poursuivant en douce leurs affaires. Au cours de 1925-1927, les Japonais sont parvenus à les évincer sérieusement du marché chinois. A présent les Anglais vont s'efforcer de rattraper le temps perdu. Le fait que le conflit entre le Japon et la Chine traîne en longueur leur est même politiquement favorable.

Astrakhan, 2 juin (1928)

Cher Ami,

J'étais très pressé en t'écrivant ma dernière lettre et j'ai omis un point capital [],⁴⁷ en plus, je n'ai pas eu le temps de répondre à ta lettre.

l'orientation était proche de celle vers un « nouveau parti ». Radek avait télégraphié qu'il se désolidarisait de leur candidature aux élections contre le parti.

46. Giichi, baron *Tanaka* (1863-1929) était depuis l'année précédente premier ministre du Japon après avoir été sous-chef d'état major général.

47. Un mot non déchiffré.

Aujourd'hui encore, je suis obligé de me dépêcher à cause du départ d'A[leksandra Georgievna] à qui je voudrais confier le transport d'une partie de mon travail en Union soviétique. C'est pourquoi je me limiterai à l'essentiel. Tout d'abord, bien que l'idée soit tout à fait claire dans le contexte, il me semble qu'il faut tout particulièrement souligner et développer l'idée que, sans le concours actif du prolétariat, c'est-à-dire sans une ligne juste dans le problème ouvrier, la mise en pratique de la ligne léniniste dans les campagnes est impossible.

Je reviens à ta lettre. Je te comprends et je partage tout à fait ton point de vue qu'aucune politique intérieure n'y fera rien, « sans une orientation juste et intransigeante de la révolution prolétarienne internationale », « sans une orientation internationale appropriée et largement conçue ».

Lénine avait déjà défini notre révolution comme le résultat d'une expérience théorique et révolutionnaire du mouvement prolétarien international qui s'ajoutait à l'expérience russe de 1905 et il ne l'avait considérée que comme le premier acte de la révolution prolétarienne internationale. Puisque, sans cette dernière, le capitalisme aurait fini par nous étouffer et le rôle historique de la dictature du prolétariat en Russie se serait réduit à ce qu'attendaient de lui Oustrialov⁴⁸ et compagnie, c'est-à-dire qu'en notre qualité de jockeys nous « entraînerions » le cheval lequel serait monté par le capitalisme russe « américanisé » (je crois qu'il serait tout à fait logique d'expliquer la défaite de l'Opposition, de même que toutes nos difficultés à l'intérieur du parti et du pays, par une énorme poussée des forces mondiales, surtout entre 1925 et 1928).

Je le répète : je considère que c'est une donnée historique indiscutable, mais elle n'explique pas encore les erreurs, la politique fautive, la surestimation de certains faits, la sous-estimation d'autres.

Puisqu'il s'agit du mode de direction des partis de l'Internationale communiste, je dois rechercher ici les causes objectives qui sont à l'origine de la ligne de conduite erronée de la politique de l'I.C. et de sa politique intérieure.

Causes objectives : un relatif équilibre entre l'Union soviétique et les pays capitalistes depuis la fin de 1923 jusqu'à la rupture avec l'Angleterre (déjà, depuis l'arrivée au pouvoir des forces conservatrices alliées, la situation a tourné à notre désavantage ; la révolution chinoise retarda la rupture qui se produisit après la défaite).

Causes objectives internes : chez nous — une période de relèvement économique réussie, avec un relatif équilibre entre les forces socialistes et

48. Nikolai V. Oustrialov (1890-1937?), juriste et dirigeant cadet émigré, leader des « sménavekhistes » avait salué la Nep comme le début d'un retour pacifique au capitalisme. Revenu en U.R.S.S. il était la bête noire de l'Opposition de gauche.

l'économie privée capitaliste. La révolte des koulaks, sans effusion de sang, à la fin de 1927 a démontré et confirmé ce que disait l'Opposition, c'est-à-dire qu'à l'intérieur même du pays, l'équilibre était déjà rompu à notre détriment. La surestimation de l'équilibre et la sous-estimation des forces de l'adversaire nous concernent directement, car ils sont dûs à un changement à l'intérieur du parti même. Or ce changement est devenu possible à la suite de sa bureaucratisation, de sa rupture avec les masses laborieuses et de l'application des méthodes erronées dans la direction du parti, des syndicats et du pays même.

Evg[eni] Alek[sandrovitch Préobrajensky] m'a répondu par une longue lettre, dans laquelle il affirme que j'ai raison, que « la situation dans notre appareil d'Etat et dans notre appareil du parti exige une réflexion relative à toutes ces questions, basée sur l'enseignement marxiste-léniniste sur l'Etat ». Il est en train de travailler à une brochure dont le titre est *Les Succès et les Echecs dans l'édification du socialisme en U.R.S.S. pendant les années de la dictature*, il y aura un chapitre « La Bureaucratie socialiste ». Il estime toutefois que mon point de vue est « subjectif ». Voilà de quoi il est question : le conflit avec le koulak est un fait objectif, qui continuera de se développer et d'influencer le parti lui-même. Mais le développement de ce conflit dans un sens ou un autre dépend du rapport avec lui, puisqu'il s'agit, soit d'une capitulation complète devant lui, soit, ce qui est pire encore, du retour à la situation ancienne, soit enfin à la lutte contre lui jusqu'à la victoire finale — cela dépendra du parti. Il est impossible d'éviter le « subjectivisme ».

Il me semble t'avoir déjà écrit en son temps, à l'occasion d'un article paru dans la *Pravda*, où l'auteur prétend que, si le parti n'arrive pas à faire le point et à tirer des conclusions appropriées concernant aussi les autres domaines, le « nouveau » cours ne sera qu'un coup d'épée dans l'eau.

Deux mots encore au sujet de notre éventuelle déclaration : elle doit dire la vérité et exprimer en même temps notre désir sincère et ardent de revenir dans le parti pour lui prêter tout notre concours dans la conduite de sa politique actuelle.

Il n'existe aucun indice que la direction du parti ait le même désir, et il existe plutôt des indices en sens contraire. Cela ne doit pas nous empêcher de faire notre devoir vis-à-vis du parti.

J'ai eu des hésitations concernant le destinataire ; les formes constitutionnelles sont en faveur de l'envoi direct au Congrès, qui est l'organe suprême du parti. Ainsi cette circonstance nous y oblige.

Etant donné que notre déclaration doit répondre aux deux exigences mentionnées ci-dessus, elle ne doit pas avoir le caractère d'une récrimination.

A la fin de la semaine prochaine, je te donnerai mon avis sur le projet de programme du Comintern.

La semaine dernière, un de nos « kolonist » de la région (il n'y en a pas d'autres dans la région d'Astrakhan), le camarade Mintz, est arrivé à Astrakhan. A cette occasion, nous avons pris une photo. Je te l'envoie. A propos Tania [Miagkova] t'a écrit. As-tu reçu ses lettres ? J'ai reçu une carte postale de Sérébriakov. Il est tombé malade à Gagra et de nouveau essaie d'obtenir une permission de deux mois pour continuer son traitement. Iv[an] Nik[ititch Smirnov] écrit qu'il a été transféré, personne ne sait où. Je t'envoie aussi les journaux. J'embrasse très fort tout le monde.

Astrakhan, le 14 juin 1928

Cher Ami,

J'ai beaucoup de peine quand je pense à Ninotchka,⁴⁹ à toi et à vous tous. Il y a longtemps que tu portes la lourde croix de révolutionnaire marxiste et aujourd'hui, pour la première fois, tu souffres en tant que père. Je suis de tout cœur avec toi et je regrette seulement d'être aussi loin. Je télégraphierai sans faute à Al[leksandra] Georgievna. Il faut que tes amis puissent te remplacer au moins en partie auprès du pauvre enfant.⁵⁰

En vérité, l'absurdité de nos propres malheurs est insondable. On est souvent étonné de leur ampleur. On t'a probablement parlé des mesures absurdes auxquelles on a soumis tes amis après t'avoir traité de façon aussi saugrenue à Moscou.

Je suis arrivé à l'appartement une demi-heure après ton départ. Dans le salon se trouvait un groupe de camarades, surtout des femmes et au milieu seulement Mouralov. « Qui est ici le citoyen Rakovsky ? » demande une voix. « C'est moi, que désirez-vous ? » — « Suivez-moi ».

On m'a conduit, en passant par le couloir, dans une petite pièce, mais devant la porte on m'a ordonné : « Haut les mains ! ». Et c'est seulement après avoir fouillé mes poches que l'on m'a introduit dans la pièce.

Que cherchaient-ils ? Des armes, des tracts ? On m'a libéré à cinq heures. Ivan Nik[ititch Smirnov], qu'on a soumis à la même procédure que moi, a été gardé tard dans la nuit. Je me suis dit « Ils ont perdu la tête », mais je n'éprouvais pas de haine, seulement de la honte pour nos propres camarades. La lettre de Nina a dû traîner dans leurs bureaux à cause de la lenteur bureaucratique traditionnelle..⁵¹

49. Nina, seconde fille de Trotsky, mariée à Man Nevelson, venait de mourir de tuberculose à Moscou le 5 juin.

50. Nina laissait un enfant.

51. La lettre de Nina annonçant son hospitalisation et la gravité de son mal avait mis plusieurs mois à atteindre ses parents qui avaient reçu à peu près au même moment la nouvelle de sa mort.

Dans ma lettre d'hier concernant le projet de programme du Comintern, j'ai laissé passer deux faits. Le problème concernant le parti ouvrier et paysan est en fait en rapport avec ta lettre précédente. Quant à l'Est, je ne suis pas suffisamment au courant. Je sais qu'en Roumanie, par exemple, pour participer aux élections, le parti communiste, qui n'a pas d'existence légale, se présente sous la bannière du « bloc ouvrier et paysan ». Il va de soi qu'il faut s'insurger énergiquement contre toute tentative de substituer idéologiquement au communisme un nouveau, mais en fait vieux mélange d'idéologie petite-bourgeoise et ouvrière-paysanne. Le projet de programme est une occasion de révéler une telle substitution.

Le deuxième fait que j'ai laissé passer concerne le manque d'analyse et de mise en relief de la situation politique internationale. J'ai déjà souligné que, dans la question des antagonismes anglo-américain et nippo-américain, d'une façon générale, ce sont des antagonismes, pour ainsi dire, historiques, qui, au stade de conflits, se transforment en guerres.

A côté de l'antagonisme entre l'U.R.S.S. et les pays capitalistes, on ne peut pas ne pas mentionner la tentative (avec un succès partiel) d'ajournement des conflits capitalistes internationaux et de concentrer l'attention sur la lutte commune contre nous.

Locarno et la proposition de Kellogg.⁵² Les alliances et les traités de non-agression (le dernier entre la Turquie et l'Italie) qui, par la force des choses, sont dirigés contre nous. L'analyse de cette relative stabilisation politique du capitalisme pour autant qu'il s'agit de l'U.R.S.S., n'est pas faite. Le passage qui concerne la révolution à l'Est, dans les pays capitalistes et semi-capitalistes, souffre peut-être d'être trop schématique, car il y manque l'analyse de la révolution chinoise. Comme elle est très générale, il me semble qu'elle englobe ainsi ton point de vue.

Je suis étonné du peu d'attention que notre presse accorde au chômage. Il m'arrive d'observer que, dans cette masse gigantesque, qui ne cesse d'augmenter et dont les intéressés ne touchent pas d'allocations de chômage et sont réduits à vivre dans la misère (au vrai sens du mot), une certaine désagrégation de l'état d'esprit se dessine. La bureaucratisation, le chômage et l'alcoolisme sont les trois mines qui feront sauter notre édification socialiste si on ne les arrête pas à temps.

Je t'embrasse ainsi que tout le monde.

Ton Khristian

P.S. Ma lettre à Belob[orodov] a été le résumé de ma lettre à Préobraj[ensky]. Ma correspondance avec ce dernier avait continué et je lui avais envoyé encore deux longues lettres sur ce sujet.

52. Frank B. Kellogg (1856-1937), secrétaire d'Etat américain, venait de proposer un traité mettant la guerre hors-la-loi!

Astrakhan le 2 juillet 1928

Cher Ami,

J'ai reçu aujourd'hui de Smilga la copie de sa lettre adressée aux camarades. Elle coïncide avec ton appréciation et la mienne. Je pense que tu l'as reçue aussi. Il est peut-être temps de tirer les conclusions qui en découlent ?

N'ayant pas reçu de réponse, je me suis adressé à Moscou pour demander mon congé. Aujourd'hui j'ai été convoqué au G.P.U. et on a fait savoir au citoyen R[akovsky] ce qui suit :

« Vous avez demandé de changer Astrakhan pour Kislovodsk ? ». J'ai écarquillé les yeux, car je n'ai pas demandé de changement, seulement six semaines de congé pour faire ma cure à Kislovodsk.

« Je dois vous faire savoir qu'on vous a refusé. Vous n'avez pas le droit de choisir Kislovodsk ou une autre ville, au Caucase, en Crimée, en Ukraine, pas plus que Leningrad ou Moscou. A la place d'Astrakhan, vous pouvez choisir n'importe quelle ville sur la Volga ou dans le centre, sauf les villes mentionnées ci-dessus ».

Tania écrit que l'état d'esprit chez les paysans est détestable. L'approvisionnement ayant porté un coup à toutes les couches, ils se sont ralliés sous la domination des koulaks.

Je crois t'avoir déjà écrit que j'ai reçu une carte postale de []⁵³ Radek. Smilga écrit que Radek est sur le point de reconnaître qu'il a, dans certaines de ses appréciations, dépassé les limites.

Ici, le choléra a déjà fait son apparition, il y a deux cas mortels. La maladie a été diagnostiquée seulement cliniquement, l'examen microscopique n'a pas été concluant.

Tu sais, les trois cartes postales de ma fille, envoyées à la mi mai (le 12, le 15 et le 16) sont arrivées l'une après l'autre entre le 20 et le 25 juin !

Je vous embrasse fort.

Astrakhan, 21 juillet 1928

Cher Ami,

Au reçu de ton télégramme et ayant pris connaissance de ta lettre (j'ai reçu le dernier télégramme 1-4 de conclusion), j'ai envoyé un télégramme au congrès⁵⁴ en mon nom personnel, en annexe à ta lettre et j'ai égale-

53. Un mot non déchiffré.

54. Il s'agit du VI^e congrès de P.I.C.

ment prié les camarades d'en faire autant. J'ai donc télégraphié à Beloborodov, Mratchkovsky, Préobrajensky (qui se trouve dans sa datcha près de Moscou avec sa famille), Mouralov, Radek, Smilga, Kasparova, Rafail, Ichtchenko (dont j'ai reçu une lettre), Smirnov (chez qui Aussem est allé) et Sosnovsky. Je crois que c'est tout.

Le texte de mon télégramme est le suivant : « Me rallie à la lettre de Trotsky adressée au VI^e congrès au sujet des divergences apparues dans le parti. En tant que l'un des fondateurs du Comintern, je tiens à exprimer au congrès mon souhait qu'il intervienne courageusement et avec toute son autorité contre les exclusions et les déportations et qu'il exige, dans l'intérêt de la révolution mondiale et de la révolution russe le rétablissement de l'unité du P.C.R. (b) sur la base du léninisme, de la dictature du prolétariat et d'une démocratie honnête à l'intérieur du parti ».

Je suis tout à fait d'accord avec la partie finale du texte et je ne doute pas que l'introduction et la conclusion soient aussi bien composées.⁵⁵ Si je l'avais rédigé moi-même (sans en modifier le contenu), j'aurais davantage souligné l'appel de ce groupe de personnes précises que sont les exclus. Au moment où ressort à ce point le caractère personnel des individualités, la portée d'un document aussi remarquable, mais par trop objectif, n'aurait été que renforcée.

Etant très occupé, je me suis contenté de parcourir la « critique du projet de programme de l'I.C. ». ⁵⁶ J'y reviendrai plus tard. Sur le fond, dans cette partie non plus, rien ne nous sépare. J'ai également écrit à Radek que je pense qu'en Chine, « la révolution démocratique ouvrière et paysanne » a dit son dernier mot. En revanche, la Commune de Canton⁵⁷ a posé de nouveaux jalons.

Je dois dire que le succédané « bloc ouvrier et paysan » — le mot d'ordre « ouvrier et paysan » — est en train de gagner comme un véritable cancer tout l'organisme du Comintern. Auparavant, on ne semblait pas y attacher trop d'importance dans la mesure où l'on n'employait ce terme que pour l'Orient et dans les pays balkaniques. Mais à présent je constate avec effroi que même *L'Humanité* appelle les députés communistes « députés du bloc ouvrier et paysan »!!! Ainsi, « le camarade député du Bloc ouvrier et paysan⁵⁸ a pris la parole à la Chambre ». En lisant cela, je n'en croyais pas mes yeux et un doute m'est venu : n'y aurait-il pas, en plus du parti communiste, un autre groupe politique, le « bloc ouvrier et paysan » ?

55. Le texte de Trotsky a été publié dans *L'I.C. après Lénine*.

56. Le texte a été publié dans le même volume.

57. La Commune de Canton fut un bref soulèvement du 11 au 13 décembre 1927. Dans un échange de lettres avec Préobrajensky, Trotsky avait reproché à ce dernier de n'y voir qu'une « aventure » alors qu'il s'agissait pour lui d'une « expérience de laboratoire ».

58. Le Bloc ouvrier et paysan était le titre électoral et parlementaire des listes du P.C.

L'initiative d'envoyer un télégramme au sujet de la conférence a été prise pour deux raisons :

1. En deux ou trois jours, j'avais reçu trois lettres de Kasparova, Radek et Ichtchenko (il est vrai que ce dernier proposait seulement qu'un groupe de quatre personnes seulement se mettent d'accord) proposant l'idée d'une conférence.

2. En fait, il est apparu qu'il y avait quatre à cinq projets de thèses en cours et d'appels, et cela alors qu'on ignorait si tu entreprenais toi-même la rédaction d'un tel appel. L'idée venait de toi, mais ni moi, ni apparemment personne d'autre ne savait si tu l'écrirais ou étais en train de l'écrire. Dans cette totale incertitude, l'idée de s'adresser au Politburo pour obtenir l'autorisation de tenir une conférence constituait un pas pratique délibéré dont le rejet probable nous mettrait dans l'obligation de prendre une nouvelle décision.

Je me rendais évidemment bien compte que notre demande d'autorisation pourrait être inscrite sur le tableau « noir » du parti et être utilisée contre nous. Mais j'estimais aussi que deux idées maîtresses, claires et essentielles, devaient être déterminantes : défendre nos idées et, quand l'occasion s'en présenterait, frapper à la porte du parti. De même, il ne faut pas nous laisser aller à des enthousiasmes sans fondement à propos du « cours à gauche », mais il ne faut pas non plus s'abandonner à la routine d'une psychologie de déportés. D'autant plus que j'estime que la situation est très grave en la circonstance.

Après quelques gesticulations, le Centre a été battu à plate couture. La victoire de la droite a été acquise sans lui avoir demandé beaucoup d'efforts. Dès la première prise — dès le premier moment où les épées se sont croisées, on sentait à droite assurance et calme, tandis qu'au centre, nervosité et manque d'assurance étaient manifestes. Nous verrons ce qui se passera au prochain plénum. Mais d'un plénum à l'autre, c'est comme si nous revivions toute une période historique. Les événements évoluent à une vitesse incroyable.

A ma proposition d'envoyer un télégramme au bureau politique, tout le monde a répondu, et Mratchkovsky le premier (le premier aussi qui vient de me télégraphier qu'il a envoyé sa signature au congrès). Rafail, Aussem, Sosnovsky, Beloborodov également. Seul V[ratchev] a envoyé un télégramme désespéré, se prononçant contre (sans parler d'Iv[an] Nik[ititch] Smirnov, Kasparova, Préobrajensky, Radek. De ce dernier, j'ai reçu une lettre et la copie de la lettre qu'il t'a adressée ainsi que ses thèses).

Dans ta fraction, tu t'es trouvé avec Mouralov et Sérébrïakov, mais avec des raisons diamétralement opposées pour vos « explications de vote ». Léonid Sér[ébrïakov] m'a répondu par le télégramme suivant : « Pas d'accord. Recommande de charger Préobrajensky à Moscou de s'entendre sur la forme et le contenu de la déclaration si, bien entendu, la discussion

porte sur une déclaration recherchant la possibilité d'un retour au parti. J'estime que le C.C. dirige correctement les problèmes politiques fondamentaux et qu'il est temps de poser la question du retour dans le parti. Salutations, Sérébriakov». ⁵⁹

Je n'ai toujours pas de congé et suis toujours à l'hôtel dans une ambiance de bivouac (il me semble qu'il en a toujours été ainsi) avec une chaleur de 38° et les miasmes d'Astrakhan. Je reçois des lettres de tout le monde.

Je t'embrasse bien fort.

Khristian

59. Léonid G. Sérébriakov était sur la voie de la capitulation.

Lettre à Valentinov ¹

(2 août 1928)

Cher camarade Valentinov,²

Dans vos *Méditations sur les Masses*, datées du 9 juillet, en posant la question de l'« activité » de la classe ouvrière, vous touchez à un problème fondamental, celui du maintien par le prolétariat de son rôle hégémonique dans notre Etat. Bien que toutes les revendications de l'Opposition tendent vers ce but, je suis d'accord avec vous que tout n'a pas été dit sur cette question. Nous l'avons jusqu'à présent en effet toujours examinée en rapport avec le problème global de la conquête et de la conservation du pouvoir politique, tandis que, pour mieux l'éclairer, il faudrait la traiter à part, comme une question particulière ayant sa valeur propre. Au fond, d'ailleurs, les événements eux-mêmes l'ont déjà mise en évidence avec ce relief.

L'Opposition conservera vis-à-vis du parti ce mérite, que nul ne saurait lui enlever, d'avoir sonné à temps l'alarme à propos de l'effrayante baisse d'activité de la masse ouvrière et de son indifférence grandissante à l'égard du sort de la dictature du prolétariat et de l'Etat soviétique.

Ce qui caractérise le flot de scandales qui vient de s'étaler, ce qu'il

1. Une copie de cette lettre a été adressée par Rako à Trotsky avec une lettre d'accompagnement le 7 août 1928. Elle se trouve à la Houghton Library, bMSRus 13, T 2206. Elle a paru d'abord en français dans *Contre le Courant*, n° 27/28, 12 avril 1929, pp. 16-22, sous le titre « Transformations opérées par le pouvoir sur le prolétariat russe et le parti », puis en russe dans le *Bulleten Oppositsii*, n° 6, octobre 1929. Elle a été republiée en français depuis dans *IV^e Internationale*, vol. 6, octobre/novembre 1948, puis *Les Bolcheviks contre Staline* où elle est titrée « Les dangers professionnels du pouvoir ». La traduction en a été revue pour ce numéro par Katia Peresse.

2. G.N. Valentinov avait rejoint le parti bolchevique en 1915. Il avait été rédacteur en chef de *Troud*, l'organe des syndicats. Signataire de la déclaration des 83, il avait été déporté au début de 1928 à Oust-Koulom.

comporte de plus dangereux, c'est précisément cette passivité des masses (passivité plus grande encore dans la masse communiste que chez les sans-parti) envers les manifestations d'arbitraire inouï qui se sont produites : des ouvriers ont été témoins, mais passaient outre sans protester ou en se contentant de grommeler, par crainte de ceux qui détiennent le pouvoir ou, tout simplement, par indifférence politique. Depuis le scandale de l'impasse Tchoubarovsky³ (pour ne pas remonter à des temps plus reculés) jusqu'aux abus de Smolensk, Artemovsk,⁴ etc. on entend toujours le même refrain : « Il y a longtemps que nous étions au courant... »

Vols, prévarications, violences, extorsions, abus de pouvoir inouïs, arbitraire illimité, ivrognerie, débauche : de tout cela, on parle comme de faits connus, pas seulement depuis des mois, mais depuis des années et que tout le monde, on ne sait pourquoi, a tolérés.

Je n'ai pas besoin d'expliquer que, lorsque la bourgeoisie mondiale crie sur les toits les vices de l'Etat soviétique, nous pouvons passer outre avec un tranquille mépris. Nous connaissons trop bien la pureté des mœurs des gouvernements et des parlements bourgeois du monde entier. Mais ce n'est pas sur eux que nous prendrons modèle : il s'agit chez nous d'un *Etat ouvrier*. Aujourd'hui, personne ne peut plus nier les effrayants ravages de l'indifférence politique au sein de la classe ouvrière.

C'est pourquoi la question des causes de cette indifférence et des moyens qui permettent d'y remédier est une question essentielle.

Mais cela nous impose l'obligation de l'aborder au fond, scientifiquement, en l'analysant jusqu'au bout, intégralement. Un pareil phénomène mérite que nous lui accordions notre attention la plus concentrée.

Les explications que vous donnez de ce fait sont, sans aucun doute, justes : chacun d'entre nous les a déjà exposés dans ses interventions et elles sont déjà partiellement reflétées dans notre plate-forme. Néanmoins, ces interprétations, ainsi que les remèdes proposés pour sortir de cette pénible situation, ont eu et ont encore un caractère empirique : ils se rapportent à chaque cas particulier et ne tranchent pas le fond de la question.

A mon avis, c'est parce que la question elle-même est nouvelle. Jusqu'à présent nous avons connu bien des exemples de baisse, de déclin de l'activité de la classe ouvrière, non seulement jusqu'à une véritable veulerie, mais même jusqu'à un esprit de réaction politique. Mais ces

3. Il s'agissait d'un viol collectif commis par une douzaine de jeunes ouvriers de l'usine San Galli de Leningrad, dont plusieurs membres des J.C.

4. Ces scandales, découverts en 1928, avaient mis à nu la corruption et la décomposition morale des couches dirigeantes du parti, leurs abus de pouvoir, violences sexuelles, vols, etc.

exemples nous sont apparus, aussi bien chez nous qu'à l'étranger, dans des périodes où le prolétariat luttait encore pour conquérir le pouvoir politique.

Nous ne pouvions avoir d'exemple de cet esprit de déclin du prolétariat au moment où il tient le pouvoir entre ses mains pour la simple raison que notre cas est le premier dans l'histoire où la classe ouvrière ait gardé le pouvoir aussi longtemps.

Jusqu'à présent, nous savions ce qu'il peut arriver au prolétariat, en d'autres termes les oscillations qui peuvent se produire dans son état d'esprit lorsqu'il est une classe opprimée et exploitée. Mais c'est maintenant seulement que nous pouvons apprécier, en nous basant sur des faits, les modifications qui s'effectuent dans l'état d'esprit de la classe ouvrière quand celle-ci devient la classe *dirigeante*.

Cette position politique (de classe dirigeante) n'est pas exempte de dangers : ceux-ci sont au contraire immenses. Je ne pense pas ici aux difficultés objectives qui découlent de l'ensemble des circonstances historiques, l'encercllement capitaliste à l'extérieur et l'entourage petit-bourgeois à l'intérieur du pays. Non, il s'agit ici des difficultés inhérentes à toute classe dirigeante nouvelle, qui sont la conséquence de la conquête et de l'exercice du pouvoir lui-même, de son aptitude ou de son inaptitude à l'utiliser.

Vous comprenez bien que ces difficultés existeraient encore dans une certaine mesure, même si nous supposions un instant qu'il n'y ait plus, dans tout le pays, que les masses prolétariennes, et, à l'extérieur, que des Etats prolétariens. On pourrait appeler ces difficultés les « dangers professionnels du pouvoir ».

En effet, la position d'une classe en lutte pour la conquête du pouvoir et celle d'une classe qui détient le pouvoir entre ses mains, sont différentes. Je répète encore que je n'ai pas en vue les rapports qui existent avec les autres classes, mais bien ceux qui se créent au sein de la classe triomphante.

Que représente une classe qui prend l'offensive ? Un maximum d'unité et de cohésion. Tous les intérêts corporatifs et de groupe, sans parler des intérêts individuels, passent à l'arrière-plan. Toute l'initiative est entre les mains de la masse militante elle-même et de son avant-garde révolutionnaire, liée organiquement à cette masse de la façon la plus intime.

Quand une classe s'empare du pouvoir, c'est une partie d'elle-même qui devient l'agent de ce pouvoir. C'est ainsi que surgit la bureaucratie. Dans un Etat socialiste où l'accumulation capitaliste est interdite aux membres du parti dirigeant, la différenciation commence par être fonctionnelle et devient ensuite sociale. Je pense ici à la situation sociale d'un communiste qui dispose d'une automobile, d'un bon appartement, d'un congé régulier, qui touche le salaire maximum autorisé par le parti, une

situation bien différente de celle du communiste qui travaille dans les charbonnages et touche de 50 à 60 roubles par mois. Et vous savez que les ouvriers et les employés sont divisés en 18 catégories différentes...

Une autre conséquence consiste en ce qu'une partie des fonctions accomplies auparavant par tout le parti ou par toute la classe passe maintenant dans les attributions du pouvoir, c'est-à-dire à une certaine fraction seulement des gens de ce parti, de cette classe.

L'unité et la cohésion qui étaient auparavant la conséquence naturelle de la lutte de classes révolutionnaire ne peuvent désormais être maintenues que par tout un système de mesures dont le but est de maintenir l'équilibre entre les divers groupements de la même classe et du même parti afin de les soumettre à l'objectif fondamental.

Mais c'est là un processus long et difficile: il consiste à éduquer la classe dominante du point de vue politique, à lui apprendre ce savoir-faire qu'elle doit acquérir, à tenir entre ses mains l'appareil de l'Etat, du parti et des syndicats, à les contrôler et à les diriger.

Je le répète: c'est une affaire d'éducation. Aucune classe n'est venue au monde avec l'art d'administrer. Celui-ci ne s'acquiert qu'à l'expérience, dans les erreurs qu'on commet, c'est-à-dire en tirant les leçons de celles qu'on a commises. Aucune Constitution soviétique, si idéale soit-elle, n'est en mesure d'assurer à la classe ouvrière l'application sans obstacle de sa dictature et de son contrôle gouvernemental si le prolétariat ne sait pas utiliser les droits qu'elle lui accorde. Le décalage entre les capacités politiques d'une classe donnée, son savoir-faire en matière d'administration et les formes constitutionnelles et juridiques qu'elle élabore à son usage en s'emparant du pouvoir, est un fait historique. On peut le constater dans l'évolution de toutes les classes et également en partie dans l'histoire de la bourgeoisie. La bourgeoisie anglaise, par exemple, a livré bien des batailles pour mieux modeler sur ses intérêts les formes de sa Constitution, mais aussi pour profiter de ses droits et en particulier de son droit de vote, intégralement et sans obstacles. Le roman de Charles Dickens, *Aventures de M. Pickwick*, comporte nombre de ces scènes de l'époque du constitutionnalisme anglais où le groupe des dirigeants, aidé par l'appareil administratif, faisait verser dans les fossés les diligences qui transportaient les électeurs de l'opposition afin d'empêcher ces derniers d'arriver à temps aux urnes électorales.

Ce processus de différenciation est parfaitement naturel chez la bourgeoisie qui a triomphé ou qui est en train de triompher. Elle constitue en effet dans l'acception la plus large du terme une série de groupes économiques et même de classes. Nous savons qu'il existe la grande, la moyenne et la petite bourgeoisie. Nous savons qu'il existe des bourgeoisies financière, commerciale, industrielle et agricole. A la suite de certains événements comme les guerres et les révolutions, des regroupements s'opèrent au sein même de la bourgeoisie; de nouvelles couches apparais-

sent qui commence à jouer leur rôle propre, comme par exemple les propriétaires acheteurs de Biens nationaux, ou les « nouveaux riches », comme on les appelle, qui surgissent après toute guerre plus ou moins longue. Pendant la révolution française, à l'époque du Directoire, ces nouveaux riches constituèrent un des facteurs de la réaction.

De façon générale, l'histoire du Tiers-Etat qui a triomphé en France en 1789 est extrêmement instructive. Tout d'abord ce Tiers-Etat en lui-même était extrêmement composite. Il comprenait tout ce qui ne faisait pas partie de la noblesse et du clergé : il comprenait ainsi non seulement toutes les variétés de la bourgeoisie, mais aussi les ouvriers et les paysans misérables. Ce n'est que petit à petit, après une lutte longue, des interventions armées plusieurs fois répétées que fut atteinte en 1792 la possibilité en droit pour l'ensemble du Tiers-Etat de participer à l'administration du pays. La réaction politique qui débuta déjà avant Thermidor consiste en ce que *le pouvoir commença à passer, formellement et en fait, dans les mains d'un nombre de plus en plus restreint de citoyens*. Les masses populaires, d'abord par une situation de fait, puis ensuite également en droit, furent peu à peu écartées du gouvernement du pays.

Il est vrai qu'ici la pression de la réaction se fit sentir avant tout le long des coutures et soudures qui joignaient ensemble les éléments de classe constituant le Tiers-Etat. Il est vrai également que si l'on examine un des groupements distincts à l'intérieur de la bourgeoisie, celui-ci ne présente pas de contours de classe aussi précis que ceux qui séparent, par exemple, la bourgeoisie et le prolétariat, c'est-à-dire deux classes qui jouent un rôle très différent dans la production.

Mais au cours de la révolution française également, pendant la période de son déclin, le pouvoir n'agissait pas seulement en séparant, le long des lignes de soudure ou de couture, les groupes sociaux qui, la veille encore, marchaient ensemble, unis par le même objectif révolutionnaire commun : il désagrégeait aussi des masses sociales plus ou moins homogènes. La spécialisation dans la fonction — la classe en question produisant et faisant sortir de son sein des couches supérieures de fonctionnaires — voilà le résultat des fissures qui, sous la pression de la contre-révolution, devinrent de profondes crevasses ; et c'est à la suite de cela qu'au sein de la classe dominante elle-même naquirent au cours de la lutte des contradictions.

Les contemporains de la Révolution française, ses protagonistes et plus encore les historiens de l'époque ultérieure se sont intéressés aux causes qui ont favorisé la dégénérescence du parti jacobin.

Robespierre, à plus d'une reprise, a mis ses partisans en garde contre les conséquences que pourrait entraîner *l'ivresse du pouvoir* : il les prévenait que, détenant le pouvoir, ils ne devaient *pas trop présumer d'eux-mêmes*, « s'enorgueillir », disait-il, ou, comme nous dirions maintenant, se laisser contaminer par la « vanité jacobine ». Mais, ainsi que nous le

verrons plus tard, Robespierre lui-même a beaucoup contribué à faire glisser le pouvoir des mains de la petite bourgeoisie appuyée sur les ouvriers parisiens.

Nous ne citerons pas ici les indications données par les contemporains au sujet des différentes causes de la désagrégation jacobine, comme, par exemple, la tendance à s'enrichir, la participation aux adjudications, aux fournitures, etc. Signalons plutôt un fait curieux et bien connu : l'opinion de Babeuf⁵ qui pensait que la chute des Jacobins fut grandement facilitée par les dames nobles dont ils étaient fêrus. Il interpella les Jacobins en ces termes : « Que faites-vous, plébéiens pusillanimes ? Aujourd'hui elles vous embrassent, demain elles vous étrangleront ! » (si les automobiles avaient existé à l'époque de la révolution française, on aurait eu aussi le facteur « auto-harem » dont le camarade Sosnovsky signale qu'il a joué un rôle assez important pour préciser l'idéologie de notre bureaucratie des soviets et du parti).

Mais ce qui joua le rôle le plus important dans l'isolement de Robespierre et du club des Jacobins, ce qui en écarta brutalement les masses (ouvrières et petites-bourgeoises), ce fut, à côté de la liquidation de tous les éléments de gauche, en commençant par les Enragés, les Hébertistes et les Chaumettistes⁶ (de façon générale, toute la Commune de Paris), ce fut la liquidation graduelle du principe électif et la substitution à celui-ci du principe des *nominations*.

L'envoi, aux armées ou dans les villes où la contre-révolution relevait la tête, de commissaires, était une mesure non seulement légitime, mais indispensable. Mais, lorsque Robespierre se mit peu à peu à remplacer les juges et commissaires des diverses sections de Paris qui avaient été jusqu'alors élus au même titre que les juges ; quand il commença à nommer les présidents des comités révolutionnaires et en arriva à substituer des fonctionnaires à toute la direction de la Commune, il ne pouvait ainsi que renforcer la bureaucratie et tuer l'initiative populaire.

Ainsi le régime de Robespierre, au lieu de ranimer l'esprit d'activité des masses, déjà atteint par la crise économique et surtout la crise des subsistances, aggravait encore le mal et favorisait le travail des forces antidémocratiques. Dumas⁷, le président du Tribunal révolutionnaire, se

5. François Noël, dit Camille, dit Gracchus Babeuf (1760-1797) avait été opposant de gauche à Robespierre avant de périr dans la « Conspiration des Egaux ».

6. La faction des « enragés » animée par Jacques Roux et Varlet se fit la porte-parole des revendications du petit peuple de Paris et des aspirations égalitaires : ils furent éliminés en 1793. Leur place fut partiellement reprise par un groupe de responsables de la Commune parisienne, plus démagogues, semble-t-il, que militants. Pierre Chaumette (1763-1794), orateur populaire des Cordeliers, était procureur-syndic de la Commune et Jacques Hébert (1757-1794) son substitut. Tous deux furent abattus par le Comité de salut public de Robespierre.

7. René Dumas (1753-1794), vice-président, puis président du Tribunal révolutionnaire,

plaignait à Robespierre de ne plus trouver de jurés pour ce tribunal, personne ne voulant plus remplir cette fonction.

Mais Robespierre éprouva à son tour cette indifférence des masses parisiennes, sur son propre cas, lorsque, le 10 Thermidor, on le promena blessé et ensanglanté dans les rues de Paris sans craindre une intervention des masses populaires en faveur du dictateur de la veille.

Il serait évidemment ridicule d'attribuer la chute de Robespierre ainsi que la défaite de la démocratie révolutionnaire au *principe des nominations*. Mais celui-ci accéléra sans aucun doute l'action des autres facteurs. Parmi eux, le rôle décisif fut joué par les difficultés de ravitaillement en partie causées par deux années de mauvaise récolte (ainsi que par les perturbations liées au passage de la grande propriété agraire des nobles à l'exploitation parcellaire des terres par les paysans), par la hausse incessante des prix du pain et de la viande, par le fait que les Jacobins ne voulurent pas, au début, recourir à des mesures administratives pour brider l'avidité des paysans riches et des agitateurs. Mais si, finalement, les Jacobins se décidèrent sous la pression violente des masses, à adopter la loi sur le maximum,⁸ celle-ci, fonctionnant dans le cadre du marché libre et de la production capitaliste, ne pouvait inévitablement être qu'un palliatif.

Passons maintenant à la réalité dans laquelle nous vivons.

J'estime qu'il faut tout d'abord signaler ce fait que, quand nous utilisons les expressions de « parti » et de « masses », il ne faut pas oublier le contenu que l'histoire des dix dernières années a mis dans ces termes.

La classe ouvrière et le parti — pas plus *physiquement* que *moralement* — ne sont ce qu'ils étaient il y a dix ans. Je ne crois pas exagérer en disant que le militant de 1917 se reconnaîtrait à peine dans le visage que présente celui de 1928.

Un changement profond s'est produit dans l'anatomie et la physiologie de la classe ouvrière. Selon moi, il faudrait concentrer notre attention sur l'étude de ces modifications dans les tissus et dans leurs fonctions. L'analyse des changements opérés devra nous indiquer l'issue qui permettra de sortir de la situation ainsi créée.

Je ne prétends pas présenter ici cette analyse et me bornerai seulement à quelques observations. Il faudrait, quand on parle de la classe ouvrière, trouver une réponse à toute une série de questions, par exemple :

Quel est le pourcentage d'ouvriers occupés actuellement dans notre industrie, qui y sont entrés après la révolution, et celui de ceux qui y travaillaient avant ?

voulait organiser la résistance à l'arrestation de Robespierre, mais fut pris et exécuté en même temps que lui, le 10 Thermidor.

8. Le « maximum » était le prix maximal des grains, assurant en principe un prix accessible à tous pour le pain.

Quelle est la proportion de ceux qui ont participé autrefois au mouvement révolutionnaire, ont pris part aux grèves, ont été déportés ou emprisonnés, sont intervenus dans la guerre civile ou l'Armée rouge ?

Quel est le pourcentage des ouvriers travaillant dans l'industrie qui y sont occupés de façon continue ? Combien y travaillent occasionnellement ?

Quelle est dans l'industrie la proportion d'éléments semi-prolétaires, semi-paysans, etc. ?

Si l'on descend à la verticale pour pénétrer dans le tréfonds des masses prolétariennes, semi-prolétariennes et, en général, travailleuses, on rencontre des couches de population entières dont on entend très peu parler chez nous. Je n'ai pas ici en vue uniquement les chômeurs, qui constituent un danger de plus en plus grand, pourtant bien signalé par l'Opposition. Je pense aux masses de mendiants, aux masses à moitié paupérisées qui, grâce aux infimes secours accordés par l'Etat, campent à la limite du paupérisme, du vol et de la prostitution.

Nous n'arrivons pas à nous représenter comment on vit, parfois à peine à quelques pas de nous. Il arrive qu'on se heurte par hasard à des phénomènes dont on ne pouvait même pas soupçonner l'existence dans un Etat soviétique, et qui font l'effet d'un éboulement soudain découvert. Il ne s'agit pas de plaider en faveur du pouvoir soviétique en invoquant le fait qu'il n'a pu encore réussir à se débarrasser du pénible héritage laissé par le régime tsariste et capitaliste : non, mais nous constatons à notre époque, sous notre régime, l'existence, dans le corps même de la classe ouvrière, de crevasses où la bourgeoisie pourrait enfoncer un coin.

Autrefois, sous le pouvoir bourgeois, la partie consciente de la classe ouvrière entraînait avec elle cette grande masse, y compris les demi-vagabonds. La chute du régime capitaliste devait amener la libération du prolétariat *tout entier*. Les éléments semi-vagabonds rendaient la bourgeoisie et l'Etat capitaliste responsables de leur situation : ils attendaient de la révolution qu'elle y apporte un changement. Aujourd'hui, ces milieux ne sont pas contents : leur position ne s'est pas améliorée, ou presque pas. Ils commencent à considérer avec hostilité le pouvoir des soviets et la partie de la classe ouvrière qui travaille dans l'industrie. Ils deviennent particulièrement hostiles aux fonctionnaires des soviets, du parti et des syndicats. On peut parfois les entendre traiter le sommet de la classe ouvrière de « nouvelle noblesse ».

Je ne m'étendrai pas ici sur la différenciation qui a été introduite par le pouvoir au sein du prolétariat et que j'ai qualifiée plus haut de « fonctionnelle ». La fonction a modifié l'organe lui-même, c'est-à-dire que la psychologie de ceux qui sont chargés des diverses tâches de direction dans l'administration et l'économie de l'Etat, a changé au point que, non seulement objectivement, mais subjectivement, non seulement matériellement mais moralement, ils ont cessé de faire partie de cette même classe

ouvrière. C'est ainsi par exemple qu'un administrateur d'usine qui joue au « satrape », bien qu'il soit communiste, bien qu'il soit d'origine prolétarienne, bien qu'il ait été à l'établi encore quelques années auparavant, n'incarnera nullement aux yeux des ouvriers les meilleures qualités du prolétariat. Molotov peut bien, tant qu'il lui plaît, mettre un signe d'égalité entre la dictature du prolétariat et notre Etat avec ses dégénérescences bureaucratiques, et, par-dessus le marché, les brutes de Smolensk, les escrocs de Tachkent et les aventuriers d'Artemovsk. Il ne fait ainsi que compromettre cette dictature sans pour autant désarmer le légitime mécontentement des ouvriers.

Si nous passons au parti lui-même, en plus de toutes les nuances que nous rencontrons au sein de la classe ouvrière, il faut ajouter ici les transfuges des autres classes sociales. La structure sociale du parti est beaucoup plus hétérogène que celle du prolétariat. Il en a toujours été ainsi, avec, naturellement, cette différence que lorsque le parti vivait une vie intense du point de vue des idées, il transformait en un seul alliage commun cet amalgame social à travers la lutte de classes révolutionnaires active.

Mais le pouvoir est la cause, à l'intérieur du parti comme de la classe ouvrière, de la même différenciation qui fait apparaître les coutures qui existent entre les différents éléments sociaux.

La bureaucratie des soviets et du parti est un fait nouveau. Il ne s'agit pas ici de cas isolés, de bavures dans la conduite de camarades individuels, mais bien d'une catégorie sociale nouvelle à laquelle il faudrait consacrer un traité tout entier.

Au sujet du projet de programme de l'Internationale communiste, j'écrivais notamment ceci à Léon Davidovitch :

« A propos du chapitre IV (période de transition). La manière de formuler le rôle des partis communistes à l'époque de la dictature du prolétariat est bien faible. Il est certain que cette façon vague de parler du rôle du parti à l'égard de la classe ouvrière et de l'Etat n'est pas due au hasard. L'antithèse entre démocratie bourgeoise et démocratie prolétarienne est signalée, mais il n'est pas dit un seul mot pour expliquer ce que le parti doit faire pour réaliser dans les faits la démocratie prolétarienne. « Entraîner les masses à participer à la construction », « rééduquer sa propre nature » (Boukharine aime bien parler de cette dernière question, et plus particulièrement en liaison avec la question de la révolution culturelle) : ce sont là des affirmations exactes du point de vue de l'histoire et depuis longtemps connues ; mais elles deviennent des lieux communs si l'on n'y introduit pas l'expérience accumulée pendant les dix années de dictature du prolétariat.

C'est ici que se pose entièrement la question des méthodes de direction dont le rôle est si important.

Mais nos dirigeants n'aiment pas en parler afin qu'il n'apparaisse pas au grand jour qu'eux-mêmes sont loin d'avoir « rééduqué leur propre nature » .»

Si j'étais chargé d'écrire un projet de programme de l'Internationale

communiste, j'aurais consacré pas mal de place dans ce chapitre (période de transition) à la théorie de Lénine sur l'Etat pendant la dictature du prolétariat et sur le rôle du parti et de sa direction dans la création d'une démocratie prolétarienne telle qu'elle doit être, et non pas d'une bureaucratie des soviets et du parti telle qu'elle existe actuellement.

Le camarade Préobrajensky a promis de consacrer dans son livre *Des conquêtes de la dictature du prolétariat en l'an XI de la Révolution* un chapitre spécial à « la bureaucratie des soviets ». J'espère qu'il n'oubliera pas non plus celle du parti, qui joue dans l'Etat soviétique un rôle plus grand encore que sa consœur des soviets. Je lui ai exprimé mon espoir qu'il étudiera sous tous ses aspects ce phénomène sociologique particulier. Il n'existe pas de brochure communiste qui, tout en relatant la trahison du parti social-démocrate allemand le 4 août 1914, ne signale en même temps le rôle fatal joué par les sphères bureaucratiques tant du parti que du syndicat dans l'histoire du glissement de ce parti. En revanche, on a dit bien peu de choses, et encore en termes très généraux, sur le rôle joué par notre bureaucratie des soviets et du parti dans la désagrégation de ce dernier et de l'Etat soviétique. C'est là un phénomène sociologique de la plus haute importance qui ne peut pourtant être compris et saisi dans toute son ampleur que si l'on examine les conséquences qu'il a entraînées en modifiant l'idéologie du parti et de la classe ouvrière.

Vous demandez ce qu'il est advenu de l'esprit d'activité du parti et de notre prolétariat? Où est passée leur initiative révolutionnaire? Où sont passés leurs intérêts pour les idées, leur vaillance révolutionnaire, leur fierté prolétarienne? Vous vous étonnez qu'il y ait tant de lâcheté, de couardise, de pusillanimité, d'arrivisme et tant d'autres choses que j'aurais, pour ma part, ajoutées? Comment se fait-il que des hommes qui ont un passé révolutionnaire valable, dont l'honnêteté personnelle ne fait pas de doute, qui ont à plusieurs reprises donné des exemples de leur dévouement à la révolution, se soient transformés en bureaucrates minables? D'où vient cette horrible « smerdiakovtchina » dont parlait Trotsky dans sa lettre sur les déclarations de Krestinsky et Antonov-Ovseenko⁹?

Si l'on peut s'attendre à ce que des transfuges venus de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie, des intellectuels, des individus « isolés » en général, glissent au point de vue des idées et de l'éthique, comment expliquer le même phénomène quand il s'agit de la classe ouvrière? De nombreux camarades constatent sa passivité relative et ne peuvent dissimuler leur désillusion.

Il est vrai que d'autres camarades ont vu dans une certaine campagne

9. Smerdiakov, dans *Les Frères Karamazov*, le fameux roman de Dostoïevsky, est le quatrième fils, illégitime, le meurtrier du père, répugnant surtout par sa servilité. C'était cette servilité que Trotsky avait relevée dans la capitulation de ses anciens camarades.

liée au stockage des blés des symptômes de bonne santé révolutionnaire, une preuve de ce que les réflexes de classe sont encore vivants dans le parti. Tout récemment encore, le camarade Ichtschenko m'écrivait (ou plus exactement écrivait dans les thèses qu'il aura certainement envoyé aussi aux autres camarades) que le stockage des blés et l'autocritique sont le résultat de la résistance de la partie prolétarienne du parti et de la direction.¹⁰ Malheureusement, il faut bien le dire, ce n'est pas vrai. Ces deux faits résultent d'une combinaison arrangée dans les sphères supérieures et qui n'est pas due à la pression de la critique ouvrière : c'est pour des considérations de caractère politique, parfois de groupe, je dirais de « fraction » qu'une partie des sommets du parti a suivi cette ligne de conduite. On ne peut parler que d'une seule pression prolétarienne, celle qui a eu à sa tête l'Opposition. Mais il faut le dire nettement : cette pression n'a pas été suffisante pour maintenir l'Opposition dans le parti et a fortiori elle n'est pas parvenue à modifier la position de ce dernier. Je suis d'accord avec Léon Davidovitch qui a montré, par une série d'exemples indiscutables, le rôle révolutionnaire, réel et positif, qu'ont joué par leur défaite certains mouvements révolutionnaires comme la Commune de Paris, ou l'insurrection de décembre 1905 à Moscou. La première a assuré le maintien de la forme républicaine de gouvernement en France, la deuxième a ouvert la voie aux réformes constitutionnelles en Russie. Toutefois, l'effet de ces défaites triomphantes est de courte durée si elles ne sont pas relayées par une nouvelle vague révolutionnaire.

Ce qui est le plus attristant, c'est qu'aucun réflexe ne se produit de la part du parti et des masses. Pendant deux ans, il s'est déroulé une lutte acharnée entre l'Opposition et les sphères dirigeantes du parti. Au cours des deux derniers mois, il s'est produit des événements qui sont capables d'ouvrir les yeux au pire des aveugles. Pourtant on ne sent pas que la masse du parti soit encore intervenue.

Aussi le pessimisme dont font preuve certains camarades et que je sens percer aussi sous vos questions, est-il compréhensible.

Babeuf,¹¹ à sa sortie de la prison de l'Abbaye, après avoir jeté un regard autour de lui, commença à se demander ce qu'était devenu le peuple de Paris, les ouvriers des faubourgs Saint-Antoine et Saint-Marceau, ceux qui prirent la Bastille le 14 juillet 1789, le Palais des Tuileries le 10 août 1792, qui assiégèrent la Convention le 30 mai 1793 — sans parler de leurs nombreuses autres interventions armées : il résuma ses observations en une seule phrase où perce l'amertume du révolutionnaire : « Il est plus difficile de rééduquer le peuple dans l'attachement à la Liberté que de conquérir cette dernière ».

10. A.G. Ichtschenko était engagé alors sur la voie de la capitulation.

11. Babeuf avait été emprisonné sous Robespierre et libéré après sa chute.

Nous avons vu pourquoi le peuple de Paris avait désappris l'attrait de la Liberté: la famine, le chômage, l'élimination des cadres révolutionnaires (beaucoup de chefs avaient été guillotins), l'éloignement des masses de la gestion du pays. Tout cela provoqua une usure si forte, physique et morale, de la masse, que le peuple de Paris et du reste de la France eurent besoin de trente-sept ans de repos avant de recommencer une nouvelle révolution.

Babeuf formula son programme en deux mots (je parle ici de son programme de 1794): «Liberté et Commune élue».

Ici, je dois faire un aveu: je ne me suis jamais laissé emporter par l'espoir qu'il suffirait aux chefs d'apparaître dans les assemblées du parti et les réunions ouvrières pour entraîner avec eux la masse du côté de l'Opposition. J'ai toujours considéré de telles espérances, qui venaient du côté des chefs de Leningrad,¹² comme une survivance de l'époque où ils prenaient les ovations et les applaudissements officiels pour l'expression du sentiment véritable des masses en les attribuant à leur popularité imaginaire.

Je dirai plus: c'est cela qui explique, selon moi, le brusque revirement qu'ils ont opéré dans leur conduite.¹³ Ils étaient passés à l'Opposition en espérant prendre le pouvoir à bref délai. C'est dans ce but qu'ils s'étaient unis à l'Opposition de 1923. Quand un membre du «groupe sans chefs» reprocha à Zinoviev et Kamenev d'avoir abandonné leur allié Trotsky, Kamenev répondit: «Nous avons besoin de Trotsky pour gouverner; pour rentrer dans le parti, il constitue un poids mort».

Il aurait pourtant fallu prendre comme point de départ, comme prémice, que l'œuvre d'éducation du parti et de la classe ouvrière est une œuvre difficile et de longue haleine, d'autant plus que les cerveaux doivent encore être nettoyés de toutes les impuretés qu'y ont introduit notre pratique des soviets et du parti et la bureaucratie de ces mêmes institutions.

Il ne faut pas perdre de vue que la majorité des membres du parti (sans parler des jeunes communistes) ont la conception la plus fautive des tâches, des fonctions et de la structure du parti, à savoir la conception que la bureaucratie leur enseigne par son exemple, sa conduite pratique et ses formules à l'emporte-pièce. Tous les ouvriers qui sont entrés dans le parti après la guerre civile ont adhéré dans leur grande majorité après 1923 (promotion Lénine)¹⁴ et n'ont aucune idée de ce qu'était autrefois le

12. Ce sont Zinoviev et Kamenev que Rako appelle ici «les chefs de Leningrad» (en réalité les chefs de l'Opposition de Leningrad de 1925).

13. Rako fait allusion à la capitulation de Zinoviev et Kamenev devant Staline dans le cours du XV^e congrès, puis à leur dénonciation de l'Opposition de gauche au début de 1928.

14. C'était la XIII^e conférence du parti qui avait décidé, à la suite de la mort de Lénine et de la défaite de l'opposition, de recruter massivement 200 000 ouvriers de l'industrie qui

régime du parti. La majorité d'entre eux est dépourvue de l'éducation révolutionnaire de classe qui s'acquiert dans la lutte, dans la vie, dans la pratique consciente. Autrefois cette conscience était obtenue dans la lutte contre le capitalisme; maintenant, elle devrait se former en participant à la construction du socialisme. Mais, notre bureaucratie ayant fait de cette participation une simple phrase creuse, les ouvriers n'acquièrent nulle part cette éducation. J'exclus évidemment — comme étant un moyen anormal d'éducation de classe — le fait que notre bureaucratie, en diminuant les salaires réels, en aggravant les conditions de travail, en favorisant le développement du chômage, provoque les ouvriers à la lutte et éveille leur conscience de classe, mais celle-ci est alors hostile à l'Etat socialiste.

Dans la conception de Lénine et celle que nous avons tous, la tâche de la direction du parti était précisément de préserver le parti et la classe ouvrière de l'action corruptrice des privilèges, des faveurs et des tolérances inhérentes au pouvoir en raison du contact de celui-ci avec les débris de la vieille noblesse et de la petite bourgeoisie. Il fallait prévenir l'influence perverse de la Nep, la tentation des mœurs et de l'idéologie bourgeoises.

En même temps, nous avions l'espoir que la direction du parti créerait un nouvel appareil réellement ouvrier et paysan, de nouveaux syndicats réellement prolétariens et de nouvelles mœurs dans la vie quotidienne.

Il faut le dire franchement, nettement, ouvertement: l'appareil du parti n'a pas accompli cette tâche, il a fait preuve, dans ce double rôle de préservation et d'éducation, de l'incapacité la plus totale. Il a fait banqueroute. Il a fait faillite.

Nous étions depuis longtemps convaincus, et les derniers mois doivent l'avoir démontré à tous, que la direction du parti marchait dans une voie extrêmement dangereuse. Elle continue toujours à marcher dans cette voie.

Les reproches que nous lui adressons ne concernent pas, si l'on peut dire, le côté *quantitatif* de son œuvre, mais bien son côté *qualitatif*. Il faut souligner ce point si nous ne voulons pas qu'on nous submerge de nouveau de chiffres concernant les succès infinis et intégraux obtenus par l'appareil des soviets et du parti.

Il faut en finir avec ce charlatanisme statistique.

Ouvrez le compte-rendu du XV^e congrès du parti. Lisez le rapport de Kossior¹⁵ sur l'activité d'organisation. Qu'y trouve-t-on? Je cite

devaient constituer la « promotion Lénine » et étaient admis à toutes les responsabilités sans stage. Cette masse politiquement arriérée noya le vieux parti.

15. Il s'agit évidemment de S.V. Kossior (1889-1939), alors suppléant du bureau politique et vice-président du conseil des commissaires du peuple, non de son frère V.V. Kossior, membre de l'Opposition de gauche et déporté.

textuellement: «Croissance énorme de la démocratie au sein du parti... L'activité d'organisation du parti s'est énormément étendue», etc.

Et alors, évidemment, à l'appui: des chiffres, des chiffres et encore des chiffres. Et on disait cela au moment où il y avait dans les cartons du comité central des dossiers témoignant de l'épouvantable désagrégation de l'appareil du parti et des soviets, de l'étouffement de tout contrôle des masses, d'une effrayante oppression, des persécutions, de la terreur jouant avec la vie et l'existence des militants et des ouvriers.

Voilà comment la *Pravda* du 11 avril caractérise notre bureaucratie: «Les éléments fonctionnaristes, hostiles, paresseux, incapables et hautains, sont en mesure de chasser d'U.R.S.S. les meilleurs inventeurs soviétiques si nous ne les frappons pas de toute notre énergie, notre résolution implacable, etc.»

Pourtant, connaissant notre bureaucratie, je ne serais pas étonné de lire ou d'entendre de nouveau quelque part parler de l'«énorme» et «colossale» croissance de l'esprit d'activité des masses du parti, du travail d'organisation du comité central implantant la démocratie...

J'estime que la bureaucratie du parti et des soviets qui existe actuellement continuera avec le même succès à cultiver autour d'elle des abcès purulents malgré les bruyants procès qui ont eu lieu le mois dernier. Cette bureaucratie ne changera pas du fait qu'elle aura été épurée. Je ne nie évidemment pas, en l'occurrence, l'utilité et l'absolue nécessité de cette épuración. Je veux simplement souligner qu'il ne s'agit pas seulement de changer de personnel, mais surtout de modifier les méthodes.

A mon avis, la première des conditions pour que notre direction du parti puisse exercer un rôle éducateur, c'est de réduire les dimensions et les fonctions de cette direction. Les trois quarts de l'appareil doivent être licenciés. Les tâches du quart restant doivent se voir assigner des limites sévèrement déterminées; cela s'appliquera aussi aux tâches, fonctions et droits des organes centraux.

Les membres du parti doivent retrouver leurs droits qui ont été piétinés et recevoir des garanties sûres contre l'arbitraire auquel nous ont habitué les couches supérieures.

Il est difficile de s'imaginer ce qui se passe chez les cadres inférieurs du parti. C'est surtout dans la lutte contre l'Opposition que se sont manifestées la médiocrité des idées de ces cadres ainsi que l'influence corruptrice qu'ils exercent sur la masse ouvrière du parti. S'il y avait encore au sommet de celui-ci une certaine ligne de conduite du point de vue idéologique, une ligne erronée et sophiste, mêlée certes d'une bonne dose de mauvaise foi, en revanche, aux échelons inférieurs, on a utilisé contre l'Opposition, sans retenue, des arguments démagogiques. Les agents du parti ne se sont pas gênés pour exploiter l'antisémitisme, la xénophobie, la haine contre les intellectuels, etc....

Je considère que toute réforme du parti qui reposera sur la bureaucratie du parti sera utopique.

Je me résume : tout en constatant avec vous l'absence d'esprit d'activité de la masse du parti, je ne vois à ce phénomène rien d'étonnant. Il est le résultat de tous les changements qui se sont opérés dans le parti et dans le prolétariat lui-même. Il faut rééduquer la masse ouvrière et la masse du parti dans les cadres du parti et des syndicats. Ce processus en lui-même est difficile et de longue durée, mais il est inévitable, il a déjà commencé. La lutte de l'Opposition, l'exclusion de centaines et de centaines de camarades, les prisons, les déportations, tout en n'ayant pas encore fait beaucoup pour l'éducation communiste de notre parti, ont, en tout cas, agi beaucoup plus que tout l'ensemble de l'appareil. Au fond, il n'y a même pas lieu de comparer ces deux facteurs : l'appareil dépensait le capital du parti laissé par Lénine, non seulement de façon inutile, mais de façon nuisible. Il démolissait, tandis que l'Opposition construisait.

Jusqu'à présent, j'ai raisonné en faisant abstraction des faits de notre vie économique et politique qui ont été analysés dans la plateforme de l'Opposition. Je l'ai fait à dessein, car j'avais pour objectif de signaler les modifications qui s'étaient produites dans la composition et la psychologie du parti en liaison avec la conquête du pouvoir lui-même. Cela a pu donner à mon exposé un caractère unilatéral ; mais, sans cette analyse préliminaire, il serait difficile de comprendre l'origine des fautes politiques et économiques commises par notre direction à l'égard des paysans et dans les questions ouvrières de l'industrialisation, du régime intérieur du parti et enfin de l'administration de l'Etat.

Au congrès et dans le pays ¹

(27 juillet - 7 août 1930)

Cet article constitue une tentative pour illustrer, en se servant d'exemples concrets, quelques conclusions fondamentales qui, il y a encore quelques mois, faisaient peur à certains, mais qui, aujourd'hui, sous le poids des événements qui se déroulent rapidement, sont devenues des vérités indiscutables. Notre deuxième objectif est d'avancer un peu plus, tout en nous appuyant sur une analyse déterminée, notre compréhension du caractère des processus qui se développent dans le pays. Tout ce que l'on pouvait dire « en général » à ce sujet a déjà été dit. Il est grand temps de passer, des considérations générales, de la répétition du fait que le centrisme conduit à Thermidor et des discussions autour de la question de savoir jusqu'à quel point Thermidor est *inévitabile*, à une *étude concrète des voies par lesquelles* la politique actuelle prépare la possibilité d'une victoire de Thermidor. Cette étude concrète exige plus de travail, plus de réflexion et plus d'attention que les bavardages politiques sur des thèmes généraux et la répétition continuelle, sous des formes différentes, de lieux communs. Mais ce n'est que par une telle étude que l'on peut avancer dans le sens d'une meilleure compréhension de ce qui se passe dans le pays. Mieux que quiconque, je me rends compte des faiblesses de mon travail. Je ne parle même pas du fait que nous sommes loin de

1. « Na S'ezde i v Strane », *Biulleten Oppositsii*, n° 25/26, novembre/décembre 1931, pp. 9-32. Nous avons utilisé cette édition par Léon Sedov avec la suppression de quelques redites, plutôt que l'original qui se trouve à Harvard. La traduction française parue dans *La Lutte de Classes* ne nous a pas paru devoir être conservée, et Katia Peresse a fait de ce texte une nouvelle traduction française. Nous avons également utilisé quelques notes de bas de page empruntées à l'excellente revue britannique *Critique* n° 13, « Economics of Left Opposition », qui a publié une traduction anglaise très soignée. Nous avons malheureusement été obligés de couper au dernier moment une vingtaine de pages, et de les remplacer par un résumé. Bien entendu, nous mettons à la disposition de nos lecteurs contre le prix des photocopies, une traduction française des pages ainsi résumées.

posséder tous les matériaux, un tel travail est au-dessus des forces d'une seule personne. Je sais que tout est loin d'être suffisamment convaincant et que beaucoup de choses prêteront à discussion. C'est là la conséquence aussi bien de mes erreurs que du fait que beaucoup d'éléments n'ont pu être pris en compte; il a fallu se borner à quelques observations sur des problèmes qui exigent une étude particulière et, bien souvent, seul l'aspect économique a pu être abordé. Je ne prétends nullement avoir pleinement réussi cette analyse concrète et avoir surmonté toutes les difficultés que présente une telle analyse. Je veux d'abord éclaircir concrètement une série de questions, pour moi (et, je l'espère, pour d'autres) et je souhaite que ce travail pousse d'autres camarades à entreprendre des travaux dans le même sens.

Quelques mots sur le XVI^e congrès²

Il n'y a pas grand chose à dire du congrès lui-même. Sa tâche a été remplie à 100%. Il n'a certes pas résolu, ni même posé, un seul des problèmes qui se posent au pays et à la révolution. Mais il n'était pas censé le faire. La tâche du XVI^e congrès consistait à consolider les « succès » organisationnels de la fraction stalinienne, à renforcer la position de l'appareil au-dessus du parti, celle du groupe de Staline au-dessus de l'appareil et celle de Staline lui-même en tant que chef reconnu couronnant l'ensemble du colossal appareil qui s'est confortablement installé sur le dos du parti. D'où le gouffre, l'écart immense entre ce qui s'est passé au congrès et ce qui se passe dans le pays. Les tâches de la mécanique organisationnelle ont refoulé les tâches politiques. Partant de cette mécanique, Staline ne *pouvait* poser aucune des questions qui se posent effectivement à la révolution. Partant de là aussi, les droitiers n'ont *pas osé* poser ces questions. *Le congrès est passé à côté de la vie.* C'est la première conclusion, le premier sentiment qu'éprouve tout lecteur de ses comptes rendus. La deuxième conclusion est qu'il fut une des étapes les plus importantes dans la voie de l'accentuation (si c'est possible encore!) de la « bonapartisation » du parti. Ce n'est plus le parti seulement qui est écarté des décisions politiques: même ce congrès soigneusement filtré et sélectionné est tenu à l'écart! L'approbation, après coup et sans réserves, d'une ligne générale dépourvue de tout contenu concret, ne peut signifier qu'une approbation identique, d'avance, de n'importe quelle politique, de n'importe quel tournant, dans n'importe quelle direction. Or il faudra bien tourner quelque part, et vite! C'est précisément en prévision de cela que le groupe stalinien a voulu à ce congrès avoir les mains libres des *deux* côtés et a obtenu du congrès *carte blanche* .³ L'appareil a, par rapport au

2. Le XVI^e congrès s'était tenu du 26 juin au 13 juillet (note C.L.T.).

3. En français dans le texte.

parti, une liberté d'action toujours plus grande. De l'Opposition, on a préféré en règle générale ne pas parler. Iaroslavsky, si prodigue en citations, d'habitude, n'a de toute évidence pas pu en produire une seule, même falsifiée, qui n'aurait pas porté un coup à la politique du centrisme. C'est pour la même raison qu'ils n'ont pas osé rendre compte, même dans leur propre langage, de la déclaration de la direction de l'Opposition.⁴

Tout l'apparat externe était en harmonie avec le contenu idéologique des travaux du congrès. Quand l'historien futur écrira l'histoire des mœurs de l'époque de la reconstruction, il l'illustrera d'abord par les procès-verbaux du XVI^e congrès. Le tableau sauvage des bureaucrates et des *apparatchiki* déchaînés rivalisant entre eux pour humilier en hurlant un adversaire déjà sans défense et le dos au mur — la droite — symbolise comme il convient le régime actuel. Le plus répugnant, c'est que cette compétition dans la bassesse à l'égard d'un pécheur déjà abattu est le prix dont les bureaucrates doivent payer leur propre bien-être. Qui, parmi eux, est assez innocent pour se porter garant qu'il ne sera pas demain la victime expiatoire, sacrifié à la cause de la préservation du prestige de la ligne générale? Il est difficile de dire qui perd le plus de dignité personnelle, celui qui, face aux sifflets et aux cris d'animaux, baisse la tête et ignore les insultes dans l'espoir d'un avenir meilleur, ou celui qui, toujours dans l'espoir d'un avenir meilleur, lance ces injures en sachant que l'adversaire ne peut que s'incliner. Au XV^e congrès,⁵ les *apparatchiki* ne pouvaient pas encore se le permettre. Sur ce congrès, on sentait passer le souffle de l'histoire, on avait le sentiment qu'il se passait quelque chose de sérieux et que le parti était en train de vivre une tragédie. Maintenant, on a essayé de faire la même chose avec la droite, mais, comme toujours, la seconde fois est une farce bien ordinaire. Envisageant les conséquences possibles de la lutte des centristes contre les droitiers, L.D. a écrit :

« Si, dans la pratique, elle (la lutte contre les droitiers) peut signifier l'épuration du parti des éléments les plus ouvertement oustrialovistes,⁶ le freinage ou le ralentissement du glissement ou de la dégénérescence, elle signifiera en même temps la désorganisation accentuée de la pensée du parti, l'aviilissement de la méthode marxiste et, par là même, la préparation d'étapes beaucoup plus sombres encore et plus dangereuses de l'évolution du parti ».

Ce programme tel que le traçait Trotsky s'est réalisé en conformité totale et indiscutable avec la loi du développement inégal : si, en ce qui

4. Cette déclaration (cf. *Cahiers Léon Trotsky* n° 6, pp. 90-103) avait été rédigée par Rakovsky et fut présentée au VI^e congrès sous sa signature, ainsi que celles de V.V. Kossior, N.I. Mouralov, V.S. Kasparova, O.Kh. Aussem, K.I. Grünstein, Koté M. Tsintsadzé (note C.L.T.)

5. Le XV^e congrès s'était déroulé du 2 au 19 décembre 1927 et avait exclu les membres de l'Opposition de gauche dont Rakovsky avait été le porte-parole (note C.L.T.).

6. Sur N.V. Oustrialov, cf. note 48, page 73.

concerne la première partie du pronostic, le programme n'a pas été mieux réalisé que les indicateurs qualitatifs pour l'industrie, en ce qui concerne la seconde partie, en revanche, le programme a de toute évidence été réalisé et plus que réalisé, au-delà de ce qui était prévu.

Dans le pays

Les événements dans le pays suivent cependant leur cours. Si le congrès a jugé possible de passer à côté de la vie, la vie a d'autant plus de raison de passer à côté des résolutions officielles du congrès. Plus on s'éloigne du congrès et plus ce sur quoi les centristes⁷ ont glissé, qu'ils ont essayé de cacher et dont les droitiers n'ont pas osé parler, resurgira avec tout son aspect déplaisant. Puisque le congrès n'a pas été capable de dresser le bilan de toute la politique du centrisme pendant les deux ans et demi écoulés (et en même temps de toute la politique présente du bloc centre-droite), ce bilan, la vie, les classes et (sans qu'on puisse encore dire dans quelle mesure exactement) le parti lui-même le dresseront. *Le trait le plus important de ce bilan consiste en ce que la révolution devra bientôt payer le prix historique énorme qu'ont coûté sept années de politique opportuniste.* C'est la politique, pas le destin, qui tranchera la question de savoir si ce prix se traduira par le transfert définitif du pouvoir entre les mains d'autres classes. Et cela exige à son tour non des phrases générales, ou des schémas généraux alambiqués (même s'ils sont très gauches), mais l'élaboration d'un programme d'action concret et clair pour réduire le coût historique et pour sauver à tout prix la dictature. Il est cependant impossible de mettre sur pied un tel programme, sans reconnaître sans réserve et sobrement la situation concrète dans laquelle se trouve le pays. Avant de décider ce qu'on doit faire, il faut connaître à fond ce qui est. Et avant d'élaborer un programme concret, on doit avoir une notion concrète des positions de départ à partir desquelles on va élaborer.⁸

(Rakovsky examine ensuite la question de la quantité et de la qualité de la production industrielle. Sur la base des chiffres disponibles, il démontre que la part décisive dans l'accroissement de la productivité revient à l'intensification du travail et à l'augmentation du nombre des ouvriers. En ce qui concerne la qualité, il montre que l'industrie en est arrivée à la production systématique de produits défectueux. Les facteurs de l'impasse démontrée par ces résultats tiennent dans la pénurie de personnel qualifié, celle de matières premières agricoles pour l'industrie légère, ce qui lui

7. Le terme de « centristes » est utilisé alors pour désigner les partisans de Staline, le « bloc centre-droite » désignant l'alliance Staline-Boukharine.

8. Ici commence notre coupure.

permet de montrer comment le retard du développement industriel est devenu à son tour un obstacle au développement de l'agriculture. Sa conclusion est que l'intensification du travail est en définitive l'unique domaine dans lequel le plan soit réalisé ou dépassé et qu'elle est essentiellement obtenue par la diminution et la pression sur les salaires — ce qui fait approcher du moment où les ouvriers sont physiquement incapables de porter le fardeau d'un travail impossible.

Etudiant ensuite les énormes difficultés rencontrées dans l'édification du capital, il en analyse les causes fondamentales dans la pénurie des matériaux de construction, l'effondrement total de la mécanisation de cette industrie, la pénurie d'équipement, l'inexistence d'un plan de construction, aboutissant à construire ce dont on n'a pas besoin et à rendre inutilisable ce qu'on a construit.)

Quelques résultats de l'industrialisation

La politique antérieure n'avait rien fait pour préparer la hausse de la production totale ou l'édification du capital exigée par le plan. Dans l'industrie, toute la politique précédente pouvait en essence se ramener à l'utilisation élargie de l'ancien capital de base ; dans un certain nombre de branches, cette utilisation a pris la forme d'un pillage pur et simple, sans le moindre souci du lendemain. Dans la sphère de la distribution du revenu national, toute la politique — particulièrement celle des prix — aboutissait à épuiser même les minces profits que l'industrie avait pu produire, pour ne pas parler du fait qu'on ne disposait d'aucune ressource externe. On ne commençait à se soucier du lendemain que lorsqu'aujourd'hui y obligeait. C'est si connu qu'il est superflu d'en parler. Je me bornerai à donner des exemples empruntés aux branches qui sont la base de toute l'industrie. Caractérisant la situation dans la région de Krivoï Rog qui alimente notre sidérurgie et nos aciéries en minerai de fer pour 72%, S. Doubinker écrit : « Il semblait, tant que la production n'était pas intensive et tant qu'il était possible de s'appuyer sur ce qui avait été préparé avant-guerre, que tout allait pour le mieux à Krivoï Rog. Mais on a changé les rythmes d'exploitation... les réserves existantes ont commencé à s'épuiser et la question s'est posée de forcer l'édification du capital », (*Za Industrializatsiou*, 17 mai). *Il n'y a rien de plus à ajouter : la question de l'édification du capital dans l'industrie du minerai de fer n'a été posée que quand les réserves existantes ont été épuisées.* La situation est la même dans l'industrie minière. Là, la planification se faisait « en se reposant sur le vieux Donbass », avec des travaux limités par « le fonctionnement des installations à petite échelle, dépassées et épuisées du vieux Donbass » (*Za Industrializatsiou*, 9 mai). Personne n'a songé à construire de nouveaux puits jusqu'à ce qu'on ait complètement épuisé le vieux Donbass. Comme le note Cheltovsky (*Na planovom Fronte*, n° 9/10) : « Nous sommes

scandaleusement en retard dans la préparation de réserves de production dans l'industrie du charbon ». En effet, *l'extraction de charbon dans toute l'U.R.S.S. en 1929-30 est presque le double du niveau d'avant-guerre, mais en même temps, 90% provient des mines anciennes.*

Ce n'est qu'à la lumière de ces faits que l'on peut comprendre s'il est juste d'imputer aux ouvriers l'inexécution du plan d'accroissement de la production ou d'abaissement du prix de revient. La situation est en gros la même dans les autres industries qui, même dans le meilleur des cas, se contentent de l'entretien courant du capital de base existant. Le centrisme avait espéré surmonter cet héritage d'un seul coup — sauter les étapes et passer directement à des rythmes super-américains — en faisant pression sur la classe ouvrière et en recourant à ce qu'il appelle « la compétition socialiste » et le travail de choc, alors que la situation matérielle de la classe ouvrière allait en se détériorant. Plus les échecs étaient patents et plus, dans la pratique, on choisissait de suivre une ligne de moindre résistance, c'est-à-dire de pressurer la classe ouvrière. Avec les « réalisations » obtenues dans ce domaine, il n'est pas étonnant que, très vite, les réserves se soient trouvées épuisées du simple point de vue du profit et des pertes. L'utilisation de ces réserves a atteint la limite : continuer à l'appliquer, alors qu'elle épuise l'ouvrier, n'apportera rien à l'économie et lui fera même du mal. L'expression concrète en est la contradiction entre quantité et qualité.

La politique des deux dernières années a achevé par l'autre bout ce que la politique des années précédentes avait commencé. Elargissant toutes les disproportions, approfondissant toutes les fissures, elle a exigé des ressources énormes dont le pays en fait ne dispose pas. Après un temps, le processus a commencé à se caractériser par une croissance des indicateurs quantitatifs au prix de l'épuisement de la classe ouvrière. Une fois cette réserve dépensée, il est devenu clair qu'on se trouvait devant *une réelle absence de ressources*. C'est ce fait qui commanda alors le cours de l'édification du capital. Qu'est-ce que cela va signifier pour l'industrie ? La non-exécution de l'édification du capital ne signifie pas seulement la non-exécution de l'édification du plan pour un secteur isolé de l'économie nationale. *Dans les conditions existantes, elle signifie l'échec des tentatives pour asseoir l'économie nationale sur une nouvelle base industrielle et pour placer l'industrie elle-même sur une nouvelle base technologique, dans un avenir immédiat.* Il est superflu de souligner que l'échec de l'édification du capital dans une seule branche a un impact correspondant sur les autres branches, qu'il provoque la baisse d'indicateurs quantitatifs qui à leur tour affectent le progrès ultérieur de l'édification du capital, etc.

Tout cela est indiscutable. Il est pourtant nécessaire de souligner un des acteurs qui va, dans l'avenir immédiat, revêtir une signification décisive. Le fait de ne pas réaliser un projet de construction, même de 2 à 3 %, signifie que la construction *dans son ensemble* ne peut participer à la

constitution du capital actif. Jusqu'à son achèvement, toutes les ressources qui lui sont consacrées resteront du capital mort. D'où l'importance énorme du rythme de construction. Plus important est le projet, plus son retard est lourd de conséquences. Si le plan pour la construction est rempli, disons à 70 % cela ne signifie nullement que 70 % du chiffre prévu d'usines, de combinats nouveaux, etc. commenceront à fonctionner. Peut-être 10 à 20 % seulement le pourront. Dans ces conditions tout peut dépendre de seulement quelques points de pourcentage pour ce qui est de la réalisation du plan. Et lorsqu'il s'agit de dizaines de points, l'impact réel sera dix fois plus grand.

Pour évaluer la situation réelle, non seulement nous pouvons établir sans aucun doute que l'effondrement de l'industrialisation centrisme est inévitable (en fait, il a déjà commencé), mais on peut aussi mettre le doigt sur la brèche à travers laquelle la crise va éclater. *Cette brèche sera la ligne de rupture entre le vieux capital fixe hors service et le nouveau capital fixe qui n'aura pas été constitué en temps nécessaire.* La valeur totale du capital fixe restant, plus les ressources investies dans la construction, peuvent bien dépasser la valeur du capital fixe avec lequel nous avons entamé le plan quinquennal, l'industrie va néanmoins éprouver une crise sévère de capital fixe tant que les ressources investies dans des projets de construction inachevés continuent à être immobilisées comme capital mort. Au début, la crise pourra prendre la forme d'une baisse brutale des indicateurs quantitatifs, qui se prépare à bas bruit de différents côtés : l'impossibilité d'une nouvelle augmentation de l'intensité du travail (ou, plus précisément, une chute de l'intensité du travail, puisqu'il est physiquement impossible de maintenir pour un certain temps le niveau existant), l'échec du plan pour l'édification du capital, ou (finalement) la sévère pénurie de matières premières agricoles — déjà l'un des problèmes les plus sérieux de l'industrie. Par toute une série de chaînons intermédiaires, l'aggravation de la situation du ravitaillement va dans la même direction. Avec l'effondrement des indicateurs quantitatifs (ou un peu plus tard), la crise du capital fixe apparaîtra dans toute son acuité, à cause de l'effondrement dans l'édification du capital. *La crise de l'industrie ne peut plus être évitée — en fait, elle est déjà là..*

Plus la politique actuelle se prolonge, plus brutal et soudain sera l'effondrement et plus accentué sera le recul. *La tentative de passer par-dessus tout l'héritage de l'ancienne politique, de la dépasser en transférant en réalité tout le poids de l'industrialisation sur la classe ouvrière, est en train d'approcher inéluctablement de sa fin.* Du fait de la façon dont les centrismes se sont lancés avec retard dans l'industrialisation, l'effort était voué à l'échec. L'effondrement de l'industrialisation centrisme va en même temps totalement discréditer l'industrialisation en soi aux yeux de la classe ouvrière. Car, pour ce qui est de la politique actuelle, la classe ouvrière l'identifie avec une pression sans précédent et le dramatique déclin de son niveau de vie.

I. L'Électrification

« L'énergie est l'un des pires goulots d'étranglement dans le développement de l'industrie et de l'économie nationale », dit Kouibychev dans ses Thèses pour le XVI^e congrès. Traduisant cela en langage concret, Koukel-Kraievsky écrit qu' « Une famine d'électricité est imminente » (dans un article portant ce titre dans *Za Industrializatsiou* du 6 juin). « Il suffit, écrit-il, de parcourir les numéros de *Za Industrializatsiou* des deux derniers mois pour se convaincre qu'il existe déjà une véritable « *famine d'électricité* » dans toutes les régions industrielles de l'U.R.S.S... Le pays n'a plus un seul kilowatt/heure d'énergie électrique en réserve. Toute panne — et leur nombre grandit de façon importante car on continue à travailler avec « du matériel qui a largement fait son temps » — provoque l'arrêt de la fourniture de courant. Même si les nouvelles constructions industrielles se faisaient conformément au plan, les nouvelles usines seraient encore incapables de fonctionner parce qu'elles n'auraient pas d'électricité. L'exemple de l'édification du capital pour le courant électrique est une preuve convaincante qu'on ne peut vraiment pas juger de la situation réelle à partir de chiffres de réalisation du plan. Le plan pour l'édification de capital dans l'énergie électrique a été réalisé à 37%, un chiffre légèrement plus élevé que la moyenne générale pour l'industrie. Pourtant le programme est déjà interrompu, avec les trois quarts des projets de construction qu'on a arrêtés » (*ibidem*). Pourquoi donc ? Toujours pour la même raison : l'absence de ressources réelles, le manque de matériaux de construction et d'équipement. « Le manque de matériaux de construction, écrit Koukel-Kraievsky, n'est devenu la raison véritable de l'échec que parce qu'une importante partie des chantiers de construction avaient déjà dû être fermés, faute d'équipement ». Une importante proportion de commandes d'équipement importé a été annulée, d'autres, bien qu'honorées, n'ont atteint les usines que 18 mois après le terme fixé par le plan. Cependant bien des commandes n'ont pu être honorées à l'intérieur et ont été abandonnées dans l'attente de commandes de l'étranger. L'échec de ce plan de l'année pour la construction d'énergie électrique a déjà déterminé le sort de l'année prochaine ; à la fin de laquelle nous nous trouverons devant un déficit inévitable d'au moins *un demi-million de kilowatts*. Pour Moscou et Leningrad, cela signifie un déficit de 30 à 33% — et même à condition qu'aucune centrale ne cesse de fonctionner et qu'on ne consomme pas trop de fuel (ce qui pourrait perturber en sens inverse le budget pour l'énergie à partir du fuel). Les nouvelles constructions pour l'énergie électrique en 1930/31 peuvent encore sauver la situation en 1932, mais seulement si la construction de la nouvelle année est substantiellement plus importante que ce qu'exigent les chiffres préliminaires de contrôle.

La situation en ce qui concerne l'électrification révèle encore une

autre de nos innombrables disproportions — cette fois, celle qui existe entre l'industrie et sa base énergétique — et une limite supplémentaire au développement industriel.

La construction pour l'énergie électrique, les transports et d'autres domaines a vu ses ressources détournées et dirigées vers l'industrie. Cette année les sommes pour la construction en vue de l'énergie électrique se sont montées à 14,1% du total des sommes allouées à l'industrie, contre 32,7% en 1925/26. Mais, dans la mesure où le transfert de ressources ne peut augmenter leur volume total, cela ne fait que créer des disproportions supplémentaires. Koukel-Kraievsky donne une caractérisation excellente de la politique du centrisme — qui cherche des résultats rapides sans aucun souci de l'avenir — quand il remarque avec mélancolie: « Comme les résultats de la construction pour l'énergie électrique ne se feront pas sentir avant plusieurs années, personne n'y a vraiment pensé ni fait attention aux protestations du Glavelektro⁹ ». Pourtant il ne saisit pas le cœur du problème. Il ne voit qu'« une attitude déconcertante de légèreté de la part des dirigeants de notre industrie » quand, en fait, la question est que nous n'avons pas les ressources réelles.

II. Les Transports

La situation dans les transports est catastrophique au sens le plus littéral du mot, comme en témoigne l'accélération de la succession des catastrophes ferroviaires. Dans les transports aussi, on a assisté à une augmentation substantielle des indicateurs quantitatifs. Mais il est tout à fait clair ici que cela ne repose que sur le pillage du capital fixe sans aucun effort sérieux pour le renouveler. En 1928/29, notre système de transport par rails était dans le monde celui qui utilisant le plus son matériel roulant. Mais cela se faisait et se fait encore au prix d'une détérioration massive. Au cours des années précédentes, les transports n'avaient pas été moins négligés que d'autres secteurs de l'économie. Mais lorsqu'il « apparut » qu'il fallait développer l'industrie, on essaya de le faire en sacrifiant les transports. Loin de sauver la situation, cependant, cela créa *une autre disproportion dans l'économie nationale*. Les transports étaient déjà devenus peut-être le problème le plus angoissant tant pour l'industrie que pour l'agriculture. La comparaison suivante donnera une idée de la tension dans laquelle les transports et les matériaux du transport sont astreints à travailler :

En 1928/29 par rapport à 1913 :

La quantité de marchandises transportées a augmenté de 62,5%.

La longueur du réseau ferré exploité a augmenté de 21%.

Le nombre de wagons a augmenté de 4,5%.

9. Il s'agit du bureau central d'électricité (note du traducteur).

Cette année, l'écart s'est encore creusé avec la poursuite de l'usure des voies et du matériel roulant. Ce que signifie matériellement cet écart et combien il est vain d'espérer une quelconque amélioration à court terme apparaît clairement à ce qui suit : pour assurer le transport de la quantité de frêt prévu pour l'automne de cette année, le plan quinquennal envisageait la nécessité d'investir *sept milliards* de roubles (dont 4,5 sur le réseau ferré existant et 2,2 à des constructions nouvelles). On peut poser la question plus brutalement encore en soulignant ce que cela signifierait concrètement : plus de 3000 locomotives nouvelles, 24000 kilomètres nouveaux de rails, 17000 kilomètres de ballast, 7 millions de tonnes de métal, 95 millions de traverses, 59000 kilomètres de fils télégraphiques pour le contrôle des trains et l'introduction généralisée des freins automatiques. Les transports n'ont *rien* reçu de tout cela, et, comme le disait Roudzoutak¹⁰ à la conférence pan-ukrainienne du parti, « ils ne recevront rien dans un avenir proche ». Pire encore, les transports ne reçoivent qu'un matériel à peine suffisant pour compenser l'usure courante. Le pourcentage des grosses locomotives sur les différents itinéraires oscille entre 11,2 et 23,9% (Ordre du NKPS,¹¹ *Pravda*, 13 juillet). Plus de 10000 kilomètres de rails ont dépassé leur durée d'utilisation. Dans les chemins de fer du sud, pas moins de 37% des rails sont usés et on ne peut répondre des convois qui circulent dessus. Il existe des rails qui ont une usure pouvant aller à 10 ou 12 millimètres. Les rivets ne valent rien et il faudrait remplacer tout de suite nombre de traverses. Il faut aussi remplacer 38% des conduites d'eau. Un certain nombre de ponts sont dans un tel état que non seulement ils ne peuvent porter de lourds véhicules, mais ils mettent en danger la circulation. L'entreposage a été complètement négligé. Les transports ne reçoivent rien de tout ce dont ils ont besoin. Pour obtenir « quoi que ce soit », il faut se battre. Les livraisons réelles de l'industrie du bois du conseil suprême de l'économie nationale pour la première moitié de l'année ont été de 10% de traverses au lieu de 20, de 12% de poutres au lieu de 20, de 13% de matériaux de bois nécessaires au roulage au lieu de 40, et de 9% des matériaux de bois nécessaires pour les ponts, au lieu de 20% (*Ekonomitcheskaia Jizn*, 10 juillet).

Bien que les transports aient besoin de 460000 tonnes de rails, ils n'ont pu en commander que 420000, et même cette commande n'a pas été exécutée, les transports n'ayant obtenu que 115000 tonnes dans les six premiers mois de l'année. Le conseil du travail et de la défense a estimé nécessaire d'adopter un décret spécial prescrivant aux usines de laminages

10. Ian E. Roudzoutak (1887-1938), ouvrier sidérurgiste, bolchevik en 1915, ancien bagnard et dirigeant syndical, fut commissaire aux transports jusqu'en 1930, puis vice-président du conseil du travail et de la défense. Il fut exécuté en secret sur ordre de Staline.

11. Il s'agit du commissariat du peuple aux transports.

de commencer à exécuter cette commande, mais cela s'est traduit rapidement par l'interruption de la fourniture des poutres et poutrelles de fer pour les constructions industrielles. Dans un certain nombre d'endroits — particulièrement en Sibérie où c'est d'une grande importance — on a été obligé d'abandonner la construction de seconds ballasts. Il a fallu réduire de 500 kilomètres la pose de rails sur les chantiers des nouvelles voies et reporter la pose de rails sur les anciens ballasts. Pourtant, même quand le transport obtient des rails, leur pose constitue encore un véritable gaspillage : alors que les rails d'avant-guerre duraient entre trente et quarante ans, nos rails actuels ne durent pas cinq ans (*Ekonomitcheskaia Jizn*, 21 juin). En dépit de cette situation, les transports doivent faire face à des exigences grandissantes, ce qui provoque l'augmentation constante du frêt et aussi du taux d'usure. Dans de telles conditions, on n'est guère surpris que les transports souffrent d'un nombre croissant d'interruptions. Le nombre de ce qu'on qualifie d'« incidents » augmente rapidement y compris « des accidents sérieux comportant la destruction de matériel roulant et même la perte de vies humaines » (*Ekonomitcheskaia Jizn*, 8 juillet). En juin, plus de 8000 locomotives, pour ne citer que cela, ont été endommagées dans des accidents. Dans la première moitié de juillet, on en était déjà à 5000 contre 1920 pour l'année passée tout entière. Les transports peuvent-ils vraiment assurer la charge de travail qui leur est imposée ? On ne peut pas le penser sérieusement. Il n'y a pas de miracles. Si, l'année dernière, avec un chargement quotidien moyen de 45 000 wagons, les transports connaissaient de sérieuses interruptions, on peut être sûr que, cette année, alors que la situation a considérablement empiré, il sera incapable d'assurer un chargement quotidien de 25 000 wagons ?¹² Si, dans le cours de l'année, les transports n'ont pu répondre aux besoins de frêt de la seule construction, quelqu'un peut-il croire qu'ils vont pouvoir faire mieux alors qu'il faudra ajouter le grain et le fourrage ? Si les transports doivent assurer le frêt du grain, ils devront renoncer à transporter les matériaux de construction. Et nous voyons ainsi se renforcer encore un autre de ces facteurs qui sapent les progrès de la construction.

La situation des transports fluviaux est pire encore à la fois en terme d'indices quantitatifs et de constructions nouvelles. La situation du réseau ferroviaire et du réseau fluvial est telle que même l'application de ces grandes panacées, la compétition socialiste et le travail de choc (alors que les retards dans le paiement des salaires sont encore plus importants dans les transports que dans l'industrie), ne peut rien donner de bon. Ici aussi la question se réduit à l'absence de ressources réelles dont une quantité colossale est nécessaire. La tentative de forcer le développement industriel en privant la construction pour l'énergie électrique et le transport de

12. Il s'agit probablement d'une faute de frappe : lire 75 000 (Note Critique).

ressources réelles a eu pour conséquence d'en faire des secteurs arriérés qui, à leur tour, sont en train de devenir des freins pour le développement industriel.

III. Les Finances et la circulation monétaire

Les finances ne constituent pas en elles-mêmes une branche de l'économie. Elles reflètent plutôt et nous permettent d'évaluer les procès économiques d'un certain point de vue.

Le plan financier unique (qui combine les budgets d'état et locaux et les plans financiers de l'industrie, du transport, etc.) se montera cette année à environ 20 milliards de roubles contre 12,4 l'année dernière. Le budget consolidé (c'est-à-dire d'Etat et local) sera de 13,06 milliards de roubles contre un chiffre de 9,1 milliards l'année dernière. A cause du rôle considérable que l'Etat joue dans l'économie, quelque 55 à 66% du revenu national passe par le plan financier (A. Vainstein, *Ekonomitcheskaja Jizn*, 26 juin). La plus grande partie — plus de 80% — du revenu du plan financier provient des prix. Pour l'année en cours, les ressources réunies par les prix obtenus par les organisations économiques du secteur socialiste devraient compter pour 16,5 milliards de roubles sur les 20. 15% du revenu proviendra des impôts. (Ces chiffres viennent d'une réunion du bureau du commissariat du peuple aux finances, *Ekonomitcheskaja Jizn*, 28 mai).

Il est clair que le problème du plan financier et de ses sources est dans une large mesure un problème de distribution du revenu national. Je ne puis donc traiter de ce problème dans son ensemble, car cela nous mènerait trop loin. Je préfère m'arrêter surtout sur les raisons pour lesquelles il existe maintenant un déséquilibre important — et officiellement reconnu — du plan financier, ainsi que sur les perspectives de son élimination.

Le mouvement de tendance opéré dans le domaine de la politique agricole à la suite d'événements de grande importance a conduit d'abord à la réduction des impôts levés dans les campagnes, puis à l'abandon d'une série d'autres prélèvements obtenus grâce aux moyens de pression de l'administration. Lors d'une réunion du bureau du commissariat du peuple aux finances, Brioukhanov rapporta ce qui suit: « Compte tenu de la situation qui s'est développée à la campagne au cours des derniers mois, il est nécessaire d'appliquer tout de suite et strictement la directive suivante: il faut bannir l'emploi de mesures administratives et fiscales pour collecter des paiements de parts, des dépôts ou des emprunts sur les économies en argent des paysans. La même situation économique oblige le gouvernement à suivre une politique de réduction des impôts à la campagne » (*Ekonomitcheskaja Jizn*, 25 mai). Ajoutant à cela les autres concessions et les hausses de prix, Brioukhanov conclut que cette année il ne sera pos-

sible de tirer de la campagne qu'1 milliard 700 millions de roubles sur les deux prévus par le plan. Il va donc y avoir un déficit de 300 millions de roubles.

Les mêmes circonstances économiques ont rendu nécessaire une révision du plan pour le financement de l'agriculture et de dégagement de 500 millions de roubles pour les kolkhozes. En tout, donc, la campagne produit un déficit de 800 à 900 millions de roubles.

Comme on l'a déjà signalé, il existe un déficit dans le plan industriel-financier pour l'industrie et les autres branches de l'économie, qui se monte, selon une estimation officielle de Mindline, à plus d'un milliard de roubles (*Ekonomitcheskaja Jizn*, 21 juin). Ainsi, selon les données officielles, « le total du complément de ressources financières indispensables sera de 2 milliards, ou même dépassera ce montant de façon importante ».

Ce déséquilibre, maintenant officiellement admis, soulève deux questions : (1) Peut-il être surmonté, et comment ? (2) Que signifie-t-il ? Sur la façon dont l'Etat a l'intention de couvrir ce déficit, nous trouvons la réponse dans le même article de Mindline qui énumère les sources suivantes : réserves et revenus supplémentaires du fonds d'assurances sociales, le fond d'assurances de l'Etat et les montants payés à la Banque d'Etat et au commissariat du peuple aux Finances par d'autres organisations fourniront 250-300 millions de roubles, l'excédent de recettes des transports par rapport au plan, environ 250-300 millions, l'excédent de ressources budgétaires par rapport au plan, de 600 à 700 millions de roubles, la mobilisation supplémentaire des ressources internes de l'industrie, des transports, etc. donnera de 150 à 200 millions de roubles ; les réductions de dépenses budgétaires et le report d'une partie au budget de l'année suivante procureront de 200 à 250 millions de roubles. Au total, on obtient entre 1450 et 1700 roubles.

Même en admettant que ces sources sont réelles (voir ci-dessous), il reste un déficit de 300 à 550 millions de roubles. Comment va-t-on le combler ? D'après Mindline, on ne peut le combler qu'« *en dépassant un peu les prévisions du plan pour l'émission monétaire* ». Cela nous mène directement à la question de l'état de notre circulation monétaire et donc de savoir s'il s'agit bien là d'une source réelle. La question de l'état de la circulation monétaire — ou, plus précisément, de savoir s'il y a ou non inflation — a été discutée depuis plusieurs années. Nous avons répondu par l'affirmative au moins dès 1928. Lorsque Boukharine, dans ses *Notes d'un économiste*, se fit prendre lui-même dans un cercle vicieux et resta muet de stupeur sans pouvoir expliquer comment il se faisait que toutes les branches de l'économie pouvaient être en retard les unes sur les autres, et comment on pouvait manquer aussi bien des produits de l'industrie que de ceux de l'agriculture, Smilga lui expliqua ce qui se passait. Si l'on manque de toutes les marchandises, écrivait Smilga dans sa réponse à Boukharine, cela signifie qu'*une d'elles, c'est-à-dire l'argent, est en ex-*

excédent. En réalité, si l'on part du concept d'inflation fourni par la théorie marxiste de la circulation monétaire, seuls ceux qui ne connaissent pas cette théorie peuvent nier que nous avons une inflation (comme on le sait, il n'est pas obligatoire pour ceux qui adhèrent à la ligne générale de connaître cette théorie). Au cours de l'année dernière, l'augmentation des émissions monétaires a largement dépassé les hypothèses du plan et progressé beaucoup plus vite que la croissance des revenus monétaires de la population ; depuis l'année dernière, elle a dépassé aussi la croissance de la circulation des marchandises. Le tableau suivant donne une idée générale de ce qui se passe.¹³

	1926/1927	1927/1928	1928/1929
Accroissement annuel de la circulation monétaire (%)	[21]	[24]	34
Rapport entre le taux de croissance des revenus monétaires de la population et le taux de croissance de la monnaie en circulation	66,7	33,3	37,7
Rapport entre le taux de croissance de la circulation de marchandises et le taux de croissance de la masse monétaire	98,6	105,4	87,4

(Source: Diatchenko, *Ekonomitcheskaja Jizn*, 29 juin, 2 juillet)

On avait projeté pour cette année d'augmenter le volume monétaire jusqu'à concurrence de 3,1 milliards et maintenant on se prépare à l'élever encore plus, à un moment où la famine de produits agricoles aussi bien que de marchandises industrielles devient toujours plus aiguë.¹⁴ Cela voudra dire que cette unique marchandise — l'argent — qui est en réalité en excédent, continuera à être de plus en plus abondante. Aucune justification n'est donnée pour ce plan, du moins si l'on ignore l'argument général selon lequel « chez nous ce n'est pas la même chose qu'ailleurs ».

Incapable de dire quelque chose d'élaboré, Diatchenko propose de faire une enquête scientifique sur la question de savoir « ce que nous devrions appeler inflation dans les conditions de l'économie soviétique, dans quelles conditions elle devient inévitable, et quels sont ses symptômes dans le domaine de la circulation monétaire et dans celle des mar-

13. Les chiffres entre crochets sont ceux de Diatchenko. Il y a une faute de frappe dans le texte de Rakovsky (Note *Critique*).

14. Le volume de l'argent en circulation atteignait 4,3 milliards de roubles le 1^{er} octobre 1930, fin de l'année économique (Note *Critique*).

chandises. Pourtant, immédiatement après, il s'empresse d'anticiper sur les résultats de cette enquête scientifique: proclamant qu'il est «illégal» (?) de s'engager dans une discussion sur une inflation qui menace (ou une inflation qui serait déjà là), il promet (avec Mindline) de «taper sur les doigts» de ceux qui «racontent des salades à propos de l'émission de monnaie».

Dans la mesure cependant où la vie ne s'embarrasse guère de telles menaces et où nous n'avons aucune raison de redouter d'être accusés d'attaquer la ligne générale, nous allons essayer d'analyser ce problème.

Que peut-on, dans l'économie soviétique, appeler *inflation*? Exactement ce que nous pouvons appeler inflation dans les économies non-soviétiques: l'inflation, pour employer les termes de Smilga, se produit lorsqu'il y a peu de toutes les marchandises et qu'une seule — l'argent — est surabondante, quand l'accroissement du volume monétaire ne correspond pas aux besoins de l'économie nationale. Dans quelles conditions l'inflation devient-elle inévitable? En dépit de la très réelle différence entre nous et les autres pays due au rôle particulier de l'Etat dans notre système d'économie nationale, les conditions dans lesquelles l'inflation devient inévitable sont les mêmes pour nous que pour tous les autres. Elle devient inévitable lorsque l'Etat ne dispose pas de valeurs réelles suffisantes pour couvrir ses dépenses. C'est pour se procurer ces ressources que l'Etat émet du papier-monnaie sans tenir compte ni de ce qui est nécessaire pour l'échange des marchandises, ni de ce qu'exigent ses propres estimations financières. Comme dans les autres pays, l'émission de papier-monnaie est *un impôt d'inflation* qui permet à l'Etat d'extorquer les ressources réelles dont il a besoin. La question n'est cependant pas de savoir si l'inflation existe ou quand elle devient inévitable, mais *quel est le degré d'inflation et sur qui tombe cet impôt d'inflation*.

En ce qui concerne les canaux à travers lesquels cet impôt d'inflation atteint le dernier des contribuables, nous avons ici une différence substantielle avec les autres pays. Dans les pays où l'Etat joue un rôle *direct* minime dans l'économie nationale, il gagne tout ce que l'économie perd. C'est alors que commence une lutte entre les différentes classes et couches de la population pour savoir sur qui cet impôt va en définitive tomber. Chez nous, c'est différent. Chez nous, l'Etat apparaît immédiatement comme un des *sujets* de l'économie (pour la seule industrie, la production nette constitue 37,1% du revenu national); c'est pourquoi il devrait supporter une part correspondante de l'impôt d'inflation. Il recevrait par l'intermédiaire du commissariat aux finances ce qu'il perdrait à travers le commissariat aux transports, le conseil suprême de l'économie nationale, etc. Mais une telle opération, qui ne ferait que changer l'argent de poches, n'aurait aucun sens. C'est pourquoi l'Etat s'efforce, par tous les moyens dont il dispose, de rejeter ailleurs le poids de cet impôt. Et il est clair qu'il ne peut le rejeter que sur la paysannerie ou la classe ouvrière — à la

condition bien entendu que les classes rurales et ouvrières disposent de ressources réelles qu'on puisse leur enlever. Si elles n'avaient pas de ressources, l'Etat devrait payer lui-même cet impôt, et, en termes réels, ne gagnerait rien.

En ce qui concerne la paysannerie, au cours de ces dernières années, elle a élaboré un certain nombre de mesures au moyen desquelles se libérer de tous paiements — y compris l'impôt-inflation — et les rejeter sur d'autres groupes. La méthode de base — qui découle de façon très naturelle de la nature marchande-capitaliste de notre agriculture — consiste à élever les prix. Selon les données fournies par Maimyn (*Na planovom Fronte*, n° 9/10) l'index général des prix agricoles s'est modifié de la façon suivante: (1913 = 100)

1927-1928	1928-1929	1929-1930
165,8 ¹⁵	198,8	217,4

Conformément à cela, les « ciseaux » se sont refermés :

1926-1927	1927-1928	1928-1929
140,6	126,6	110,7

Il n'y a aucun doute que cette année, les ciseaux se refermeront tout à fait. C'est pourquoi nous constatons des accumulations plus importantes de marchandises et d'argent mises de côté dans les campagnes. Si l'on suit les calculs de Maimyn (*ibid.*), la campagne, après avoir réglé à l'Etat tous ses paiements, cette année, augmentera son fonds de consommation de marchandises de l'industrie de 600 millions de roubles, après quoi il lui restera encore « quelque deux cent millions de roubles ». Mais il ne s'agit là que d'*accroissement*: je n'ai réussi à trouver aucune estimation de la quantité d'argent qui a été accumulée cette année à la campagne. Un rapport du bureau du commissariat du peuple aux finances a établi cette somme pour l'année prochaine à 2 milliards de roubles. Néanmoins, dans nos conditions, une hausse des prix des produits agricoles ne signifie pas encore que la paysannerie échappe à l'impôt d'inflation. Elle y échapperait si elle recevait des produits de l'industrie en échange de ses billets de papier. Mais du fait de la sévère famine de biens et de la virtuelle disparition de toute marchandise industrielle du marché, la paysannerie reçoit moins de biens qu'elle n'accumule d'argent; et quand elle en

15. Il y a ici une autre faute de frappe dans le texte de Rakovsky qui porte 185,8. (Note Critique).

obtient, comme ces dernières années, c'est seulement en échange de ses produits agricoles. Ainsi, pour la paysannerie, l'accumulation monétaire est dénuée désormais de toute signification. La paysannerie refuse de plus en plus de vendre contre de l'argent. Elle n'a besoin d'argent que pour effectuer ses paiements à l'Etat et acheter ce qu'elle peut espérer trouver sur le marché libre. Aussi, même quand elle vend, elle fixe ses prix par rapport à ceux qu'elle doit payer au marché libre pour se procurer ce dont elle a besoin, c'est-à-dire à un taux d'environ 20 kopeks pour un rouble (l'indice du marché privé a déjà dépassé 500). Ayant atteint la limite de la quantité d'argent dont elle a besoin, la paysannerie refuse de plus en plus de vendre quoi que ce soit pour de l'argent et exige des valeurs réelles en échange de ses propres produits. Ainsi la paysannerie cherche-t-elle à échapper à l'inflation premièrement en refusant l'argent et deuxièmement, quand elle l'accepte, en ne l'acceptant qu'à la mesure de sa dévaluation sur le marché libre. Certainement, elle n'a pas réussi à se libérer entièrement de cet impôt, mais elle n'en porte certainement pas un fardeau proportionnel à son poids dans l'économie nationale si on le mesure à sa production nette (27%).

Reste la question de savoir comment l'impôt-inflation est réparti entre l'Etat et la classe ouvrière. Il n'est pas douteux qu'une partie de cet impôt retombe sur l'Etat, mais ce dernier dispose d'un certain nombre de leviers pour éviter d'avoir à la payer et qui lui permettent de la rejeter sur la classe ouvrière. La forme sous laquelle est payé cet impôt-inflation est palpable en toute évidence : *les salaires réels restent en-dessous des salaires nominaux*. L'importance de cet écart donne la mesure de la proportion d'impôt-inflation qui tombe sur la classe ouvrière. La classe ouvrière, elle, ne peut pas se protéger de l'impôt, puisque, à la différence de la paysannerie et de l'Etat, elle n'a aucun moyen de le transférer ailleurs ; le résultat est que la classe ouvrière supporte le gros de son poids — hors de proportion en tout cas avec sa part dans le revenu national. C'est de tels faits — et non de l'adhésion à la ligne générale — qu'on peut déduire les vraies réponses à la question de savoir si nous avons ou non inflation et qui supporte la charge la plus lourde de cet impôt d'inflation.

La prochaine étape qui découlera de notre politique monétaire sera évidemment le retrait de la circulation du tchervonetz. Les émissions ne se font virtuellement aujourd'hui qu'en billets de banque (un, trois et cinq roubles). On freine à dessein l'émission de tchervonetz,¹⁶ l'idée étant de le préserver et de sacrifier les billets de banque. Il ne fait à peu près aucun doute que si la tendance actuelle persiste, nous allons reproduire à une nouvelle étape le même système particulier de monnaies parallèles que

16. Le *tchervonetz* était un billet ou une pièce de dix roubles en principe gagé sur l'or (Note C.L.T.).

nous avons eu à la fin de 1923 et au début de 1924, lorsque le tchervonetz restait au-dessus du billet soviétique qui se dévaluait. Mais il était possible alors de sauver le tchervonetz par cette méthode. La situation actuelle est que le billet de banque, ayant assumé la fonction du « billet soviétique »¹⁷ (et en essence, il n'y a virtuellement aucune différence de nature entre eux), peut entraîner avec lui le tchervonetz dans sa chute. Si on essayait — comme on va probablement le faire — de sauver le tchervonetz en limitant son émission et en le séparant complètement des billets de banque, il disparaîtrait rapidement de la circulation. Ces symptômes montrent l'échelle de l'inflation. Cette dernière, c'est clair, a atteint le point où elle menace de ruiner notre système monétaire tout entier. C'est là la véritable réponse à la question de savoir dans quelle mesure nous sommes touchés par l'inflation.

J'en viens maintenant à la question du plan financier. Pour voir où l'on pourrait trouver les ressources permettant de combler le déficit du plan, il nous faut examiner de plus près ses sources totales de revenus. Comme nous l'avons déjà indiqué, les canaux fondamentaux pour la mobilisation des ressources sont les prélèvements directs sur les ressources de la population (de 15 à 18%) et les prix (75 à 80%). La première source comprend l'impôt agricole, l'auto-imposition paysanne, l'impôt sur le revenu sur les ouvriers et les employés, les emprunts, les dépôts dans le système coopératif, etc. Comment cela affecte-t-il les différents groupes et classes de la population? L'impôt agricole, avec l'auto-imposition rurale rapporte relativement peu (probablement de 300 à 350 millions au grand maximum); en tout cas, il n'est pas possible de les augmenter plus encore. L'accroissement des dépôts dans les coopératives continue, comme on sait, « avec succès » de la part de ceux qui touchent un salaire, reste extrêmement faible à la campagne, surtout depuis qu'il a fallu abandonner la coercition pour la collecte de ces versements volontaires. L'impôt sur le revenu des ouvriers et des employés retombe naturellement sur eux et eux seuls. Quant aux emprunts, la façon dont ils se répartissent entre les classes fondamentales apparaît à l'évidence d'après les données qui suivent, sur les souscriptions au troisième emprunt d'industrialisation, et où la part prise par les paysans est à son niveau maximum :

	En millions de roubles	En %
Ouvriers et employés	671,4	71,3
Paysannerie	205,9	21,9
Divers autres	64,3	6,8

17. « Sovznak ».

De toute évidence, l'emprunt provient de ce qu'ont gagné ouvriers et employés. L'Etat, suivant la ligne de moindre résistance, semble avoir pressuré cette source autant qu'il était possible. Il a même fallu limiter la souscription « volontaire » à l'emprunt à deux semaines de salaires. Quant à la paysannerie, il a fallu ici renoncer au plan initial, de sorte qu'il n'y aura pas de ce côté d'augmentation à venir, au moins pour le moment (c'est-à-dire si on ne tient pas compte du prélèvement direct de ressources en nature par des mesures extraordinaires). En conséquence, cette première source est tarie.

Tournons-nous maintenant vers les ressources qui proviennent des prix. Partant du rôle joué par la fixation des prix dans le plan financier, Téoumine, parlant à une réunion du bureau du commissariat du peuple aux finances, a dit: « Les trois piliers qui définissent notre politique financière tout entière sont les prix, les coûts de production et les salaires ». Desquels peut-on tirer des ressources supplémentaires? Téoumine, sans dire un mot sur les salaires et considérant qu'« il ne nous est pas possible d'augmenter les prix », conclut naturellement que « l'unique ressource supplémentaire est la réduction des coûts de production ». Téoumine a donné une définition très précise de l'objectif de la politique actuelle, et, quand il la prend comme point de départ, ce n'est pas par hasard qu'il néglige de mentionner les salaires. S'« il n'est pas possible pour nous d'augmenter les prix », il est clair qu'on peut obtenir des ressources soit en abaissant les coûts de production — ce qu'on ne peut obtenir dans la situation actuelle qu'en augmentant l'intensité du travail — ou en amputant les salaires. Cependant, le fait que, de toute évidence, on a très peu fait pour obtenir une baisse des coûts de production signifie qu'il devra y avoir une baisse correspondante des salaires. A cette réunion, l'unique personne qui ait abordé ces problèmes a été le représentant de la région centrale des Terres noires, Malakhovsky. Il est significatif qu'il ait été muet sur les coûts de production et au contraire affirmé la nécessité de garantir une augmentation de 10 à 15% des salaires réels. Après cela, il lui fut facile de démontrer que, si les prix demeuraient stables, il serait possible d'obtenir « un équilibre formel du plan financier et du budget en laissant de 2 à 1,5 milliards en ressources monétaires à la campagne qui ne peut pas les utiliser ». Estimant que le fait de ne pouvoir répondre à la demande, si forte, de la paysannerie signifierait « laisser sans défense et sans protection la base du plan économique national », il propose de prendre ce montant à la campagne en élevant les prix, ce qui implique une importante et significative extension du système de dualité des prix.¹⁸

18. Bien que tous ces prix soient prévus pour l'an prochain, nos arguments valent pour cette année (Note Kh.G.R.).

Je traiterai plus loin la question de savoir ce que cela pourrait réellement donner. Le fait est cependant que le centrisme n'est pas en train de s'engager sur cette route... Il peut encore prendre un peu plus à la classe ouvrière à travers « les réserves et les surplus » du fonds d'assurance sociale et quelques autres sources, mais le fait qu'il ait déjà dû réduire d'un mois à deux semaines de salaire la souscription à l'emprunt démontre que même le centrisme commence à comprendre qu'on ne peut pas pressurer indéfiniment le budget de l'ouvrier. Il n'est pas douteux que les centristes vont s'engager dans la voie d'une double pression sur la classe ouvrière : l'augmentation de l'intensité du travail et la baisse des salaires réels. Pourtant s'ils ne comprennent pas — ou s'ils ne veulent pas comprendre les conséquences politiques de cette façon de se procurer des ressources, le caractère irrationnel de cette pratique s'imposera à eux du simple point de vue économique. Le fait qu'il soit encore possible de tirer quelque chose de l'ouvrier peut suffire à attiser son mécontentement aigu, mais cela ne pourra suffire pour combler le déficit en ressources réelles. Et, dans la mesure où le fardeau retombe à nouveau sur l'économie d'Etat, cela ne fait qu'achever le cercle vicieux. On ne peut obtenir ainsi aucune ressource *nouvelle*, autre que celles qu'on pourrait trouver par un redéploiement plus rationnel et l'utilisation de celles qui existent déjà. Cependant, du fait que toutes les réserves dans l'économie d'Etat sont tendues à l'extrême, cette rationalisation n'apportera pas beaucoup. Elle peut permettre seulement de joindre les deux bouts en termes de stricte comptabilité, c'est-à-dire d'équilibrer formellement les choses, mais elle ne peut rien fournir de nouveau. Cela signifie qu'étant donné la minceur des réserves maintenant disponibles pour l'économie d'Etat et l'extrême épuisement physique de la classe ouvrière, on ne trouvera dans ce but aucune ressource supplémentaire.

Et qu'arrive-t-il au-delà du noyau de l'économie étatique et de la classe ouvrière? Ici il faut garder à l'esprit trois circonstances fondamentales :

1. Premièrement, tout ce qui se passe à la campagne se situe dans un contexte de déclin des forces productives de l'économie. L'une des expressions en est que l'accumulation prend la forme d'une accumulation *monétaire* et n'est pas transformée en moyens de production. Un prélèvement sur les ressources de la campagne au moyen de mesures économiques, prendrait avant tout la forme d'un prélèvement sur cette accumulation monétaire. De toute évidence cela aboutirait dans une certaine mesure à faire baisser la demande à la campagne et à permettre d'utiliser ces ressources à d'autres fins. Comme je l'ai souligné pourtant, l'effet n'en sera pas considérable, puisque la paysannerie aujourd'hui ne peut transformer son accumulation monétaire en ressources réelles que dans une faible mesure. *L'accumulation de la paysannerie reste gelée sous la forme d'argent parce que, à cet argent, ne correspond pas dans le pays une quantité suffisante de ressources réelles.*

Quelles que soient les ressources réelles que le prélèvement de ces accumulations monétaires puisse libérer, elles s'avèreront totalement insuffisantes pour combler le gouffre profond qui s'est creusé dans l'économie. Il y a quelques années, quand le trou était moins profond et que la campagne prospérait, cela aurait pu être vraiment positif; maintenant le gouffre est trop large et les forces productives trop affaiblies à la campagne.

2. La seconde circonstance qu'il faut garder présente à l'esprit, c'est que le rapport des classes sociales est tel que le fait d'enlever des ressources à la campagne, tout en étant susceptible de se révéler très efficace du point de vue *économique*, va produire des complications *politiques* extrêmement graves.

3. *Le dernier point est qu'il faut considérer que, même si l'on pouvait trouver des ressources réelles à la campagne en nature, la forme sous laquelle on les obtiendrait serait telle qu'on ne pourrait les utiliser directement pour fermer la brèche ouverte dans l'économie étatique. Cela veut-il dire qu'on peut réduire cette question à une simple redistribution du revenu national? Certainement pas. Mais c'est sa signification qui est changée. Il faut comprendre clairement que le pays dans son ensemble ne possède pas les ressources nécessaires pour réaliser le programme aventuriste des centristes. C'est ce qui, en fait, rend ce programme aventuriste.* Jusqu'à maintenant, je suis parti du déficit de deux milliards de roubles mentionné par Mindline. Mais il n'est que le chiffre nécessaire pour parvenir à un équilibre formel. Il suffit de rappeler que les transports ont besoin de sept milliards de roubles pour mener à bien le travail qu'ils ont commencé à accomplir pour comprendre quelle est l'étendue des besoins réels et la profondeur du déficit. Le fait que l'industrie ait bénéficié de progrès relatifs au prix de l'abandon des transports signifie seulement qu'on a ouvert de nouvelles brèches dans ces deux secteurs. *Aucune redistribution du revenu national ne peut remédier à cette situation.* Il faut une redistribution du revenu national pour réaliser les investissements sans lesquels ce serait la base de la dictature prolétarienne qui serait menacée: *des investissements dans la classe ouvrière.* Pour ces investissements, une redistribution du revenu national pourrait donner des ressources suffisantes, quantitativement comme qualitativement. Mais aucune redistribution du revenu national ne peut réparer les brèches ouvertes par des années de politique opportuniste.

IV. La Situation à la campagne

Les problèmes qui se posent à la campagne sont trop vastes pour pouvoir être épuisés dans un espace aussi restreint. Aussi je me bornerai aux commentaires les plus généraux (j'ai d'ailleurs partiellement traité cette question plus haut). Dire que la politique de collectivisation intégrale et de liquidation des koulaks a échoué est une banalité. En fait, les

centristes eux-mêmes ont dû l'abandonner, conservant cette remarquable politique pour leurs résolutions. Il ne reste plus qu'à dresser un bilan de quelques résultats généraux et esquisser les lignes fondamentales selon lesquelles ils vont se manifester.

Le premier résultat est *l'affaiblissement des forces productives de l'agriculture* ; rendu possible par les années de la politique précédente et aggravé par la période d'aventurisme ultra-gauchiste, il s'est manifesté dans la diminution du cheptel et en partie de la culture des plantes industrielles et commence à se faire sentir dans la culture des céréales. Les semailles du printemps doivent être considérées comme un échec. Ici aussi les indicateurs de quantité (même là où ils existent vraiment) dépendent de ceux de la qualité. Le retard pris pour l'ensemencement (qui n'est pas dû au mauvais temps, mais à la mauvaise humeur de la paysannerie) et la médiocrité des soins de culture auront une influence palpable sur la moisson. Et non moins sensible pour l'économie dans son ensemble apparaîtra l'attitude de rapacité vis-à-vis des moyens de production jetés dans la campagne et leur dispersion — un véritable gaspillage — qui était l'inévitable corollaire de la politique actuelle.

Un second facteur réside dans le fait qu'une grande partie de ce qui existe à la campagne ne peut pas être pris aussi facilement que, par exemple, la production industrielle. *A la campagne, il faut encore pouvoir s'emparer du produit*, et, dans la situation présente, ce ne sera pas facile. Il n'est cependant pas douteux que les kolkhozes ne feront pas preuve de meilleure volonté que les exploitations individuelles dans la livraison de leur grain et qu'il faudra prendre contre eux des « mesures extraordinaires »¹⁹ — avec d'autres mesures de persuasion « sociale ». Mais ce sera la fin de la construction des fermes collectives. L'effondrement des kolkhozes a été empêché au printemps par le fait que les semailles ont été faites par les fermes collectives et que celui qui les quittait serait en fait privé de sa part. C'est pourquoi les paysans des fermes collectives attendent avec impatience la fin de la moisson pour commencer à se la répartir. Une lutte sourde est en train de se développer au sujet du partage de la moisson. Quand la lourde main de l'Etat se mêlera à ce combat, cela affaiblira la lutte interne et renforcera le front uni de la campagne, rassemblant les paysans non en tant que membres de fermes collectives, mais en tant que petits propriétaires. Et là s'arrêtera leur existence de « collectivistes ».

19. Les « mesures extraordinaires » contre la crise du ravitaillement due à la « grève des livraisons » des koulaks, avaient été décidées, mais non publiées par une réunion du bureau politique le 6 janvier 1928 qui s'était contenté de les communiquer au parti : application aux koulaks de l'article 107 du Code criminel sur la confiscation des « stocks des spéculateurs », la distribution du quart du grain ainsi saisi aux paysans pauvres, considérée comme une incitation à délation. Ces mesures avaient été rapportées quelques mois plus tard.

Les paysans moyens quitteront le kolkhoze déçus d'hier et inquiets pour aujourd'hui. Dans ces conditions, il serait hors de question de les obliger à étendre leur zone d'ensemencement cet automne. *Le déclin des forces productives à la campagne est maintenant inévitable dans toutes les circonstances*, soit qu'on poursuive la politique actuelle (qui renforce le front unique à la campagne), soit qu'on adopte une politique juste cherchant à briser ce front unique en introduisant la lutte de classes au village. Ni l'une ni l'autre ne créeront les conditions d'un développement des forces productives. Et cependant un déclin des forces productives de l'agriculture constitue l'un des obstacles les plus sérieux au développement industriel. La boucle est bouclée. Le retard du développement de l'industrie est déjà devenu l'une des causes de la dégradation de l'agriculture, laquelle, à son tour, est en train de barrer la route du développement industriel.

Quelques résultats et propositions²⁰

Nous n'avons jamais douté quant à nous que, tôt ou tard, la politique opportuniste conduirait la révolution à une crise grave. Et bien que nous n'ayons pas eu de doutes sur ce que seraient les résultats *finaux* de cette politique, nous n'avions aucune idée de la *forme concrète* que la crise revêtirait en éclatant. Maintenant que nous pouvons pratiquement sentir les résultats de toute la politique antérieure et toucher du doigt les blessures ouvertes de la révolution, ces résultats apparaissent dans leur nudité sous une forme tragiquement simple : *le manque de ressources réelles pour mener à bien l'industrialisation à un rythme qui nous permettrait de sortir de la crise*. Nous avons le devoir de dire que nombre d'entre nous avaient depuis quelque temps pressenti cette simple vérité, mais que nous avons peur d'appeler un chat un chat tant que nous avons encore certains doutes et tant que la vérité ne s'était pas encore imposée sans discussion.

Et elle n'existe pas moins pour être dissimulée derrière les ressources fictives, inventées pour équilibrer formellement des plans fantasmagoriques et aventuristes. Peut-être les centristes n'ont-ils eux-mêmes pas eu conscience du point où ils étaient en train de se laisser prendre dans le cercle vicieux de ces ressources fictives, sur le papier. Perdant leurs bases dans la réalité, ils commençaient à ressembler au chien qui court en rond toujours plus vite en essayant de mordre sa queue. Plus sa tête avance et plus sa queue s'en éloigne vite.

20. Dans la mesure où ces conclusions générales sont en rapport direct avec ce que j'avais à dire dans des articles antérieurs — et je n'ai nulle raison de ne plus être d'accord avec leurs idées fondamentales — je me bornerai à ajouter un certain nombre de points qui découlent d'une analyse concrète de la situation (Note de Kh.G.R.). Nous devons malheureusement ajouter que nous n'avons pas les articles en question et que Trotsky ne semble pas nous plus les avoir eu en main.

Ils augmentent aujourd'hui le programme pour le charbon et le fer afin de pouvoir réaliser le programme de construction des machines ; demain, il faudra élargir le programme de construction de machines pour remplir le programme élargi de charbon et de fer ; plus tard, ils découvriront qu'il faut augmenter le programme pour le charbon et le fer afin d'assurer le nouveau programme de construction de machines. Au cœur de cette spirale, on découvre brusquement que cela impose aux transports des tâches qu'ils ne peuvent résoudre à moins de recevoir l'acier et le fer nécessaires — et ainsi le programme pour le charbon et le fer est augmenté à nouveau et on recommence tout.

De là les rythmes exagérés, les chiffres exagérés, les plans exagérés qui s'effondrent dès qu'ils prennent contact avec la réalité. Et à cet instant apparaissent des camarades qui, sans avoir la moindre idée de ce qui se passe, parlent du « réarmement de l'Opposition » à propos du fait (c'est ce qu'ils prétendent) que l'Opposition, après avoir été dans le passé en faveur de rythmes élevés, maintenant que Staline a adopté ces rythmes, se prononce contre eux simplement pour pouvoir rester dans l'opposition. Il faut prendre ces camarades par le bout du nez et le leur mettre dans le monde réel, leur montrer que ces rythmes élevés n'existent que sur le papier, dans les livres, les articles et les plans, que tout progrès dans une sphère quelconque se produit aux dépens de la violation de tous les équilibres, de la création de terribles difficultés dans d'autres branches, de la création de nouvelles disproportions gigantesques. A ces camarades, on doit expliquer que notre arme n'a jamais été les formules rigides, mais la méthode marxiste qui nous permet à chaque moment d'élaborer les formules les plus utiles à une étape donnée. Ce que certains camarades chez nous prennent pour un réarmement de l'opposition représente en fait un changement radical dans l'ensemble de la situation. Les questions sont maintenant, tout différentes de ce qu'elles étaient — et sur ce point, Staline a raison. Il est vrai qu'il est incapable de comprendre *en quoi* elles sont différentes et *pourquoi* elles le sont devenues. D'ailleurs, même s'il pouvait le comprendre, il ne le dirait pas. Nous n'avons, pour notre part, jamais adhéré à la politique de l'autruche. Aussi dure que soit la réalité, personne n'a jamais trouvé le salut en refusant de la reconnaître. Et la réalité nous murmure cette simple vérité que j'ai indiquée plus haut.

Ici se pose naturellement la question : dans quelle mesure la politique de Staline est-elle responsable de cete situation ? Sommes-nous vraiment convaincus qu'il y aurait eu les ressources réelles, si nous nous étions embarqués dans l'industrialisation plus tôt, quand nous la revendiquions, et si elle avait reposé sur les méthodes que nous préconisions ? Cela dépend. Si l'on pose la question de savoir si nous aurions eu les ressources pour garantir la construction complète du socialisme, la réponse est *non*. Si l'on veut dire : aurions-nous disposé des ressources pour renforcer la base de la dictature, prévenir l'éruption des contradictions sociales et pré-

venir toute détérioration brutale de la crise, la réponse est *oui*. Nous avons le droit de le dire : nous voyons très clairement comment la politique de l'opportunisme a affaibli la base de la dictature, accéléré l'explosion antagoniste des rapports sociaux, hâté l'apparition de la crise. A l'époque où les centristes se sont embarqués dans l'industrialisation, il était déjà inévitable que nous ayons à payer partiellement le prix du retard, le prix du fait que, pendant des années, non seulement l'industrie n'avait pas accumulé mais qu'elle avait bazarde ses propres ressources ; on aurait pu cependant surmonter les difficultés nées de ce retard par une *politique juste, même si cela avait pris plus de temps. L'aventure ultragauchiste* — (les « courses de chevaux ») *a rapidement épuisé toutes ces possibilités*, violant tous les équilibres dans l'économie nationale, approfondissant toutes les fissures.

L'autre aspect de cette politique aventuriste — la politique de collectivisation intégrale et de liquidation du koulak — a sapé les forces productives de la campagne, provoqué le conflit brutal avec le village auquel menait toute la politique antérieure, et finalement abouti à notre exclusion de la division internationale du travail — car, dans l'immédiat, nous ne pourrions y participer convenablement que par des exportations de produits agricoles. Les méthodes au moyen desquelles le centrisme essaie aujourd'hui de combler ces trous, aussi bien que celles par lesquelles il cherche à entrer dans la division internationale du travail (c'est-à-dire en utilisant les emprunts) ne feront qu'approfondir fissures et disproportions et resserrer le nœud coulant autour du cou de la révolution.

Nous entrons dans toute une époque (nous ne pouvons que deviner sa durée) durant laquelle nous devons payer pour tout notre passé. Combien apparaissent pitoyables, à la lumière de cela, tous ces commentaires sur le fait que « l'Opposition a rejeté l'industrialisation » ! Nous n'avons qu'une seule exigence : qu'on regarde la réalité bien en face, qu'on reconnaisse et qu'on fasse aujourd'hui ce qu'il sera peut-être trop tard, demain, pour faire. Quand une armée est au bord de la déroute et a commencé spontanément à reculer, il est ridicule de dire que ceux qui essaient de mettre un peu d'ordre dans la retraite, de prévenir la panique menaçante et de sauver tout ce qui peut l'être, sont ceux qui appellent à reculer. Quelle est, demandent-ils, la différence entre nous et la Droite ? Car eux aussi, en fin de compte, sont pour la retraite. En poursuivant l'analogie militaire, on pourrait dire que la différence entre nous et la Droite est celle qu'il y a entre une armée qui bat en retraite et les déserteurs qui courent dans le même sens. C'est précisément cependant à cause de cette ressemblance extérieure avec la Droite que nous ne devons pas nous borner à répéter qu'il faut battre en retraite. Nous traçons entre nous et la droite une ligne très claire par le fait que nous formulons clairement et précisément *la forme* que doit prendre cette retraite, quel est *son objectif, comment et vers quelles positions* nous battons en retraite.

Quant à la forme que devrait prendre la retraite, elle découle de l'essence même du point de vue que nous venons d'exposer. Il est indiscutable qu'on ne peut tenir très longtemps sur la base d'un niveau déclinant, voire stable, des forces productives. Il est donc naturel que nous ayons toujours posé leur développement comme un objectif essentiel. Cependant la double nature de notre économie signifie que le développement des forces productives peut se faire dans une double direction : dans une situation où le bilan global de cette croissance ne peut être que défavorable au prolétariat, il devient essentiel de subordonner la tâche du développement des forces productives à celle, plus générale, de salut de la dictature. C'est ce que nous avons fait sous le communisme de guerre. C'est également le cas aujourd'hui : du fait de la politique passée, nous sommes incapables de développer le secteur étatique de l'économie à un rythme qui nous garantirait la prédominance sur la base d'une croissance d'ensemble des forces productives du pays. Aussi notre première conclusion est-elle que *la retraite, désormais inévitable, doit se faire sur le front des forces productives*. Soit dit en passant, c'est dire seulement dans un langage différent et plus précis ce que, avec le camarade L.D., j'ai proposé dans mon article d'avril, quand je disais qu'il « n'y a pas d'issue purement économique à cette situation ». L'objection selon laquelle il n'existe jamais de méthodes purement économiques et qu'on ne peut réellement parler que des pourcentages, n'est pas sérieuse : elle plonge ses racines dans une tentative tout à fait non-dialectique pour réduire une différence qualitative à une différence quantitative. Une voie purement économique de renforcement des bases de la dictature signifie, dans notre situation, son renforcement sur la base de l'industrialisation. Cependant, quand il est devenu impossible de maintenir le rythme d'industrialisation nécessaire à cette étape pour ce renforcement, une fois que la tentative de violer l'économie a créé les prémisses d'un recul et rendu la retraite nécessaire — y compris sur le front de l'industrialisation —, cela signifie qu'à cette étape, il n'y a pas d'issue économique. C'est au moins de cette façon que je comprends ma propre formulation.

Cela nous mène inévitablement à la question de savoir quel est l'objectif de la retraite. Là aussi, nous avons déjà répondu : *nous reculons sur le front des forces productives afin de sauver la dictature, de regrouper nos forces à ce niveau inférieur, et, sur cette base, de repartir à l'attaque sur une base économique saine*.

Il est vrai que toutes les questions *fondamentales* de notre révolution sont maintenant posées dans toute leur acuité. Il est vrai que les contradictions *de base* de la révolution apparaissent maintenant au grand jour. Mais il serait faux d'en tirer la conclusion (si on ne peut le démontrer) qu'il s'agit là de l'éruption *finale* des contradictions de notre révolution et que, par conséquent, le prolétariat ne peut mener qu'une lutte défensive, des actions d'arrière-garde. Il est incontestable qu'une tentative d'effec-

tuer un regroupement des forces de classe à un niveau inférieur des forces productives, ou même alors qu'elles sont en train de décliner (l'une et l'autre conséquences de l'emploi généralisé de méthodes de coercition non-économiques) est lourde de dangers. La seule garantie (et encore pas absolue) est une politique juste, une formulation claire et précise des objectifs et des méthodes et une ligne de classe claire. Il me semble que la tâche centrale de l'Opposition doit être l'élaboration, à partir de notre position stratégique fondamentale et de notre évaluation globale de la situation, d'un programme minimal de mesures concrètes pour la période actuelle, comme nous l'avons déjà fait dans une période précédente avec notre Plateforme. Le caractère général de classe de ce programme est clair et se réduit à mon sens à deux propositions fondamentales: 1) Il est nécessaire de battre en retraite avec la classe ouvrière et de ne pas nous éloigner d'elle, comme le font et le feront les centristes. D'où l'urgence exceptionnelle d'adopter des mesures — *quel qu'en soit le prix* — afin de modifier radicalement la position matérielle et légale de la classe ouvrière. Il faut à tout prix disloquer le front unique de la campagne, porter la lutte de classes au village et libérer le paysan pauvre de l'autorité du koulak.

Il est bien plus difficile de traduire ce programme général en un système de mesures concrètes. Il me semble que les mesures les plus importantes sont les suivantes:

1. *Dans le domaine de l'industrie et de l'économie d'Etat, réduire considérablement le nombre des projets de construction en se concentrant sur les plus importants et peut-être en diminuant leur échelle dans des cas particuliers.* Il faudra arrêter temporairement le travail sur certains projets. Des pertes en rapport avec cette opération sont d'ores et déjà inévitables. Avec les ressources libérées par l'abandon de ces plans fantastiques, il serait possible de relever des secteurs arriérés (transports, électrification, etc.).

2. *Dans l'agriculture:* « Imposer au koulak un contrat sévère », sans cependant le priver de toute incitation à l'activité économique. En ce qui concerne le paysan moyen, *passer à un impôt en nature* de façon à lui laisser un certain contrôle sur le reste de sa production (ou au moins d'en voir la possibilité), pour lui donner la possibilité de disposer dans une certaine mesure de ce qu'il a accumulé. Dans ces conditions, il serait peut-être possible de fixer la taxe à un niveau supérieur à celui de l'actuel impôt agricole. L'essentiel de la production, conservée par le paysan moyen, pourrait être obtenue en lui vendant des produits industriels à des prix plus élevés. Ce pourrait être utile, dans ces conditions, d'augmenter le fonds des marchandises de l'industrie en négociant une partie de nos produits agricoles contre des importations étrangères. Il faut *catégoriquement rejeter* (en fait, c'est déjà fait) toute extension de la collectivisation intégrale et de la liquidation du koulak. Empêcher toute liquidation des moyens de production jetés dans les campagnes à l'époque de la « crois-

sance fiévreuse des fermes collectives». *Concentrer ces moyens de production sur les kolkhozes les plus viables, formés de façon prédominante de paysans pauvres et en faire une base matérielle de l'organisation d'unions de paysans pauvres.*

3. *Dans le domaine des finances*, mettre les dépenses en stricte conformité avec les ressources réelles. Réduire énergiquement les dépenses non-productives. Réduire de façon importante l'émission de papier-monnaie.

4. *Avec les ouvriers*. Assigner des ressources spéciales provenant de toutes les branches de l'économie nationale, le secteur d'Etat compris, (mais essentiellement de la campagne par une redistribution du revenu national) afin d'améliorer de façon rapide et palpable la position de la classe ouvrière; en même temps, changer radicalement sa position dans la production.

Il va sans dire que je considère que le centrisme est incapable de réaliser ce programme. Sa réalisation implique la reconstruction de fond en comble de l'ensemble du système politique, une mobilisation de classe du prolétariat et des paysans pauvres, une réforme du parti et le remplacement de la direction centriste avec tout ce que cela implique. Il va aussi sans dire que personne ne peut nous garantir le succès de ce programme, ni qu'il sera facile à mettre en œuvre. J'ai mieux que personne conscience des obstacles qui sont sur sa route. Ainsi je puis connaître d'avance toute une série d'objections que l'on peut lui opposer, et qu'on lui opposera. A ceux des camarades qui feront des objections, je veux seulement souligner que nous n'avons pas choisi entre la meilleure et la pire des solutions, mais entre la meilleure d'un certain nombre de mauvaises solutions. Celui qui fera des objections sur telle ou telle mesure devra pouvoir proposer une mesure meilleure pour la remplacer. On ne doit pas non plus s'imaginer que ce programme pourra être réalisé sans secousses. C'est un programme de lutte de classes âpre à la campagne, de lutte entre les petits paysans et les koulaks et, très probablement contre des fractions significatives de la paysannerie moyenne également. Finalement, il ne faut pas croire que cela se réalisera rapidement. Ce programme *prendra des années*. Une situation où la lutte de classes s'aggrave n'est pas le meilleur terreau pour faire fleurir les forces productives, dont un déclin est *inévitabile* dans les premières années à venir. Les difficultés et le temps nécessaire continueront jusqu'à ce que, ayant réalisé ce programme de retraite, il soit à nouveau possible de passer à l'attaque.

Les départs

William Farrell (1910-1984)

William Farrell est mort en Californie à Moraga le 1^{er} avril dernier. Après avoir navigué dans le monde à l'âge de 17 ans comme simple matelot, il avait entrepris des études qui l'avaient conduit à l'Université Columbia à New York où il adhéra au parti socialiste au cours des années trente. C'est au sein de ce parti, en 1936, qu'il rencontra des militants trotskystes « entrés » et rejoignit leur combat. Il fut en 1938 l'un des fondateurs du Socialist Workers Party où il allait militer de nombreuses années, collaborant notamment activement à sa presse où il signait du pseudonyme de *Morgan*.

Pendant la seconde guerre mondiale, Farrell servit comme beaucoup de ses camarades dans la marine marchande et les transports. Dans les dernières années de sa vie active, il était devenu libraire à Berkeley et avait gagné la confiance de bien des lecteurs de la jeune génération. De sa retraite, il avait encore suivi les développements politiques et, selon l'information qu'ont publié ses éditeurs, sympathisé avec le groupe qui publie à San Francisco le journal *Socialist Action* après avoir été exclu du S.W.P. Farrell était l'un des hommes de la Vieille Garde américaine aujourd'hui décimée. Nous nous inclinons devant sa mémoire.

Pierre Frank (1905-1984)

Pierre Frank est mort le 18 avril 1984, à Paris où il était né le 24 octobre 1905. D'origine russe, ses parents étaient ouvriers tailleurs à domicile. Dès son jeune âge, il avait été attiré par la révolution russe et le mouvement révolutionnaire et il considérait qu'il s'y était engagé à l'âge de 15 ans. Il fit des études secondaires, puis supérieures à l'École de Physique et de Chimie industrielles où il acquit un diplôme d'ingénieur. Mais il fut aussi l'un des fondateurs de l'Union générale des étudiants techniciens de l'industrie, du commerce et de l'agriculture (UGETICA),

patronnée par l'USTICA qui était la première organisation syndicale de cadres : il était convaincu de la nécessité de lier étudiants et cadres au mouvement ouvrier. Il adhéra au P.C. en 1925, année de sa sortie de l'école, puis effectua son service militaire, obtenant le grade sous-lieutenant. Embauché comme ingénieur, il milita ensuite notamment au sein de la Fédération des Produits chimiques de la C.G.T.U. En 1927, il prit partie, dans le conflit qui secouait le parti russe, pour l'Opposition de gauche (Trotsky-Zinoviev) contre Staline. C'est à peu près à ce moment qu'il se lia avec un autre partisan de l'Opposition de gauche en France, Raymond Molinier. C'est avec Raymond et son frère Henri (sous les noms de Ray et H. Audoin), ainsi qu'avec la femme de Raymond, Jeanne (sous le nom de J. Despallières) qu'il signa en août 1929 le manifeste de *La Vérité*.

Son nom est désormais inséparable de l'histoire du mouvement international fondé par Trotsky. Très tôt, il est, avec Raymond Molinier, en conflit aigu avec Rosmer et Naville. Gérant de *La Vérité* à sa fondation, il a été exclu du rayon du P.C. d'Aulnay-sous-bois, et, lors de la constitution de la Ligue communiste en avril 1930 est élu à sa commission exécutive. Avec la victoire de son groupe dans la lutte fractionnelle il devient avec Molinier le principal dirigeant de la Ligue à partir de janvier 1931 : dans la discussion syndicale, notamment, ils ont eu le soutien de Trotsky qui a parlé d'eux comme de « l'aile marxiste » de la Ligue. Il entre en mai 1931 au secrétariat international et intervient notamment dans les crises des sections allemande et espagnole. En juillet 1932, il part pour Prinkipo où il va servir Trotsky en qualité de secrétaire et garde du corps pendant presque une année, l'accompagnant notamment dans le voyage de Copenhague à la fin de 1932.

Devenu en 1934, après l'entrée des trotskystes dans la S.F.I.O., l'un des principaux dirigeants du G.B.L. (Groupe bolchevik-léniniste), il est élu membre suppléant de la C.A.P. de la S.F.I.O. au congrès de Mulhouse en juin 1935. Exclu en même temps que les autres B.L. en octobre 1935, il participe alors avec Raymond Molinier à la fondation de *La Commune*, ce qui leur vaudra d'être exclus de l'organisation française et internationale sur proposition de Trotsky. Ils fondent successivement les Groupes d'action révolutionnaire, le Comité de la IV^e Internationale et finalement, en mars 1936 le parti communiste internationaliste (P.C.I.) qui fusionne en juin avec le P.O.R. (né de la fusion entre G.B.L. et J.S.R.) pour constituer le P.O.I. qui élit Pierre Frank à son comité central et son bureau politique.

On sait que cette unification fut brève. Dès octobre 1936, le P.C.I. avait repris son indépendance et Pierre Frank fut dans les années suivantes un de ses principaux dirigeants. Condamné à une peine de prison pour une série d'articles — la police le jugeait « violent et sournois » — il passe dans la clandestinité, puis est envoyé par son organisation à l'étranger

pour y diriger sa « déléation à l'étranger ». Arrivé à Londres peu avant la déclaration de guerre, il s'adressa à Trotsky en 1940 pour rechercher les voies d'un rapprochement politique dont le développement fut interrompu par l'assassinat de Trotsky en août. Il était clandestin en Grande-Bretagne et militait avec la Workers International League qui se trouvait elle aussi en dehors de la IV^e Internationale. Arrêté en octobre 1940, il fut condamné en 1941, puis interné jusqu'en novembre 1943. Il revint en France en mars 1946 et fit appel contre ses condamnations qui furent peu après ramenées à une année de prison avec sursis.

Membre du C.C. et du B.P. du P.C.I., membre du S.I. en 1946, il fut en 1952 le porte-parole de la minorité du P.C.I. qui soutint Michel Pablo et ses propositions d'« entrisme *sui generis* » et conserva le sigle de l'organisation après l'exclusion de la majorité. Frank participa à des activités de soutien du F.L.N. qui lui valurent une nouvelle arrestation et un non-lieu devant la justice militaire. En mai 1968, il fut également gardé à vue pour « complot contre la sûreté intérieure de l'Etat ». Il fut membre du C.C. et du B.P. de la Ligue communiste (section française de la IV^e Internationale) fondée en 1969 par les militants de l'ex-P.C.I. et de l'ex-J.S.R. dissoutes en 1968, puis en 1973 de la L.C.R. après la dissolution de la Ligue communiste. Il abandonna ses responsabilités dans la L.C.R. en 1975 et dans la IV^e Internationale en 1979.

Pierre Frank avait écrit de très nombreux articles et brochures et une *Histoire de l'Internationale communiste*. Il avait toujours manifesté beaucoup de sympathies pour l'Institut dont les chercheurs n'étaient pas toujours heureux de publier les textes qu'ils avaient découverts et avaient le devoir de publier, mais dans lesquels Pierre était traité assez durement par Trotsky : c'est d'ailleurs pourquoi nous avons publié dans les *Cahiers* une « mise au point » ainsi que les remarques de Molinier et Pierre Frank, afin de mettre un terme à des interprétations abusives d'un problème qui relève de l'histoire. Tous les amis et camarades de Pierre Frank savent aussi quel événement constituait pour lui le voyage prévu au Mexique il y a deux ans, l'importance symbolique qu'il lui accordait ainsi qu'à sa visite de la maison de Trotsky devenue musée — et la déception profonde que fut pour lui l'altération soudaine de sa santé qui annula pour toujours ce projet longtemps caressé.

Devant la mémoire de ce combattant fidèle à ses idées et au combat de ses vingt ans, qui était l'un des derniers survivants de la poignée de courageux qui osèrent suivre Trotsky il y a déjà plus d'un demi-siècle, nous nous inclinons comme s'inclinent ses amis et camarades, membres ou non de son organisation, qu'ils aient combattu à ses côtés ou contre lui. C'est un vaillant qui nous quitte tous.

Iannis Theodoratos dit Mastroyannis (1896-1983)

Un lecteur grec vient (avril) de nous apprendre la mort de Mastroyannis au mois d'août dernier. Les informations que nous donnons ici ne proviennent pas de Grèce d'où rien ne nous a été malheureusement envoyé à l'occasion de la mort de ce militant.

Il était né en 1896 en Céphalonie, près d'Ithaque, dans une famille pauvre, fut dans l'armée de 1916 à 1920 et, à sa démobilisation, vint à Athènes où il travailla comme charpentier. Socialiste de conviction, enthousiasmé par la révolution russe, il rejoignit le S.E.K.E. (K) en 1920, puis prit contact en 1924 avec le groupe archiomarxiste qui travaillait dans le parti; c'est avec d'autres militants archiomarxistes qu'il a travaillé de 1924 à 1927 dans l'appareil du syndicat des techniciens en béton armé, dissous au nom du « syndicalisme industriel » sur directive du parti. Il fut notamment arrêté à Athènes à l'occasion de la fameuse manifestation internationale du 1^{er} août 1929 contre la guerre. Peu après, il participe à la reconstitution de son ancien syndicat dont il demeurera le président jusqu'en 1932.

Il prend part à la conférence de l'organisation archiomarxiste de 1930 au cours de laquelle s'esquisse le rapprochement avec l'Opposition de gauche et fait partie, avec Yotopoulos, Vitsoris et Sakkos de la délégation qui rencontre Molinier et Mill à Athènes. Il est à nouveau arrêté en 1932 après la manifestation contre la guerre et condamné à une peine de prison. La même année, il est élu au C.C. et au bureau politique et envoyé par son organisation pour la diriger à Salonique. Là, informé du « tournant » sur la nécessité d'un nouveau parti et d'une nouvelle Internationale préconisés par Trotsky, il est de ceux qui sont convaincus de sa nécessité, ce qui l'amène à entrer en conflit avec le dirigeant incontesté de l'organisation jusque là, Mitsos Yotopoulos, membre du S.I. sous le nom de Vitte.

Il est ensuite l'un des dirigeants de l'organisation née de la scission et de la fidélité à l'Opposition de gauche internationale devenue L.C.I. puis IV^e Internationale, la O.M.L.E., avec Vitsoris, Sakkos, Kastritis et Papadopoulos. Il est arrêté au moment du coup d'Etat du général Metaxas en août 1936, toujours en « exil » quand la guerre éclate. Nous n'avons pas d'informations sur l'activité ultérieure de Mastroyannis (parfois M. Yannis) jusqu'à sa mort, mais nous savons qu'il était resté fidèle à son engagement des années vingt. Nous saluons sa mémoire et souhaitons que ses amis grecs corrigent et complètent ces maigres notes.

Textes de Kh.G. Rakovsky déjà publiés dans les
Cahiers Léon Trotsky

Cahiers Léon Trotsky n° 6

- Déclaration au XIV^e congrès (17 décembre 1927), également signée de K.B. Radek, N.I. Mouralov, I.T. Smilga, pp. 71-73.
- Déclaration au comité central du P.C.U.S. (22 août 1929), également signée de V.V. Kossior et M.N. Okoudjava, pp. 78-85.
- Déclaration en vue du XVI^e congrès (12 avril 1930), également signée de V.V. Kossior, N.I. Mouralov et V.S. Kasparova, pp. 90-103.

Cahiers Léon Trotsky n° 7/8

- Projet de déclaration (mars/avril 1929), pp. 55-71.
- Thèses (3 août 1929) également signées par V.V. Kossior et M.N. Okoudjava, pp. 68-81.
- Lettre à Trotsky (8 septembre 1929), p. 92.
- Lettre à Sedov (novembre 1929), p. 121.
- Lettre à Trotsky (9 janvier 1930), p. 139.

Cahiers Léon Trotsky n° 17

- La Révolte du Potemkine (1905)
- Le Mouvement ouvrier en Roumanie (1906)
- Jean Jaurès (1914)
- Un Episode de la Révolution russe (1917)
- L'organisation communiste de l'Armée rouge (1920)
- La Révolution française et le droit de propriété (1922)
- Jules Guesde et le Communisme (1923)
- Le Parti et la question nationale (1923)
- Une nouvelle étape: l'U.R.S.S. (1923).

ACHEVE D'IMPRIMER
SUR LES PRESSES
LIENHART ET C^e A

EN JUIN 1984
DE L'IMPRIMERIE
AUBENAS D'ARDECHE

N° 2318. *Imprimé en France*

DEPOT LEGAL : JUIN 1984

ŒUVRES DE LEON TROTSKY

C'est en 1978 qu'est paru le premier volume de la publication de l'Institut Léon Trotsky, les *Œuvres* de mars à juillet 1933, premier volume de la première série des œuvres d'exil du révolutionnaire russe, publiées sous la direction de Pierre Broué.

De 1978 à 1980, l'Institut Léon Trotsky a ainsi publié sept volumes, qui reposaient sur les écrits publiés de Trotsky, la partie «ouverte» des archives de Harvard et différentes archives à travers le monde.

Depuis 1980, à partir du volume 8 et jusqu'au volume 17 qui paraît en mai 1984, le travail pour lequel la R.C.P. 595 du C.N.R.S. est venue épauler l'I.L.T. repose dorénavant principalement sur la partie «fermée» des papiers d'exil de Trotsky, à la Houghton Library de l'Université de Harvard.

La première série de cette publication se terminera avec son 25^e volume en 1986. Nous publierons alors deux volumes de compléments, sur la base de la partie «fermée» pour les années 1934 et 1935. Nous commencerons ensuite la publication de la seconde série des *Œuvres* qui couvrira la période allant de 1928 (l'année de l'exil de Trotsky à Alma-Ata) à 1933 (date de l'appel à construire la IV^e Internationale).

On peut se procurer les volumes des *Œuvres* en s'adressant à l'administration des *Cahiers Léon Trotsky* (Joubert C.L.T., 2 rue Bayard, 38000 Grenoble) ainsi qu'aux librairies de la Selio, 87 rue du Faubourg Saint-Denis (10^e) et de la Brèche, rue de Tunis.

Les volumes 1 à 12 sont disponibles à l'administration des Cahiers au prix de 20F, port en sus (15F).

N° ISSN 0181-0790

Prix: 45F

Cahiers Léon Trotsky ☆ Diffusion La Pensée Sauvage